

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER  
MINISTRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Publications périodiques

### Comptes annuels

**CREDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL**

Société anonyme au capital de 611 858 064 euros

Siège social : 6, avenue de Provence - 75009 Paris

542 016 381 RCS Paris

*Comptes annuels approuvés par l'Assemblée Générale du 30 avril 2026***Partie A. — Comptes sociaux au 31 décembre 2025****I. — Bilan**

<b>Actif</b> <b>(en millions d'euros)</b>	<b>Notes</b>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
Caisse, Banques centrales		40 020	36 642
Effets publics et assimilés	2	4 680	7 004
Créances sur les établissements de crédit	3	31 839	28 794
Opérations avec la clientèle	4	69 096	68 593
Obligations et autres titres à revenu fixe	5	29 104	27 616
Actions et autres titres à revenu variable	6	2 004	1 366
Participations et autres titres détenus à LT	7	124	124
Parts dans les entreprises liées	8	6 984	6 612
Opérations de crédit-bail et assimilées		-	-
Immobilisations incorporelles	9	54	69
Immobilisations corporelles	10	534	513
Capital souscrit non versé		-	-
Actions propres	11	10	10
Autres actifs	12	5 413	5 958
Comptes de régularisation	13	6 275	6 091
<b>Total de l'actif</b>		<b>196 136</b>	<b>189 392</b>

<b>Passif</b> <b>(en millions d'euros)</b>	<b>Notes</b>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
Banques centrales		0	1
Dettes envers les établissements de crédit	14	64 508	66 318
Opérations avec la clientèle	15	58 899	57 654
Dettes représentées par un titre	16	42 231	36 112
Autres passifs	12	2 526	3 294
Comptes de régularisation	13	8 728	8 116
Provisions	17	1 396	1 337
Dettes subordonnées	18	4 311	3 599
Fonds pour risques bancaires généraux	19	379	379
Capitaux propres	19	13 159	12 582
<i>Capital souscrit</i>		612	612
<i>Primes d'émission</i>		1 172	1 172
<i>Réserves</i>		10 168	9 368
<i>Écart de réévaluation</i>		44	44
<i>Provisions réglementées</i>		69	67
<i>Report à nouveau</i>		5	53
<i>Résultat de l'exercice</i>		1 090	1 266
<b>Total du passif</b>		<b>196 136</b>	<b>189 392</b>

<b>Hors-bilan</b> <b>(en millions d'euros)</b>	<b>Notes</b>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
<b>Engagements donnés</b>			
<b>Engagements de financement</b>			
Engagements en faveur d'établissements de crédit		243	248
Engagements en faveur de la clientèle		33 631	31 095
<b>Engagements de garantie</b>	22		
Engagements d'ordre d'établissements de crédit		3 819	3 496
Engagements d'ordre de la clientèle		13 019	12 742
<b>Engagements sur titres</b>			
Titres acquis avec faculté de reprise		-	-
Autres engagements donnés		10 364	9 948
<b>Engagements reçus</b>			
<b>Engagements de financement</b>			
Engagements reçus d'établissements de crédit		232	651
<b>Engagements de garantie</b>			
Engagements reçus d'établissements de crédit		20 724	56 462

<b>Engagements sur titres</b>			
Titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise		-	-
Autres engagements reçus		7 450	6 182

**II. — Compte de résultat**

(en millions d'euros)	Notes	31/12/2025	31/12/2024
+ Intérêts et produits assimilés	27	7 045	9 441
+ Intérêts et charges assimilées	27	-6 355	-8 756
+ Revenus des titres à revenu variable	28	429	556
+ Commissions (produits)	29	772	723
+ Commissions (charges)	29	-285	-258
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	30	926	765
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	31	18	-84
+ Autres produits d'exploitation bancaire	32	28	76
+ Autres charges d'exploitation bancaire	32	-8	5
+/- Produits nets des autres activités	32	0	0
<b>Produit net bancaire</b>		<b>2 571</b>	<b>2 468</b>
+ Charges de personnel	33	-566	-539
+ Autres charges administratives		-413	-413
+ Dotations aux amortissements		-37	-27
<b>Charges de fonctionnement</b>		<b>-1 016</b>	<b>-979</b>
<b>Résultat brut d'exploitation</b>		<b>1 555</b>	<b>1 489</b>
+ Coût du risque	34	-178	-134
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>1 377</b>	<b>1 355</b>
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	35	-5	-11
<b>Résultat courant</b>		<b>1 373</b>	<b>1 344</b>
+/- Résultat exceptionnel	36	0	0
+ Impôts sur les bénéfices	37	-281	-76
+/- Dotations/reprises de FRBG		-	-
+/- Dotations/reprises aux provisions réglementées		-2	-2
<b>Résultat net</b>		<b>1 090</b>	<b>1 266</b>

**Résultats financiers sur les cinq derniers exercices**

Nature des indications	2021	2022	2023	2024	2025
<b>1. Situation financière de l'exercice</b>					
Capital social	611 858 064	611 858 064	611 858 064	611 858 064	611 858 064
Nombre total d'actions émises	38 241 129	38 241 129	38 241 129	38 241 129	38 241 129
Actions « A » ou actions ordinaires	38 241 129	38 241 129	38 241 129	38 241 129	38 241 129
Actions « D » ou actions privilégiées	-	-	-	-	-
Certificats d'investissement privilégiés	-	-	-	-	-
Certificats d'investissement ordinaires	-	-	-	-	-
<b>2. Résultat global des opérations effectives (en milliers d'euros)</b>					
Produits bancaires	2 783 927	4 927 869	11 727 785	11 476 819	9 217 837
Bénéfice avant impôt, amortissements	1 091 037	1 433 101	2 270 452	1 302 080	1 400 843
Provisions et résultat exceptionnel	-	-	-	-	-
Impôt sur les bénéfices	-83 285	-119 843	-248 561	-76 011	-281 141
Bénéfice	1 086 687	1 268 197	1 871 304	1 266 339	1 090 085
Montants des bénéfices distribués	1 051 631	0	992 740	517 785	549 907
<b>3. Résultats des opérations réduits à une action (en euros)</b>					
Résultat après impôt, mais avant amortissements et provisions	26,51	34,55	53,19	32,26	29,46
Bénéfice net	28,59	33,37	49,23	33,32	28,68
Dividende versé à chaque action « A »	27,50	0,00	25,96	13,54	14,38
Dividende versé à chaque action « D » et certificats d'investissement					
<b>4. Personnel (Métropole) (en euros)</b>					
Nombre de salariés (effectif moyen ETP)	4 050	3 951	3 916	4 068	4 136
Montant de la masse salariale	232 322 735	231 524 832	245 131 289	250 139 790	268 660 984
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité sociale, œuvres sociales...)	114 884 926	113 395 392	122 340 946	129 479 773	133 234 707

### III. — Annexe aux comptes sociaux

#### Note 1 Principes comptables, méthodes d'évaluation et de présentation

Les comptes sociaux du Crédit Industriel et Commercial sont établis conformément aux principes comptables généraux applicables en France aux établissements bancaires tels que figurant dans les règlements suivants :

- ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014 et les règlements l'ayant modifié depuis cette date dont le règlement n°2023-03 du 7 juillet 2023 applicable à compter du 1er janvier 2025 ;
- ANC n° 2014-03 relatif au Plan Comptable Général et les règlements l'ayant modifié depuis cette date, dont le règlement ANC n° 2022-06 du 04 novembre 2022 applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025. L'application de ces règlements est sans incidence significative sur les comptes du 31 décembre 2025.

Ils respectent la règle de prudence et les conventions de base concernant :

- la continuité de l'exploitation,
- la permanence des méthodes,
- l'indépendance des exercices.

Le Crédit Industriel et Commercial – CIC est intégré globalement dans les comptes consolidés du groupe CIC (en tant que société mère), et de Crédit Mutuel Alliance Fédérale.

##### Note 1.1 Utilisation d'estimations dans la préparation des états financiers

La préparation des états financiers peut nécessiter la formation d'hypothèses et la réalisation d'estimations qui se répercutent dans la détermination des produits et des charges, des actifs et passifs du bilan et dans l'annexe aux comptes. Dans ce cas de figure, les gestionnaires, sur la base de leur jugement et de leur expérience, utilisent les informations disponibles à la date d'élaboration des états financiers pour procéder aux estimations nécessaires. C'est notamment le cas :

- des dépréciations des instruments de dette et des instruments de capitaux propres ;
- des tests de dépréciation effectués sur les actifs incorporels ;
- de la détermination des provisions dont les engagements au titre des régimes de retraite et autres avantages futurs sociaux ;
- des valorisations d'instruments financiers non cotés sur un marché organisé.
- des provisions pour risques et charges
- des provisions sur engagements sociaux et PEL / CEL

##### Note 1.2 Reclassement d'actifs financiers

Le reclassement hors de la catégorie des titres de transaction, vers les catégories des titres d'investissement et des titres de placement est possible dans les deux cas suivants :

- a) dans des situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ;
- b) lorsque des titres à revenu fixe ne sont plus, postérieurement à leur acquisition, négociables sur un marché actif, et si l'établissement a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à leur échéance.

##### Note 1.3 Traitement des changements de méthode comptable

Comme indiqué en début de note, le Crédit Industriel et Commercial applique le règlement ANC n°2022-06 du 4 novembre 2022 applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025 : il n'y a pas d'impacts dans les comptes.

Les changements de méthode comptable sont appliqués de façon rétrospective, c'est-à-dire comme si ce principe avait toujours été appliqué. L'impact de première application est imputé sur les capitaux propres au 1er janvier, corrigeant le bilan d'ouverture.

Conformément au règlement ANC 2015-06, pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2016, le mali technique n'est plus comptabilisé de manière globale au poste « fonds commercial » et non amorti.

Il est comptabilisé au bilan par catégorie d'actifs en autres immobilisations corporelles, incorporelles et financières.

Cette affectation permet d'appliquer au mali technique les règles d'amortissement des actifs sous-jacents (le mali affecté en totalité ou en partie à un actif amortissable est désormais amorti en totalité ou en partie). En revanche, la quote-part du mali affectée au fonds commercial bénéficie toujours d'une présomption de non-amortissement.

##### Note 1.4 Prêts et créances

Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus non échus.

Les commissions reçues à l'occasion de l'octroi d'un concours et celles versées aux apporteurs d'affaires sur crédits sont rapportées progressivement au résultat suivant une méthode qui revient à les assimiler à des intérêts. Cet étalement actuariel est comptabilisé en produits nets d'intérêts au compte de résultat. Au bilan, les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction qui font l'objet d'un étalement sont intégrés à l'encours de crédits concerné.

Les créances et dettes rattachées (intérêts courus ou échus, à recevoir et à payer) sont regroupées avec les postes d'actif ou de passif auxquels elles se rapportent.

Au sein de l'ensemble des risques de crédit, on distingue comptablement les encours sains, douteux et douteux compromis.

Le suivi des créances s'appuie sur le système de notation interne du risque de crédit du groupe Crédit Mutuel. Ce dernier considère la probabilité de défaut de la contrepartie via une note interne et le taux de perte fonction de la nature de l'exposition. L'échelle des notes internes comprend douze niveaux dont neuf pour les contreparties saines et trois pour les contreparties douteuses.

##### Note 1.5 Créances et risque de crédit

Le système de déclassement en encours douteux est conforme. Conformément au règlement ANC n° 2014-07, selon lequel les créances de toute nature sont déclassées dans les situations suivantes en créances douteuses dans les cas suivants :

- en cas de constatation d'impayés depuis plus de neuf mois pour les crédits aux collectivités locales, de plus de six mois pour les crédits aux acquéreurs de logement, de plus de trois mois pour les autres concours ;

■ lorsque la créance présente un caractère contentieux judiciaire (procédures de surendettement, de redressement, de liquidation judiciaire, faillite, etc.) ;

■ lorsque la créance indépendamment de l'existence de tout impayé, présente d'autres risques de non-recouvrement total ou partiel.

En effet, les traitements de passage en douteux, provisionnement et retour en sain de la clientèle sont automatisés en cohérence avec les règles prudentielles, (règlement délégué de l'UE 2018/171) et aux orientations d'application EBA/GL/2016/07 de l'Autorité bancaire européenne (ABE). Ainsi :

■ l'analyse du défaut (i.e. le fait générateur du déclassement de la créance) est effectuée quotidiennement, au niveau de l'ensemble des engagements d'un emprunteur, l'appréciation du défaut étant déterminée par emprunteur ou groupe d'emprunteurs ayant un engagement commun ;

■ le défaut est déclenché lorsque 90 jours d'arriérés consécutifs sont constatés au niveau d'un emprunteur/groupe d'emprunteurs ;

■ le périmètre de contagion du défaut s'étend à la totalité des créances de l'emprunteur, et aux engagements individuels des emprunteurs participant à une obligation de crédit conjointe ;

■ la période probatoire minimale est de trois mois avant retour au statut sain pour les actifs non restructurés et de douze mois pour les crédits restructurés.

Les créances douteuses font l'objet de dépréciations individualisées créance par créance enregistrées en coût du risque.

Les intérêts sur créances douteuses non réglés et inscrits au compte de résultat sont couverts par des dépréciations à hauteur de l'intégralité du montant comptabilisé. Les dotations ou reprises de dépréciations, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties se rapportant à des intérêts sur créances douteuses sont enregistrées au poste « Intérêts et produits assimilés » du compte de résultat.

Le principal de la créance est provisionné selon l'estimation la plus probable de la dépréciation, conformément aux principes généraux de prudence. Le calcul de la dépréciation tient compte de la valeur de réalisation des garanties personnelles ou réelles liées à la créance.

Concernant les créances douteuses sur les professionnels de l'immobilier, l'application de ces règles conduit à tenir compte de la valeur marchande des immeubles financés dans le secteur des marchands de biens. De même, le calcul du provisionnement des opérations liées à la promotion immobilière tient compte des frais financiers supplémentaires exposés par le promoteur, en raison du ralentissement éventuel de la commercialisation des programmes.

La dépréciation constituée couvre la perte prévisionnelle actualisée au taux d'intérêt d'origine du crédit. Les pertes prévisionnelles sont égales à la différence entre les flux contractuels initiaux et les flux prévisionnels de recouvrement. La détermination des flux de recouvrement repose notamment sur des statistiques qui permettent d'estimer les séries de recouvrement moyennes dans le temps à partir de la date de déclassement du crédit. Une reprise de provision du fait du passage du temps est enregistrée en produit net bancaire.

Les encours douteux pour lesquels la déchéance du terme a été prononcée ou qui sont classés depuis plus d'un an en créances douteuses, sont spécifiquement identifiés dans la catégorie « encours douteux compromis ».

La banque a défini des règles internes qui présument le caractère nécessairement compromis de la créance dès lors qu'elle a été classée plus d'un an en créance douteuse, sauf à démontrer formellement l'existence et la validité de garanties couvrant la totalité des risques. La comptabilisation des intérêts sur la créance cesse à partir du classement en « encours douteux compromis ».

L'article 2221-5 du règlement ANC précité prescrit un traitement spécifique de certains encours restructurés. Lorsqu'ils sont significatifs, les encours douteux redevenus sains à la suite d'une restructuration à des conditions hors marché sont isolés dans une catégorie spécifique. Dans cette hypothèse, les abandons de principal ou d'intérêts, échus ou courus, ainsi que les écarts d'intérêts futurs, sont immédiatement constatés en perte, puis réintégrés au fur et à mesure de l'amortissement du prêt. Le nombre de prêts concernés et les montants en cause sont faibles et le calcul d'une décote serait sans impact significatif sur les états financiers de l'exercice.

L'impossibilité de recouvrer toute ou partie de la ou des créances douteuses entraîne le passage en perte. L'absence de possibilité de recouvrement résulte principalement :

- de l'attestation d'irrécouvrabilité délivrée par la société de recouvrement comportant les motifs de l'échec ;
- de l'absence de solvabilité du ou des débiteurs des créances du dossier, constatée après que toutes les procédures internes du service contentieux ont été mises en œuvre ;
- d'un jugement défavorable à la banque entraînant l'impossibilité de poursuivre le recouvrement de ses créances ou d'une décision de justice ordonnant l'effacement des dettes ;
- d'un plan de surendettement incluant un abandon partiel de créance.

#### Segmentation des encours

Les encours sont présentés en notes annexes selon le critère de la ventilation par secteurs géographiques. Ceux-ci représentent les lieux d'implantation des établissements fixes du CIC.

#### Note 1.6 Comptes d'épargne à régime spécial

La réglementation des comptes d'épargne à régime spécial (livret bleu, livret A, compte sur livret d'épargne populaire, livret de développement durable et solidaire) impose aux établissements de crédit de reverser au fonds d'épargne de la Caisse des Dépôts et Consignation (CDC) une partie de cette collecte. Cette centralisation des dépôts se traduit alors par une créance de l'établissement collecteur sur le fonds d'épargne de la CDC.

Le montant de la créance sur le fonds d'épargne de la CDC est présenté en déduction des encours des dépôts de la clientèle collectés par l'établissement au titre du livret A, du LDDS et du compte sur LEP figurant à son passif.

#### Note 1.7 Opérations sur titres

Les effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe (titres de marché interbancaire, de créances négociables, valeurs mobilières) sont répartis en titres de transaction, de placement ou d'investissement ; et les actions et autres titres à revenu variable sont répartis en titres de transaction, de placement, de l'activité de portefeuille, de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme. Les frais d'acquisition et de cession constituent une charge de l'exercice.

#### Titres de transaction

Il s'agit de titres qui, à l'origine, sont soit acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou racheter à court terme soit détenus par l'établissement du fait de son activité de mainteneur de marché. Ils sont enregistrés à la date d'acquisition et pour leur prix d'acquisition frais exclus, en incluant le cas échéant les intérêts courus. À chaque arrêté comptable, les titres détenus sont évalués au prix de marché du jour le plus récent. Le solde global des différences résultant des variations de cours est porté au compte de résultat en produits ou en charges.

**Titres de placement**

Il s'agit de titres qui ne sont inscrits ni parmi les titres de transaction, ni parmi les titres d'investissement, ni parmi les titres de l'activité de portefeuille, autres titres détenus à long terme, titres de participation ou parts dans les entreprises liées. Ils sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition, à l'exclusion des frais d'achat. Les surcotes ou décotes éventuelles sont étalées sur leur durée résiduelle.

À la clôture de l'exercice, chaque ligne fait l'objet séparément d'une estimation et, pour les obligations, les titres sont regroupés par ensembles homogènes. Lorsque la valeur comptable apparaît supérieure à la valeur probable de négociation, une dépréciation est constituée pour le montant de la moins-value latente, ce calcul étant effectué valeur par valeur ou par ensemble homogène.

Les gains, provenant des couvertures, au sens de l'article 2514-1 de l'ANC 2014-07, prenant la forme d'achat ou de ventes d'instruments financiers à terme, sont pris en compte pour le calcul des dépréciations.

Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées et il n'y a pas de compensation entre les plus et moins-values latentes. La valeur probable de négociation est, pour les actions cotées à Paris, le cours moyen du dernier mois et pour les actions cotées à l'étranger et les obligations, le cours le plus récent du dernier mois.

**Titres d'investissement**

Il s'agit de titres acquis avec l'intention manifeste de les conserver jusqu'à leur échéance. Ils sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais d'achat exclus. La différence entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement est étalée sur leur durée résiduelle. Ces titres font l'objet d'une couverture en ressources ou en taux.

Une dépréciation est constituée lorsque la dégradation de la situation financière des émetteurs est susceptible de compromettre le remboursement des titres à leur échéance.

**Titres de l'activité de portefeuille**

Ils proviennent d'investissements réalisés de façon régulière avec pour seul objectif d'en retirer un gain en capital à moyen terme sans intention d'intervenir durablement dans le fonds de commerce ni de participer activement à sa gestion opérationnelle. Ces investissements sont réalisés dans le cadre de structures dédiées, de manière significative et permanente et la rentabilité provient essentiellement de la réalisation de plus-values de cession.

Ces titres sont enregistrés à leur prix d'acquisition. À la clôture de l'exercice, chaque ligne fait l'objet séparément d'une estimation. Lorsque la valeur comptable apparaît supérieure à la valeur d'utilité, une dépréciation est constituée pour le montant de la moins-value latente. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées. La valeur d'utilité est déterminée en tenant compte des perspectives générales d'évolution de l'émetteur et de l'horizon de détention. Pour les titres cotés, la moyenne des cours de bourse sur une période suffisamment longue peut être retenue.

**Autres titres détenus à long terme, titres de participation et parts dans les entreprises liées**

Les autres titres détenus à long terme sont des investissements réalisés dans l'intention de favoriser le développement des relations professionnelles durables avec l'émetteur, sans exercer toutefois une influence dans sa gestion. Les titres de participation sont ceux dont la possession durable est estimée utile à l'activité du groupe, notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur l'émetteur, ou d'en assurer le contrôle.

Ils sont enregistrés à leur prix d'acquisition, éventuellement réévalué, ou de fusion et opérations assimilées. À la clôture de l'exercice, chaque ligne fait séparément l'objet d'une estimation. Lorsque la valeur comptable apparaît supérieure à la valeur d'utilité, une dépréciation est constituée pour le montant de la moins-value latente. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées. La valeur d'utilité représente ce que l'entreprise accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir compte tenu de son objectif de détention : elle peut être estimée par différents critères tels que l'actif net éventuellement corrigé, la rentabilité et la perspective de rentabilité, les cours moyens de Bourse des derniers mois.

**Titres donnés en pension livrée**

Ils sont maintenus à l'actif du bilan et la dette vis-à-vis du cessionnaire est inscrite au passif. Les principes d'évaluation et de prise en résultat des revenus de ces titres demeurent ceux applicables à la catégorie à laquelle ils appartiennent.

**Critères et règles de déclassement**

En cas de modification d'intention ou de capacité de détention, et sous réserve qu'ils satisfassent aux conditions d'éligibilité et aux règles de transfert, les titres peuvent être déclassés. En cas de transfert, les titres font l'objet au jour du transfert d'une évaluation selon leur portefeuille d'origine.

**Note 1.8 Instruments dérivés : instruments à terme de taux d'intérêt et de change**

Le groupe intervient pour son propre compte sur différents marchés organisés ou de gré à gré, d'instruments financiers à terme fermes et conditionnels de taux d'intérêt et de devises en application de la stratégie de gestion des risques liés aux positions de taux d'intérêt et de change de ses actifs et passifs.

**Opérations sur les marchés organisés et assimilés**

Les contrats sur instruments à terme fermes ou conditionnels traités sur les marchés organisés et assimilés sont évalués conformément aux règles fixées par le Comité de la réglementation bancaire. Les contrats sont réévalués en fin d'arrêté suivant leur cotation sur les différents marchés. Le gain ou la perte résultant de cette réévaluation est porté au compte de résultat.

**Opérations sur les marchés de gré à gré**

Sont notamment concernés les contrats d'échange de taux d'intérêt et/ou de devises, les contrats de taux futur (FRA), les contrats optionnels (cap, floor...). Les opérations sont affectées dès leur origine dans les différents portefeuilles (position ouverte, micro-couverture, gestion globale du bilan et hors bilan, gestion spécialisée).

Les contrats classés dans les portefeuilles de position ouverte sont évalués au plus bas du prix d'acquisition ou de leur valeur de marché.

Les charges et produits relatifs aux contrats classés dans les portefeuilles de micro-couverture sont inscrits en compte de résultat de façon symétrique à la comptabilisation de l'élément couvert.

Les charges et produits relatifs aux contrats classés dans les portefeuilles de gestion globale du risque de taux sont inscrits prorata temporis dans le compte de résultat.

Les contrats inscrits dans les portefeuilles de gestion spécialisée sont évalués en valeur de marché. Les variations de valeur sont portées dans le produit net bancaire après correction pour tenir compte du risque de contrepartie et des frais futurs de gestion.

Les soultes de netting de dérivés de couverture sont étalées sur la durée résiduelle des éléments couverts.

**Produits structurés**

Les produits structurés sont des montages financiers proposés aux clients pour répondre de manière plus précise à leurs besoins. Ils sont construits à partir de produits élémentaires, généralement des options. Le CIC commercialise différentes catégories de produits structurés fondés sur des options classiques, options binaires, options à barrière, options asiatiques, options look back, options sur plusieurs actifs, swaps d'indices.

Il existe trois grandes familles de valorisation de ces produits : celle provenant de la résolution d'une équation différentielle partielle, celle d'arbres en temps discret et celle de Monte-Carlo. Le CIC utilise la première et la dernière. Les méthodes analytiques appliquées sont celles retenues par le marché pour la modélisation des sous-jacents utilisés.

Les produits sont comptabilisés à leur valeur de marché. Les paramètres utilisés pour la valorisation sont ceux observés ou déduits via un modèle standard des valeurs observées, à la date d'arrêt. Dans le cas où il n'existe pas de marché organisé, les valeurs utilisées sont relevées chez les courtiers les plus actifs sur les produits correspondants et ou extrapolées à partir des valeurs cotées. Tous les paramètres utilisés sont historisés.

Dans le cas où la valorisation de certains instruments est faite à partir de modèles complexes, les paramètres de marché servant de base à leur évaluation sont corrigés de façon prudente pour tenir compte notamment du niveau de liquidité des marchés concernés et de leur pertinence sur des maturités longues.

**Valorisation des instruments financiers à terme non cotés**

Ces instruments sont réévalués à partir de prix observables dans le marché, selon la procédure dite de « flashage ». Cette dernière méthode consiste à relever chaque jour à la même heure les prix offerts et demandés de plusieurs contributeurs via les logiciels de flux de marchés. Un prix unique est retenu pour chaque paramètre de marché utile.

**Note 1.9 Immobilisations corporelles et incorporelles**

Elles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition, éventuellement réévalué, augmenté des frais directement attribuables et nécessaires à leur mise en état de marche en vue de leur utilisation.

Après comptabilisation initiale, les immobilisations sont évaluées au coût historique amorti c'est-à-dire à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes éventuelles de valeur.

Le montant amortissable est déterminé après déduction de la valeur résiduelle nette des coûts de sortie. La durée d'utilité étant généralement égale à la durée de vie économique attendue du bien, il n'est pas constaté de valeur résiduelle.

Les immobilisations sont amorties selon le mode linéaire sur la durée d'utilité attendue du bien pour l'entreprise selon son propre rythme de consommation estimée des avantages économiques. Celles ayant une durée d'utilité indéfinie ne sont pas amorties. Les dotations aux amortissements sont comptabilisées sous la rubrique « dotations aux amortissements et dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles » du compte de résultat.

Lorsqu'une immobilisation est composée de plusieurs éléments pouvant faire l'objet de remplacement à intervalles réguliers, ayant des utilisations différentes ou procurant des avantages économiques selon un rythme différent, chaque élément est comptabilisé séparément dès l'origine et chacun des composants est amorti selon un plan qui lui est propre. L'approche par composants a été retenue pour les immeubles d'exploitation et de placement.

Les durées d'amortissement pour les immeubles sont de :

- 40-80 ans pour les gros œuvres ;
- 15-30 ans pour les clos et couverts ;
- 10-25 ans pour les équipements ;
- 10 ans pour les agencements et installations.

Immobilisations incorporelles :

- les droits au bail versés ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de dépréciation ;
- Les droits d'entrée versés au propriétaire sont amortis sur la durée de vie du bail comme un complément de loyer ;
- les autres éléments du fonds commercial sont amortis sur 10 ans (acquisition de portefeuilles de contrats clientèle).

Les immobilisations amortissables font l'objet de tests de dépréciation lorsqu'à la date de clôture, des indices de pertes de valeur sont identifiés. Les immobilisations non amortissables font l'objet d'un test de dépréciation une fois par an.

S'il existe un tel indice de dépréciation, la valeur recouvrable de l'actif est comparée à sa valeur nette comptable. En cas de perte de valeur, une dépréciation est constatée en compte de résultat ; elle modifie la base amortissable de l'actif de manière prospective. La dépréciation est reprise en cas de modification de l'estimation de la valeur recouvrable ou de disparition des indices de dépréciation. Les dépréciations sont comptabilisées sous la rubrique « dotations aux amortissements et dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles » du compte de résultat.

Les plus et moins-values de cession des immobilisations d'exploitation sont enregistrées au compte de résultat sur la ligne « gains nets sur autres actifs immobilisés ».

Les plus et moins-values de cession des immeubles de placement sont enregistrées au compte de résultat sur la ligne « produits des autres activités » ou « charges des autres activités ».

**Note 1.10 Provisions pour dépréciation**

Les dépréciations affectées à des postes d'actifs sont déduites des créances correspondantes qui apparaissent ainsi pour leur montant net. Les provisions relatives aux engagements hors bilan sont inscrites en provisions pour risques.

L'établissement peut être partie à un certain nombre de litiges ; leurs issues possibles et leurs conséquences financières éventuelles sont examinées régulièrement et, en tant que de besoin, font l'objet de dotations aux provisions reconnues nécessaires.

Le cadre réglementaire européen destiné à préserver la stabilité financière est notamment composé de la directive (dite BRRD) sur le rétablissement et la résolution des banques et du règlement (dit SRMR) instaurant le mécanisme de résolution unique et le Fonds de résolution bancaire unique (FRU). Ce FRU a été alimenté par des contributions de l'ensemble des banques des États membres participant à l'Union Bancaire et a atteint fin 2023 l'objectif fixé d'une dotation globale supérieure ou égale à 1% des dépôts couverts de ces mêmes banques. Une fraction des contributions pouvait être acquittée sous forme d'engagements de paiement irrévocables (EPI) sécurisés par le versement de dépôts de garantie en espèces rémunérés. Dans l'hypothèse où des mesures de résolution faisant intervenir le FRU seraient mises en œuvre, le Conseil de Résolution Unique pourrait appeler tout ou partie des EPI afin de rétablir les moyens financiers disponibles du Fonds dans la limite du plafond de

1% précité. Les dépôts de garantie ont vocation à être remboursés par le FRU dès lors que la contribution représentée par l'EPI serait versée. L'horizon de l'appel des engagements irrévocables de paiement est jugé incertain et, le cas échéant, à très long terme, dans le contexte de résilience du système bancaire de la zone euro mis en exergue par les résultats des Stress-tests BCE 2025. Depuis la mise en place du cadre, aucune intervention du FRU n'a été nécessaire dans les cas de résolution traités par le Conseil de Résolution Unique. Aucune mesure de résolution nécessitant un recours aux EPI n'est anticipée en zone euro dans un horizon prévisible. Par ailleurs, une perte ou un retrait d'agrément du groupe est également jugé hautement improbable dans le contexte de continuité d'exploitation, appuyé par la stabilité et de robustesse du modèle mutualiste du groupe Crédit Mutuel.

#### **Note 1.11 Provisions pour risques pays**

Constituées pour couvrir les risques souverains ainsi que les risques sur les pays émergents, elles ont été déterminées en fonction de la situation économique des pays emprunteurs. La partie affectée de ces provisions est portée en déduction des actifs correspondants.

#### **Note 1.12 Provisions générales pour risque de crédit (PGRC)**

Depuis l'exercice 2000, des provisions générales pour risques de crédit sont constituées pour couvrir des risques nés mais non encore avérés sur les crédits sains et les engagements donnés à la clientèle.

Elles sont déterminées :

- pour les activités de crédit autres que les financements spécialisés, par un coût du risque moyen tel qu'il peut être appréhendé dans une perspective à long terme, soit 0,5 % de l'encours clientèle sain ;
- pour l'activité de financements spécialisés ainsi que pour les succursales étrangères, par un coût du risque obtenu à partir de la notation des créances à laquelle est associé un coût moyen de défaillance. Cette méthode permet de tenir compte de la moindre dispersion des risques, de l'importance unitaire des dossiers et donc d'une volatilité plus importante.

Ces provisions générales pour risque de crédit feront l'objet de reprises si les occurrences auxquelles elles sont destinées à faire face se concrétisent.

Depuis l'exercice 2003, elles peuvent comprendre une provision générale au titre des grands risques du groupe.

#### **Note 1.13 Contrats d'épargne réglementée**

Les comptes épargne logement (CEL) et les plans épargne logement (PEL) sont des produits réglementés accessibles à la clientèle (personnes physiques) qui associent une phase d'épargne rémunérée ouvrant des droits à un prêt immobilier dans une seconde phase. Ils génèrent pour l'établissement distributeur deux types d'engagements :

- de rémunération future de l'épargne à un taux fixe (uniquement sur les PEL, le taux de rémunération des CEL étant assimilable à un taux variable, périodiquement révisé en fonction d'une formule d'indexation) ;
- d'accord de prêt aux clients qui le demandent, à des conditions prédéterminées (PEL et CEL).

Lorsque ces engagements sont potentiellement défavorables, ils font l'objet de provisions. Celles-ci couvrent les engagements sur contrats existant à la date de détermination de la provision ; il n'est pas tenu compte des futures ouvertures de plans et comptes épargne logement.

Les encours futurs liés aux contrats d'épargne logement sont estimés à partir de statistiques comportementales des clients dans un environnement de taux donné. Les PEL qui sont souscrits dans le cadre d'une offre globale de produits liés et ne répondant pas aux lois comportementales susvisées sont exclus des projections. Les encours à risques qui font l'objet d'une provision sont constitués :

- pour les dépôts PEL, de la différence entre les encours probables d'épargne et ceux d'épargne minimum attendus. Ces derniers sont déterminés avec un seuil de confiance de 99,5 % sur la base de plusieurs milliers de scénarios de taux différents ;
- pour les crédits épargne logement, des volumes futurs dépendant de la réalisation probable des droits acquis et des crédits déjà en force.

Les pertes futures sont évaluées par rapport aux taux non réglementés des comptes à terme pour l'épargne et des prêts ordinaires à l'habitat pour les crédits. Cette approche est menée par génération homogène de PEL et de CEL en termes de conditions réglementées, sans compensation entre les différentes générations. Les pertes ainsi déterminées sont actualisées à partir des taux déduits de la moyenne des douze derniers mois de la courbe des swaps zéro coupon contre Euribor 3 mois. Le montant des provisions repose sur la perte moyenne constatée à partir de plusieurs milliers de scénarios de taux générés par une modélisation stochastique. Les impacts sur le résultat sont inscrits parmi les intérêts versés à la clientèle.

#### **Note 1.14 Actifs et passifs libellés en devises**

Les actifs et passifs libellés dans une devise autre que la devise locale sont convertis au taux de change officiel à la date d'arrêté. Les gains ou pertes de change latents résultant de ces conversions sont comptabilisés dans le compte de résultat avec les différences de change réalisées ou subies sur les transactions de l'exercice.

Cependant, les écarts de conversion des titres d'investissement et des titres de participation et de filiales libellés en devises et financés en euros ne sont pas enregistrés en compte de résultat. Toutefois, si les titres doivent faire l'objet d'une cession ou d'un remboursement, une provision est constituée à hauteur de la perte de change latente.

#### **Note 1.15 Fonds pour risques bancaires généraux**

Le fonds pour risques bancaires généraux (FRBG) a été créé par mesure de prudence pour couvrir les risques de caractère général et indéterminé, inhérents à l'activité bancaire. Les dotations et reprises au FRBG sont effectuées par les dirigeants et figurent au compte de résultat.

#### **Note 1.16 Intérêts et commissions**

Les intérêts sont comptabilisés au compte de résultat prorata temporis. Les commissions sont enregistrées selon le critère de l'encaissement à l'exception de celles relatives aux opérations financières qui le sont dès la clôture de l'émission ou dès leur facturation.

Les intérêts des créances douteuses compromises ne sont pas comptabilisés en produits.

Les commissions comprennent les produits d'exploitation bancaire rétribuant les services fournis à des tiers, à l'exception de ceux ayant une nature d'intérêt, c'est-à-dire calculés en fonction de la durée et du montant de la créance ou de l'engagement donné.

#### **Note 1.17 Engagements de retraite et assimilés**

La comptabilisation et l'évaluation des engagements de retraites et avantages similaires sont conformes à la recommandation n°2013-02 de l'ANC.



**Régimes de retraite des employés :**

Les pensions de retraite sont prises en charge par diverses institutions auxquelles la Banque et ses salariés versent périodiquement des cotisations. Ces dernières sont comptabilisées en charges de l'exercice au cours duquel elles sont dues.

D'autre part, les salariés bénéficient d'un régime de retraite supplémentaire financé par l'employeur, au travers de deux contrats d'assurance. Ce contrat relève d'un régime à cotisations définies, entièrement couvert par les réserves constituées chez l'assureur.

En conséquence, aucun engagement résiduel n'en résulte pour l'employeur.

**Indemnités de fin de carrière et primes de médaille du travail :**

Les futures indemnités de fin de carrière et primes conventionnelles à verser pour l'attribution de médailles du travail sont intégralement couvertes par provisions ou contrats d'assurance.

Les engagements sont calculés annuellement suivant la méthode des unités de crédits projetés conformément aux normes IFRS. Sont notamment pris en compte, l'espérance de vie, le taux de rotation du personnel, le taux d'évolution des salaires, le taux de charges sociales dans les cas prévus et le taux d'actualisation financière.

Les engagements correspondant aux droits acquis par les salariés au 31 décembre de chaque exercice sont intégralement couvertes par les réserves constituées auprès de la compagnie d'assurances ou par des provisions. Les indemnités de fin de carrière et primes médailles du travail arrivées à échéance et versées aux salariés au cours de l'année font l'objet de remboursement par l'assureur.

Les engagements d'indemnité de fin de carrière sont déterminés sur la base de l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite à l'initiative du salarié qui a atteint son 64ème anniversaire.

**Note 1.18 Surtaxe impôt sur les sociétés**

Conformément au principe énoncé par le règlement ANC 2025 02 sur la surtaxe issue de l'article 48 de la loi de finances 2025, la comptabilisation de la contribution exceptionnelle est effectuée lors de l'exercice au cours duquel elle est due.

L'article 12 de la loi de Finances pour 2026 publiée au Journal officiel du 20 février 2026 a prorogé d'un exercice pour les entreprises ou groupes d'intégration fiscale réalisant un chiffre d'affaires de plus de 1,5 milliard d'euros la contribution exceptionnelle, à laquelle l'établissement sera soumis.

**Note 1.19 Implantation dans les États ou territoires non coopératifs en matière de lutte contre la fraude et l'évasion fiscales.**

La banque ne possède pas d'implantation directe ou indirecte dans les États ou territoires visés par l'article L.511-45 du Code monétaire et financier et figurant sur la liste fixée par l'arrêté du 12 février 2010.

**Note 2 Effets publics et assimilés**

	31/12/2025				31/12/2024			
	Transaction	Placement	Invest.	Total	Transaction	Placement	Invest.	Total
Titres détenus	58	4 072	526	4 657	1 151	5 288	525	6 964
Titres prêtés	-	-	-	-	-	-	-	-
Écarts de conversion	-	-	-	-	-	-	-	-
Créances rattachées	-	9	14	23	-	26	14	40
Titres dépréciés	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Montant brut</b>	<b>58</b>	<b>4 081</b>	<b>540</b>	<b>4 680</b>	<b>1 151</b>	<b>5 314</b>	<b>539</b>	<b>7 004</b>
Dépréciations	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Montant net</b>	<b>58</b>	<b>4 081</b>	<b>540</b>	<b>4 680</b>	<b>1 151</b>	<b>5 314</b>	<b>539</b>	<b>7 004</b>
Plus-values latentes	-	-	-	-	-	-	-	-

Les différences positives ou (négatives) entre le prix de remboursement et le prix d'acquisition des titres de placement et des titres d'investissement sont respectivement de 0 million d'euros et -68 millions d'euros.

Il n'y a pas eu de transfert de titres entre catégories pour les effets publics.

**Note 3 Créances sur les établissements de crédit**

	31/12/2025		31/12/2024	
	À vue	À terme	À vue	À terme
Comptes ordinaires	7 165	-	4 614	-
Prêts, valeurs reçues en pension (1)	697	20 027	2 662	15 068
Titres reçus en pension livrée (2)	-	3 823	-	6 210
Créances rattachées	-1	128	0	240
Créances douteuses	-	0	-	0
Dépréciations	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>7 861</b>	<b>23 978</b>	<b>7 276</b>	<b>21 518</b>
<b>Total des créances sur les établissements de crédit</b>	<b>-</b>	<b>31 839</b>	<b>-</b>	<b>28 794</b>
dont prêts participatifs	-	7	-	7
dont prêts subordonnés	-	104	-	217

(1) Un montant de 1,4 milliards d'euros de dépôts à vue a été compensé avec le poste Créances sur les établissements de crédit correspondant au versement dans le cadre de la centralisation des dépôts à la Caisse de Dépôts et de Consignation.

En 2024, le montant de la compensation a été de 1,4 milliards d'euros.

(2) Les créances et dettes réciproques nées d'opérations de pension livrées croisées font l'objet d'une compensation de 0,782 milliard d'euros avec le poste Dettes envers les établissements de crédit.

(3) Les créances saines ne comprennent pas de créances restructurées.

**Note 3 bis Ventilation par secteurs géographiques des créances sur les établissements de crédit**

	Bruxelles	France	États-Unis	Grande-Bretagne	Singapour	Hong Kong	Total
Encours globaux bruts au 31/12/2025 (1)	1	30 768	527	76	337	3	31 712
dont :	-	-	-	-	-	-	-
Créances douteuses	-	-	-	-	-	-	-
Créances douteuses compromises	-	0	-	-	-	-	0
Dépréciations :	-	-	-	-	-	-	-
Stocks au 31/12/2024	-	0	-	-	-	-	0
Dotations	-	-	-	-	-	-	-
Reprises	-	0	-	-	-	-	0
Effets des taux de change	-	-	-	-	-	-	-
Stocks au 31/12/2025	-	0	-	-	-	-	0

(1) Hors créances rattachées.

**Note 4 Créances sur la clientèle**

	31/12/2025	31/12/2024
Créances commerciales	35	35
Créances rattachées	-	-
Autres concours	-	-
■ Prêts et crédits	52 244	52 252
■ Titres reçus en pension livrée (1)	14 990	14 725
■ Créances rattachées	381	347
Comptes ordinaires débiteurs	468	516
Créances rattachées	-	0
Créances douteuses	1 710	1 387
Dépréciations	-734	-669
<b>Total</b>	<b>69 096</b>	<b>68 593</b>
dont créances éligibles à la Banque Centrale Européenne	5 737	5 756
dont prêts participatifs	1	1
dont prêts subordonnés	11	11

(1) Les créances et dettes réciproques nées d'opérations de pension livrées croisées font l'objet d'une compensation de 0,182 milliard d'euros avec le poste Comptes créditeurs à la clientèle

Les créances douteuses comprennent 1 164 millions d'euros de créances douteuses compromises dépréciées à hauteur de 483 millions d'euros.

Les créances sur la clientèle comprennent 784 millions d'euros de créances restructurées dont 603 millions d'euros sur des encours non performants.

**Note 4 bis Ventilation par secteurs géographiques des créances sur la clientèle**

	France	États-Unis	Grande-Bretagne	Singapour	Hong Kong	Bruxelles	Total
Encours globaux bruts au 31/12/2025 (1)	57 753	3 572	2 338	4 043	1 292	449	69 448
dont :	-	-	-	-	-	-	-
Créances douteuses	388	93	65	-	-	-	546
Créances douteuses compromises	1 164	-	-	-	-	-	1 164
Dépréciations :	-	-	-	-	-	-	-
Stocks au 31/12/2024	-651	-15	-2	-	-	-	-669
Dotations	-132	-22	-24	-	-	-	-179
Reprises	125	16	-	0	-	-	141
Effets des taux de change et autres	-25	-	-2	-	-	-	-28
Stocks au 31/12/2025	-684	-20	-29	-	-	-	-734

(1) Hors créances rattachées.

**Note 4 ter Dépréciation des créances douteuses**

	31/12/2024	Dotations	Reprises	Autres variations	31/12/2025
<b>Actif</b>					
Dépréciations sur créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-	0
Dépréciations sur créances sur la clientèle	669	179	-141	28	734
Dépréciations sur opérations de crédit-bail et de location simple	-	-	-	-	-
Dépréciations sur obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	0	0
Dépréciations sur autres actifs	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>669</b>	<b>179</b>	<b>-141</b>	<b>28</b>	<b>734</b>

Le total des créances douteuses sur la clientèle est de 1 710 millions d'euros contre 1 387 millions d'euros au 31 décembre 2024. Elles sont couvertes par des dépréciations d'actif à hauteur de 668 millions d'euros soit 42.9 % contre 48.2 % précédemment.

Le taux de couverture des encours clientèle bruts par l'ensemble des dépréciations et provisions couvrant des risques de crédit s'établit à 1,67 % contre 1,56 % en 2024.

Les créances douteuses sont couvertes par ces dépréciations à l'exception des provisions pour risques pays et des provisions générales pour risques de crédit qui concernent les créances saines.

#### Note 5 Obligations & autres titres à revenu fixe

	31/12/2025				31/12/2024			
	Transaction	Placement	Invest.	Total	Transaction	Placement	Invest.	Total
Titres détenus cotés	9 031	18 284	32	27 347	8 643	17 028	32	25 703
Titres détenus non cotés	-	1 647	-	1 647	-	1 801	-	1 801
Titres prêtés	-	-	-	-	-	-	-	-
Créances rattachées	21	133	-	153	21	140	-	161
Créances douteuses (1)	-	-	-	-	-	3	-	3
<b>Montant brut</b>	<b>9 052</b>	<b>20 064</b>	<b>32</b>	<b>29 148</b>	<b>8 664</b>	<b>18 972</b>	<b>32</b>	<b>27 668</b>
■ Dépréciations	-	-44	-	-44	-	-49	-	-49
■ Provisions	-	-	-	-	-	-3	-	-3
<b>Montant net</b>	<b>9 052</b>	<b>20 020</b>	<b>32</b>	<b>29 104</b>	<b>8 664</b>	<b>18 920</b>	<b>32</b>	<b>27 616</b>
Plus-values latentes	-	-	-	-	-	-	-	-
dont obligations subordonnées	-	-	-	-	-	-	-	-
dont titres émis par des organismes publics	-	-	-	5 531	-	-	-	6 287

(1) Les créances douteuses comprennent 1 million d'euros de créances douteuses compromises.

Les différences positives ou (négatives) entre le prix de remboursement et le prix d'acquisition des titres de placement sont de 82 millions d'euros et nulle pour les titres d'investissements.

Les titres de transaction et de placement ont été valorisés au prix de marché à partir de données externes venant des marchés organisés, ou pour les marchés de gré à gré, à partir des cours des principaux *brokers*, ou lorsqu'aucun prix n'était disponible, à partir de titres comparables cotés sur le marché.

#### Note 5 bis Obligations & autres titres à revenu fixe – Suivi des transferts de catégories intervenus en 2008 en application du règlement CRC 2008-17 modifiant le règlement CRB 90-01

Du fait de la situation exceptionnelle due à la détérioration des marchés financiers mondiaux, le CIC a procédé à des transferts de titres hors de la catégorie Titres de transaction et hors de la catégorie Titres de placement. Ces reclassements ont été effectués sur une base de valorisation au 1er juillet 2008.

	Valeur comptable au jour du transfert	Valeurs comptables au bilan en date d'arrêt	Valeur en date d'arrêt si les transferts n'avaient pas eu lieu	Plus ou moins - valeur latentes
<b>Actifs reclassés de :</b>				
■ Titres de transaction vers titres d'investissement	18 443	726	632	-95
■ Titres de transaction vers titres de placement	349	2	2	0
■ Titres de placement vers titres d'investissement	421	-	-	-
<b>Total</b>	<b>19 213</b>	<b>728</b>	<b>633</b>	<b>-95</b>

#### Note 6 Actions & autres titres à revenu variable

	31/12/2025				31/12/2024			
	Transaction	Placement	TAP	Total	Transaction	Placement	TAP	Total
Titres détenus cotés (1)	1 679	17	-	1 695	1 068	14	-	1 081
Titres détenus non cotés	-	340	-	340	-	383	-	383
Titres prêtés	-	-	-	-	-	-	-	-
Créances rattachées	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Montant brut</b>	<b>1 679</b>	<b>356</b>	<b>-</b>	<b>2 035</b>	<b>1 068</b>	<b>397</b>	<b>-</b>	<b>1 465</b>
Dépréciations sur titres	-	-32	-	-32	-	-99	-	-99
<b>Total</b>	<b>1 679</b>	<b>325</b>	<b>-</b>	<b>2 004</b>	<b>1 068</b>	<b>298</b>	<b>-</b>	<b>1 366</b>
Plus-values latentes	-	-	-	-	-	-	-	-

(1) Les créances et dettes réciproques nées d'opérations de pension livrées croisées font l'objet d'une compensation de 0,608 milliard d'euros avec le poste Autres actifs et passifs.

Aucun transfert entre portefeuille n'a eu lieu durant l'exercice 2025.

## Note 7 Titres de participation et autres titres détenus à long terme

	31/12/2024	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises	Transferts	Autres variations	31/12/2025
Autres titres détenus à long terme						
■ cotés	-	-	-	-	-	-
■ non cotés	53	-	-	-	-	53
Titres de participation						
■ cotés	0	-	-	-	-	0
■ non cotés	78	-	-	-	-	78
<b>Sous-total</b>	<b>131</b>	-	-	-	-	<b>131</b>
Écarts de conversion	-	-	-	-	-	-
Titres prêtés	-	-	-	-	-	-
Créances rattachées	-	-	-	-	-	-
Appels de fonds et avances en compte courant dans les SCI	-	-	-	-	-	-
<b>Montant brut</b>	<b>131</b>	-	-	-	-	<b>131</b>
Dépréciations	-	-	-	-	-	-
■ titres cotés	0	-	-	-	-	0
■ titres non cotés	-7	-	-	-	-	-7
<b>Sous-total</b>	<b>-7</b>	-	-	-	-	<b>-7</b>
<b>Montant net</b>	<b>124</b>	-	-	-	-	<b>124</b>

## Note 8 Parts dans les entreprises liées

	31/12/2024	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises	Transferts	Autres variations	31/12/2025
Valeur brute	6 751	-	-27	-	407	7 131
Écarts de conversion	-25	-	-	-	-2	-27
Titres prêtés	-	-	-	-	-	-
Créances rattachées	-	-	-	-	-	-
Appels de fonds et avances en compte courant dans les SCI	-	-	-	-	-	-
Dépréciations	-114	-7	1	-	-	-120
<b>Montant net</b>	<b>6 612</b>	<b>-7</b>	<b>-26</b>	-	<b>405</b>	<b>6 984</b>
Valeur brute comptable des parts dans les entreprises liées cotées	-	-	-	-	-	-
Valeur brute comptable des parts dans les entreprises liées non cotées	6 749	-	-	-	-	7 131
dont Valeur brute comptable des titres dans les établissements de crédit non cotés	3 955	-	-	-	-	3 955

## Opérations avec les entreprises Liées

	31/12/2025		31/12/2024	
	Entreprises liées		Entreprises liées	
	Total	Dont subordonné	Total	Dont subordonné
<b>Actif</b>				
Créances sur établissements de crédit	30 388	97	21 496	209
Créances sur la clientèle	4 581	-	4 179	-
Autres débiteurs divers	701	-	1 126	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-
<i>Swaps achats</i>	193	-	213	-
<b>Passif</b>				
Dettes envers les établissements de crédit	44 142	-	29 419	-
Comptes créditeurs de la clientèle	7 767	-	7 470	-
Autres passifs	341	-	505	-
<i>Swaps ventes</i>	160	-	260	-
Dettes représentées par un titre	4 311	4 311	3 696	3 696
<b>Hors-Bilan</b>				
<b>Engagements donnés</b>			-	-
Établissements de crédit (1)	1 567	-	1 212	-
Clientèle	6 653	-	6 941	-
<b>Engagements reçus</b>			-	-
Établissements de crédit	4 096	-	4 017	-

(1) Les engagements donnés aux entreprises liées concernent notamment les garanties données aux banques régionales sur leurs émissions de certificats de dépôts et de bons à moyen terme négociables.

Les opérations avec les entreprises pour lesquelles il existe un lien de participation ne sont pas significatives.

**Opérations avec les parties liées**

Toutes les transactions avec les parties liées ont été conclues à des conditions normales de marché, c'est-à-dire celles qui sont habituellement pratiquées par l'établissement dans les rapports avec les tiers, de sorte que le bénéficiaire de la convention n'en retire pas un avantage par rapport aux conditions faites à un tiers quelconque de la société, compte tenu des conditions d'usage dans les sociétés du même secteur.

**Note 9 Immobilisations incorporelles**

	31/12/2024	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises	Autres variations	31/12/2025
<b>Valeur brute</b>					
■ Fonds commerciaux	81	-	-	-	81
■ Frais d'établissement	1	-	-	-	1
■ Frais de recherche et de développement	-	-	-	-	-
■ Autres immobilisations incorporelles	77	-	-	-	75
<b>Montant brut</b>	<b>159</b>	-	-	-	<b>157</b>
<b>Amortissements</b>					
■ Fonds commerciaux	-59	-	-	-10	-60
■ Frais d'établissement	-	-	-	-	-1
■ Frais de recherche et de développement	-	-	-	-	-
■ Autres immobilisations incorporelles	-31	-	-	-5	-42
<b>Montant des amortissements</b>	<b>-90</b>	-	-	<b>-15</b>	<b>-103</b>
<b>Montant net</b>	<b>69</b>	-	-	<b>-15</b>	<b>54</b>

**Note 10 Immobilisations corporelles**

Immobilisations corporelles	31/12/2024	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises	Autres variations	31/12/2025
<b>Valeur brute</b>					
■ Terrains d'exploitation	207	-	0	-	213
■ Terrains hors exploitation	0	0	-	-	0
■ Constructions d'exploitation	743	-	-	6	736
■ Constructions hors exploitation	2	-	-	-	1
■ Autres immobilisations corporelles	142	-	-	20	171
<b>Montant brut</b>	<b>1 094</b>	-	-	<b>26</b>	<b>1 121</b>
<b>Amortissements</b>					
■ Terrains d'exploitation	-	-	-	-	-
■ Terrains hors exploitation	-	-	-	-	-
■ Constructions d'exploitation	-488	-	-	-8	-495
■ Constructions hors exploitation	0	0	-	-	0
■ Autres immobilisations corporelles	-93	-1	-	2	-92
<b>Montant des amortissements</b>	<b>-581</b>	<b>-1</b>	-	-	<b>-587</b>
<b>Montant net</b>	<b>513</b>	-	-	-	<b>534</b>

**Note 11 Actions propres**

	31/12/2025	31/12/2024
Nombre de titres détenus	231 711	231 711
Part dans le capital	0,61 %	0,61 %
Valeur comptable	10	10

Les actions propres du CIC proviennent de l'apport partiel d'actif du CIAL réalisé en 2006.

**Note 12 Autres actifs et passifs**

	31/12/2025		31/12/2024	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Primes sur options	452	380	629	563
Comptes de règlement d'opérations sur titres	92	41	107	60
Dettes représentatives des titres empruntés (1)	-	1 003	-	1 479
Impôts différés	-	-	-	-
Débiteurs et créditeurs divers	4 866	1 100	5 216	1 186
Créances douteuses	1	-	1	-
Dettes rattachées	3	2	6	4
Dépréciations	-1	-	-1	-
<b>Total</b>	<b>5 413</b>	<b>2 526</b>	<b>5 958</b>	<b>3 294</b>
<i>(1) Les créances et dettes réciproques nées d'opérations de pension livrées croisées font l'objet d'une compensation de 0,608 milliard d'euros avec le poste Actions &amp; autres titres à revenu variable.</i>				

## Note 13 Comptes de régularisation

	31/12/2025		31/12/2024	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Comptes d'encaissement	5	9	13	1
Comptes d'ajustements devises et hors-bilan	5 068	5 113	4 933	4 586
Autres comptes de régularisation	1 202	3 606	1 145	3 529
<b>Total</b>	<b>6 275</b>	<b>8 728</b>	<b>6 091</b>	<b>8 116</b>

## Note 14 Dettes envers les établissements de crédit

	31/12/2025		31/12/2024	
	À vue	À terme	À vue	À terme
Comptes ordinaires	24 215	-	21 350	-
Comptes à terme	-	23 432	-	20 479
Valeurs données en pension	-	-	-	-
Titres donnés en pension livrée (1)	-	16 643	-	24 098
Dettes rattachées	-	218	-	391
<b>Total</b>	<b>24 215</b>	<b>40 293</b>	<b>21 350</b>	<b>44 968</b>
<b>Total des dettes envers les établissements de crédit</b>	<b>-</b>	<b>64 508</b>	<b>-</b>	<b>66 318</b>

(1) Les créances et dettes réciproques nées d'opérations de pension livrées croisées font l'objet d'une compensation de 0,782 milliard d'euros avec le poste Créances sur les établissements de crédit.

## Note 15 Comptes créditeurs de la clientèle

	31/12/2025		31/12/2024	
	À vue	À terme	À vue	À terme
Comptes d'épargne à régime spécial (1)	5 028	1 812	5 311	1 981
Dettes rattachées	-	-	-	-
<b>Total – comptes d'épargne à régime spécial</b>	<b>5 028</b>	<b>1 812</b>	<b>5 311</b>	<b>1 981</b>
Autres dettes	25 569	18 172	25 191	18 086
Titres donnés en pension livrée (2)	-	7 932	-	6 750
Dettes rattachées	0	386	0	335
<b>Total – autres dettes</b>	<b>25 569</b>	<b>26 490</b>	<b>25 191</b>	<b>25 171</b>
<b>Total des comptes créditeurs de la clientèle à vue et à terme</b>	<b>-</b>	<b>58 899</b>	<b>-</b>	<b>57 654</b>

(1) Un montant de 1,4 milliards d'euros de dépôts à vue a été compensé avec le poste Créances sur les établissements de crédit correspondant au versement dans le cadre de la centralisation des dépôts à la Caisse de Dépôts et de Consignation.

(2) Les créances et dettes réciproques nées d'opérations de pension livrées croisées font l'objet d'une compensation de 0,182 milliard d'euros avec le poste Créances sur la clientèle.

En 2024, le montant de la compensation a été de 1,4 milliards d'euros.

## Note 15a Dépôts de la clientèle faisant l'objet d'une centralisation auprès du fonds d'épargne de la Caisse des dépôts et consignations

	31/12/2025	31/12/2024
Montant des dépôts collectés (livrets A, livrets de développement durable et solidaire, livrets d'épargne populaire)	4 146 276	4 054 851
Montant de la créance sur le fonds d'épargne de la CDC (montant des dépôts centralisés)	-2 336 728	-2 238 449
<b>Montant net des comptes d'épargne à régime spécial présentés au passif du bilan</b>	<b>1 809 548</b>	<b>1 816 402</b>

## Note 16 Dettes représentées par un titre

	31/12/2025	31/12/2024
Bons de caisse	-	3
Titres du marché interbancaire & titres de créance négociables	25 935	21 223
Emprunts obligataires	15 802	14 266
Autres dettes représentées par un titre	8	51
Dettes rattachées	486	569
<b>Total</b>	<b>42 231</b>	<b>36 112</b>

## Note 17 Provisions

	31/12/2024	Dotations	Reprises	Autres variations	31/12/2025
<b>Provisions pour risques de contrepartie</b>					
■ sur engagements par signature	31	6	-4	-	33
■ sur engagements de hors-bilan	-	-	-	-	-
■ sur risques pays	-	-	-	-	-
■ provisions générales pour risques de crédit	381	13	-1	-12	380

■ autres provisions pour risques de contrepartie	-	-	-	-	-
<b>Provisions pour pertes sur instruments financiers à terme</b>	<b>46</b>	-	<b>-32</b>	<b>-4</b>	<b>10</b>
<b>Provisions sur filiales et participations</b>	-	-	-	-	-
<b>Provisions pour risques et charges hors risques de contrepartie</b>					
■ provisions pour charges de retraite	48	1	-24	-	25
■ provisions pour épargne logement	19	-	-6	-	13
■ autres provisions (1)	812	278	-135	-21	934
<b>Total</b>	<b>1 337</b>	<b>298</b>	<b>-202</b>	<b>-37</b>	<b>1 396</b>

Recommandation ANC n° 2013-02 relative aux règles d'évaluation des engagements de retraite conformément à l'IAS 19R.

(1) Au 31 décembre 2025, le stock de provisions comprend 808 millions d'euros de provisions liées aux effets temporaires de l'intégration fiscale.

#### Note 17 bis Provisions pour risques sur engagement au titre de l'épargne Logement

	31/12/2025	31/12/2024
<b>Encours des plans d'épargne logement</b>	-	-
Ancienneté comprise entre 0-4 ans	192	183
Ancienneté comprise entre 4-10 ans	72	85
Ancienneté supérieure à 10 ans	1 172	1 315
<b>Total</b>	<b>1 435</b>	<b>1 583</b>
<b>Encours de comptes d'épargne logement</b>	<b>122</b>	<b>122</b>
<b>Total des comptes et plans d'épargne logement</b>	<b>1 557</b>	<b>1 705</b>

#### Prêts d'épargne-logement

	31/12/2025	31/12/2024
Encours de prêts d'épargne-logement source de provisions pour risques inscrits à l'actif du bilan	1	1

#### Provisions d'épargne logement

	31/12/2025	31/12/2024
Sur comptes d'épargne-logement	-	-
Sur plans d'épargne-logement	13	18
Sur prêts d'épargne-logement	-	-
<b>Total</b>	<b>13</b>	<b>18</b>
<b>Analyse par ancienneté des provisions sur les plans d'épargne logement</b>	-	-
Ancienneté comprise entre 0-4 ans	1	1
Ancienneté comprise entre 4-10 ans	0	0
Ancienneté supérieure à 10 ans	12	17
<b>Total</b>	<b>13</b>	<b>18</b>

#### Note 17 ter Provision relative aux indemnités de fin de carrière

Indemnités de fin de carrière	Clôture 2024	Produits financiers	Effets de l'actualisation	Coût des services rendus	Transferts	Frais de gestion	Variation écarts actuariels	Impact chgt de l'âge de départ en retraite	Paiement aux bénéficiaires	Cotisations d'assurance	Clôture 2025
Engagements	59		2	3	-		1	-	-2		63
Contrat d'assurance (-)	35	1			-	0		-	-1	28	63
Étalement	-										
Excédent Actifs/ Engagements	-										
<b>Provision</b>	<b>24</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>-</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>-1</b>	<b>-28</b>	<b>-</b>

#### Note 18 Dettes subordonnées

	31/12/2024	Émissions	Remboursements	Autres variations	31/12/2025
Dettes subordonnées	3 413	1 000	-	-	4 288
Emprunts participatifs	-	-	-	-	-
Dettes subordonnées à durée indéterminée	163	-	-	-	-
Dettes rattachées	23	-	-	1	23
<b>Total</b>	<b>3 599</b>	<b>1 000</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>4 311</b>

#### Principales dettes subordonnées

	Date Émission	Montant Émission	Montant fin d'exercice	Taux	Échéance
TSR	24/03/2016	414 M€	424 M€	Euribor 3 mois +2,05 %	24/03/2026
TSR	04/11/2016	700 M€	700 M€	Euribor 3 mois +1,70 %	04/11/2026

## Note 19 Capitaux propres et FRBG

	Capital	Primes	Réserves (1)	Écarts de réévaluation	Provisions réglementées	Report à nouveau	Résultat exercice	Total	Fonds pour risques bancaires généraux
<b>Solde au 01/01/2024</b>	<b>612</b>	<b>1 172</b>	<b>8 368</b>	<b>44</b>	<b>65</b>	<b>168</b>	<b>1 871</b>	<b>12 301</b>	<b>379</b>
Résultat de l'exercice	-	-	-	-	-	-	1 266	1 266	-
Affectation du résultat de l'exercice précédent	-	-	-	-	-	1 871	-1 871	-	-
Distribution de dividendes	-	-	-	-	-	-992	-	-992	-
Augmentation de capital	-	-	1 000	-	-	-1 000	-	-	-
Incidence des réévaluations	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Changement de méthode	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres variations	-	-	-	-	2	-	-	2	-
<b>Solde au 31/12/2024</b>	<b>612</b>	<b>1 172</b>	<b>9 368</b>	<b>44</b>	<b>67</b>	<b>47</b>	<b>1 266</b>	<b>12 577</b>	<b>379</b>
<b>Solde au 01/01/2025</b>	<b>612</b>	<b>1 172</b>	<b>9 368</b>	<b>44</b>	<b>67</b>	<b>47</b>	<b>1 266</b>	<b>12 577</b>	<b>379</b>
Résultat de l'exercice							1 090	1 090	
Affectation du résultat de l'exercice précédent						1 266	-1 266		
Distribution de dividendes						-992		-992	
Augmentation de capital			800			-800			
Incidence des réévaluations									
Changement de méthode									
Autres variations					2			2	
<b>Solde au 31/12/2025</b>	<b>612</b>	<b>1 172</b>	<b>10 168</b>	<b>44</b>	<b>69</b>	<b>-479</b>	<b>1 090</b>	<b>12 677</b>	<b>379</b>

(1) Le poste Réserves comprend au 31 décembre 2024 : 61 millions d'euros de réserve légale, 287 millions de réserves spéciales des plus-values à long terme, 8 896 millions de réserves libres, 124 millions de réserves statutaires et 1 million de réserve spéciale art 238 bis.

Le capital du CIC est constitué au 31 décembre 2025 de 38 241 129 actions d'une valeur nominale de 16 euros.

Le résultat social du CIC s'élève à 1 090 086 591,57 euros.

Il est proposé à l'assemblée générale d'affecter la somme de 1 095 millions d'euros provenant du résultat pour 1 090 millions d'euros et du report à nouveau pour 5 millions d'euros de la manière suivante :

Dividendes au titre de l'exercice 2025	549,9
Affectation à la réserve libre	540,0
Dotation au report à nouveau.	4,7
<b>Total distribuable</b>	<b>1 094,6</b>

## Note 20 Ventilation de certains actifs/passifs selon leur durée résiduelle

	< 3 mois et à vue	> 3 mois < 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans	À durée indéterminée	Créances dettes rattachées	Total
<b>Actifs</b>							
Créances sur les établissements de crédit (1)	11 780	2 576	10 086	7 267	-	130	31 839
Créances sur la clientèle (2)	16 845	8 176	19 205	23 512	-	382	68 120
Obligations et autres titres à revenu fixe (3)	181	572	14 023	5 191	-	130	20 096
<b>Passifs</b>							
Dettes envers les établissements de crédit (4)	44 627	7 677	7 341	4 646	-	218	64 508
Comptes créditeurs de la clientèle	46 857	7 536	3 997	146	-	363	58 899
Dettes représentées par un titre	-	-	-	-	-	-	-
■ Bons de caisse	-	-	0	-	-	-	0
■ Titres du marché interbancaire et tires de créance négociables	9 722	16 203	10	0	-	215	26 150
■ Emprunts obligataires	71	580	5 888	9 263	-	233	16 034
■ Autres	-	-	7	1	-	1	9

(1) À l'exception des créances douteuses et des dépréciations.

(2) À l'exception des valeurs non imputées, des créances douteuses et des provisions pour dépréciation.

(3) Exclusivement pour les titres de placement et d'investissement (hors créances douteuses).

(4) À l'exception des autres sommes dues.

## Note 21 Contrevaieur en millions d'euros des actifs &amp; passifs en devises

La contrevaieur des actifs et passifs libellés en devises est de 53 087 et de 54 174 millions d'euros au 31 décembre 2025.

Le CIC n'a pas de positions opérationnelles significatives en devises.



**Note 22 Engagements de garantie donnés**

Dans le cadre des opérations de refinancement de Crédit Mutuel Alliance Fédérale (marché hypothécaire et titres sécurisés), certains crédits à la clientèle distribués par le CIC constituent des actifs donnés en garantie à ces opérations de refinancement portées par des entités tierces du groupe. Au 31 décembre 2025, leur montant s'élève à 9 633 millions d'euros.

**Note 23 Engagements sur instruments financiers à terme****Opérations sur instruments financiers à terme**

(Selon la notion d'opérations de couverture micro/macro et d'opérations de gestion position ouverte/gestion spécialisée sur les opérations fermes et conditionnelles).

	31/12/2025			31/12/2024		
	Couverture	Opérations de gestion	Total	Couverture	Opérations de gestion	Total
<b>Opérations fermes</b>						
Marchés organisés						
■ Contrats de taux	11 363	50 560	61 923	12 322	50 969	63 291
■ Contrats de change	-	-	-	-	-	-
■ Autres opérations	-	8 595	8 595	-	10 694	10 694
Marchés de gré à gré						
■ Accords de taux futurs	-	2 628	2 628	-	11 587	11 587
■ Swaps de taux	20 850	62 355	83 205	20 958	71 607	92 565
■ Swaps financiers	1 893	14 801	16 694	1 450	14 906	16 356
■ Autres opérations	-	2 051	2 051	-	1 526	1 526
■ Swaps – autres	-	5 355	5 355	-	6 444	6 444
<b>Opérations conditionnelles</b>						
Marchés organisés						
■ Options de taux						
Achetées	-	1 255	1 255	-	210	210
Vendues	-	400	400	-	238	238
■ Options de change						
Achetées	-	-	-	-	-	-
Vendues	-	-	-	-	-	-
■ Actions et autres options						
Achetées	-	-	-	-	-	-
Vendues	-	-	-	-	-	-
Marchés de gré à gré						
■ Contrats de taux plafonds et planchers						
Achetés	34	17 242	17 276	-	18 098	18 098
Vendus	191	14 576	14 767	114	17 324	17 438
■ Options de taux, change, actions et autres						
Achetées	-	28 610	28 610	-	23 209	23 209
Vendues	-	28 630	28 630	-	23 208	23 208
<b>Total</b>	<b>34 331</b>	<b>237 058</b>	<b>271 389</b>	<b>34 844</b>	<b>250 020</b>	<b>284 864</b>

**Ventilation des contrats d'instruments de taux d'intérêt de gré à gré par type de portefeuille**

2025	Position ouverte isolée	Micro couverture	Risque global tx d'intérêt	Gestion spécialisée	Total
<b>Opérations fermes</b>					
Achats	-	-	-	3 655	3 655
Ventes	-	-	-	1 024	1 024
Contrats d'échange	-	16 615	5 360	82 511	104 486
<b>Opérations conditionnelles</b>					
Achats	-	34	-	45 852	45 886
Ventes	-	191	-	43 206	43 396
<b>2024</b>					
<b>Opérations fermes</b>					
Achats	-	-	-	12 353	12 353
Ventes	-	-	-	761	761
Contrats d'échange	-	17 761	4 210	92 957	114 928
<b>Opérations conditionnelles</b>					
Achats	-	-	-	-	-
Achats	-	-	-	41 307	41 307
Ventes	-	114	-	40 532	40 646

Au cours de l'exercice 2025, il n'y a eu aucun transfert entre le portefeuille *swaps* de couverture et le portefeuille *swaps trading*.

## Note 24 Ventilation des instruments à terme selon leur durée résiduelle

	< 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans	Total
<b>Instruments de taux</b>				
Marchés organisés				
■ Achats	1 285	17 926	34 865	54 076
■ Ventes	9 503			9 503
Marchés de gré à gré				
■ Achats	-	8 344	11 560	19 904
■ Ventes	-	7 258	7 508	14 766
■ Swaps de taux	21 773	30 528	30 904	83 205
<b>Instruments de change</b>				
Marchés organisés				
■ Achats	-	-	-	-
■ Ventes	-	-	-	-
Marchés de gré à gré				
■ Achats	27 367	2 271	-	29 638
■ Ventes	27 299	2 354	-	29 653
■ Swaps financiers	3 138	9 112	4 444	16 694
<b>Autres instruments financiers à terme</b>				
Marchés organisés				
■ Achats	772	5 597	184	6 553
■ Ventes	230	1 812	-	2 042
<b>Marchés de gré à gré</b>				
■ Achats	-	-	-	-
■ Ventes	-	-	-	-
■ Swaps	676	4 382	297	5 355
<b>Total</b>	<b>92 043</b>	<b>89 584</b>	<b>89 762</b>	<b>271 389</b>

## Note 25 Instruments financiers à terme – Risque de contrepartie

Le risque de contrepartie attaché aux instruments financiers à terme est estimé selon la méthodologie retenue pour le calcul des ratios prudentiels.

Risques de crédit sur instruments financiers à terme	31/12/2025	31/12/2024
<b>Exposition Brute</b>		
Risques sur les établissements de crédit	1 030	279
Risques sur les entreprises	2 139	2 898
<b>Total</b>	<b>3 169</b>	<b>3 177</b>

Juste valeur des instruments financiers à terme	31/12/2025		31/12/2024	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Juste valeur des instruments financiers à terme	5 925	5 748	6 193	6 319

## Note 26 Autres engagements hors-bilan

	31/12/2025	31/12/2024
<b>Opérations en devises</b>		
Monnaies à recevoir	4 177	5 945
Monnaies à livrer	2 562	5 114
<b>Engagements sur instruments financiers à terme</b>		
<b>Opérations effectuées sur marchés organisés et assimilés</b>		
Opérations de change à terme		
■ De couverture	26 672	17 234
■ Autres opérations	82 914	91 451
<i>Swaps de change financiers</i>		
■ Position ouverte isolée	-	-
■ Micro-couverture	1 893	1 450
■ Risque global de taux	-	-
■ Gestion spécialisée	14 801	14 906
<b>Engagements de crédit-bail</b>		
Redevances restant à supporter sur contrats de crédit-bail immobilier	-	-
Redevances restant à supporter sur contrats de crédit-bail mobilier	-	-

**Note 27 Produits et charges sur intérêts**

	Exercice 2025		Exercice 2024	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Établissements de crédit	3 439	-3 237	5 350	-4 831
Clientèle	2 466	-1 161	2 847	-1 742
Crédit-bail et location simple	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	1 077	-1 891	1 159	-2 034
Autres	63	-65	85	-149
<b>Total</b>	<b>7 045</b>	<b>-6 354</b>	<b>9 441</b>	<b>-8 756</b>
dont charges sur dettes subordonnées	-	-185	-	-199

**Note 28 Revenus des titres à revenu variable**

	Exercice 2025	Exercice 2024
Titres de placement	12	10
Titres de l'activité de portefeuille	-	-
Titres de participation et ATDLT	9	9
Parts dans les entreprises liées	408	537
Revenus des parts de SCI	-	-
<b>Total</b>	<b>429</b>	<b>556</b>

**Note 29 Commissions**

	Exercice 2025		Exercice 2024	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations de trésorerie & interbancaires	1	-4	1	-5
Opérations avec la clientèle	303	-2	268	-4
Opérations sur titres	4	-106	4	-91
Opérations de change	3	-1	3	-1
Opérations de hors-bilan	-	-	-	-
■ Engagements sur titres	27	-	21	-
■ Engagements financiers à terme	3	-7	3	-7
■ Engagements de financement et de garantie	11	-6	12	-9
Prestations de services financiers	254	-35	231	-33
Commissions sur moyens de paiement	159	-109	159	-95
Autres commissions (dont produits rétrocédés)	7	-16	21	-13
<b>Total</b>	<b>772</b>	<b>-286</b>	<b>723</b>	<b>-258</b>

**Note 30 Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation**

	Exercice 2025	Exercice 2024
Sur titres de transaction	641	528
Sur opérations de change	69	117
Sur instruments financiers à terme	-	-
■ De taux d'intérêt	392	222
■ De cours de change	24	19
■ Sur autres instruments financiers y compris actions	-232	-122
<b>Sous-total</b>	<b>894</b>	<b>764</b>
Dotations pour dépréciation des instruments financiers	-	-23
Reprises sur dépréciation des instruments financiers	32	24
<b>Total</b>	<b>926</b>	<b>765</b>

**Note 31 Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés**

	Exercice 2025	Exercice 2024
<b>Opérations sur titres de placement</b>		
■ Plus-values de cession	72	47
■ Moins-values de cession	-126	-54
■ Dotations pour dépréciation	-31	-99
■ Reprises sur dépréciation	103	22
<b>Opérations sur titres de l'activité de portefeuille</b>		
■ Plus-values de cession	-	-
■ Moins-values de cession	-	-
■ Dotations pour dépréciation	-	-
■ Reprises sur dépréciation	-	-
<b>Total</b>	<b>18</b>	<b>-84</b>

**Note 32 Autres produits et charges d'exploitation bancaire**

	Exercice 2025		Exercice 2024	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Produits accessoires	2	-	3	-
Transferts de charges	-	-	-	-
Dotation nette aux provisions	24	-1	90	-
Autres produits et charges d'exploitation bancaire	2	-7	-17	5
Produits et charges nets des autres activités	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>28</b>	<b>-8</b>	<b>76</b>	<b>5</b>

**Note 33 Charges de personnel**

	Exercice 2025	Exercice 2024
Salaires & traitements	-330	-313
Charges sociales	-144	-139
Charges de retraite	-28	-4
Intéressement et participation des salariés	-45	-38
Impôts, taxes & versements assimilés sur rémunérations	-43	-41
Dotation nette aux provisions pour retraite	23	-2
Autres dotations nettes aux provisions	1	-2
<b>Total</b>	<b>-566</b>	<b>-539</b>

**Note 34 Coût du risque**

	Exercice 2025	Exercice 2024
Dotations pour dépréciation des créances douteuses	-221	-126
Reprises sur dépréciation des créances douteuses	159	152
Pertes sur créances irrécupérables couvertes par des dépréciations	-95	-112
Pertes sur créances irrécupérables non couvertes par des dépréciations	-8	-67
Récupérations sur créances amorties	1	3
<b>Solde des créances</b>	<b>-165</b>	<b>-150</b>
Dotations aux provisions	-21	-30
Reprises de provisions	8	46
<b>Solde des risques</b>	<b>-13</b>	<b>16</b>
<b>Total</b>	<b>-178</b>	<b>-134</b>

**Note 35 Gains ou pertes sur actifs immobilisés**

	Exercice 2025					Exercice 2024 Total
	Effets publics & valeurs assimilées	Obligations & ATRF	Participation & ATDLT	Parts dans les entreprises liées	Total	
<b>Sur immobilisations financières</b>						
■ Plus-values de cessions	-	3	-	-	3	5
■ Moins-values de cessions	-	-	-	-26	-26	-28
■ Dotations pour dépréciation	-	-	-	-7	-7	-8
■ Reprises sur dépréciation	-	-	26	1	27	22
<b>Sous-total</b>	<b>-</b>	<b>3</b>	<b>26</b>	<b>-32</b>	<b>-3</b>	<b>-9</b>
<b>Sur immobilisations corporelles et incorporelles</b>						
■ Plus-values de cessions	-	-	-	-	-	-
■ Moins-values de cessions	-	-	-	-	1	-2
<b>Sous-total</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-3</b>	<b>-2</b>
<b>Total</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-5</b>	<b>-11</b>

**Note 36 Résultat exceptionnel**

	Exercice 2025	Exercice 2024
Provision	0	0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

**Note 37 Impôts sur les bénéfices**

	Exercice 2025	Exercice 2024
Impôt courant – Hors effet de l'intégration fiscale	35	-71
Impôt courant – Régularisation sur exercices antérieurs	0	78
Impôt courant – Effet de l'intégration fiscale	-317	-83
<b>Total</b>	<b>-282</b>	<b>-76</b>
Sur activités courantes	-282	-76
Sur éléments exceptionnels		-
<b>Total</b>	<b>-282</b>	<b>-76</b>

CIC est la société tête du groupe d'intégration fiscale depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1995.

Chaque société intégrée fiscalement est replacée dans la situation qui aurait été la sienne si elle avait été imposée séparément.

L'économie ou la charge d'impôt complémentaire résultant de la différence entre l'impôt dû par les filiales intégrées et l'impôt résultant de la détermination du résultat d'ensemble est enregistrée par CIC.

**Note 38 Ventilation du compte de résultat par zones géographiques**

	France	États-Unis	Grande-Bretagne	Singapour	Hong Kong	Bruxelles	Total
PNB	2 203	165	74	104	15	4	2 565
Frais Généraux	-887	-57	-19	-39	-8	-	-1 010
RBE	1 316	107	55	65	8	4	1 555
Coût du risque	-119	-20	-37	-1	-1	-	-178
Résultat d'exploitation	1 197	87	18	64	7	4	1 377
Gains et pertes sur actifs immobilisés	-5	-	-	-	-	-	-5
Résultat courant	1 191	87	18	64	7	4	1 372
Résultat exceptionnel	-	-	-	-	-	-	-
Impôts	-2	-	-	-	-	-	-2
Dotations/Reprises aux provisions réglementées	-241	-25	-5	-9	-1	-	-280
<b>Résultat net</b>	<b>948</b>	<b>63</b>	<b>14</b>	<b>56</b>	<b>5</b>	<b>4</b>	<b>1 090</b>

**Note 38 bis Ventilation du compte de résultat par secteurs d'activité**

	Réseau	Banque de Financement / Marchés / Trésorerie groupe	Structure et holding	Total
PNB	796	1 260	509	2 565
Frais Généraux	-484	-456	-69	-1 010
RBE	311	804	440	1 555
Coût du risque	-75	-99	-4	-178
Résultat d'exploitation	236	705	436	1 377
Gains et pertes sur actifs immobilisés	-2	-3	0	-5
Résultat courant	234	702	436	1 372
Résultat exceptionnel	0	0	0	0
Impôts	0	-35	-245	-280
Dotations/Reprises aux provisions réglementées	0	0	-2	-2
<b>Résultat net</b>	<b>234</b>	<b>667</b>	<b>189</b>	<b>1 090</b>

**Note 39 Effectifs moyens**

	Exercice 2025	Exercice 2024
Techniciens de la banque	1 609	1 685
Cadres	2 527	2 383
<b>Total</b>	<b>4 136</b>	<b>4 068</b>

**Note 40 Rémunérations versées globalement aux principaux dirigeants**

	Salaire part fixe	Salaire part variable	Avantages en nature	Réintégrations diverses	Total 2025	Total 2024
Principaux dirigeants	0,63	-	0,01	0,01	0,65	0,66

Aucune rémunération n'est versée aux membres du conseil d'administration.

Il n'y a pas eu d'avance ni de crédits accordés pendant l'exercice à l'ensemble des membres du conseil d'administration.

**Note 41 Résultat par action**

Au 31 décembre 2025, le capital social du CIC est de 611 858 064 euros, divisé en 38 241 129 actions de 16 euros de nominal, dont 231 711 titres auto-détenus dont il n'est pas tenu compte pour le calcul du résultat par action.

Ainsi, au titre de l'exercice 2025, le résultat par action s'élève à 28,68 euros contre 33,32 euros pour 2024.

Note 42 Avoirs déposés à la Caisse des dépôts et consignations et comptes inactifs

	Nombre de comptes	Montants (en euros)
Comptes recensés mentionnés au II de l'article L.312-19 du Code monétaire et financier	37 207	58 279 239,15
Comptes déposés mentionnés à l'article L.312-20 du Code monétaire et financier	1 148	2 639 786,60

Conformément à la loi n° 2014-617 du 13 juin 2014 relative aux comptes bancaires inactifs et aux contrats d'assurance vie en déshérence.

Note 43 Honoraires des commissaires aux comptes

Montants hors taxes	31/12/2025					
	PriceWaterhouseCoopers		Ernst & Young		KPMG	
Certification des comptes	0,00	— %	0,86	100 %	0,86	100 %
Services autres que la certification des comptes	-	— %	-	— %	-	— %
Total	0,00	— %	0,86	100 %	0,86	100 %

Montants hors taxes	31/12/2024					
	PriceWaterhouseCoopers		Ernst & Young		KPMG	
Certification des comptes	0,00	— %	0,79	94 %	0,79	94 %
Services autres que la certification des comptes	0,10	100 %	0,05	6 %	0,05	6 %
Total	0,10	100 %	0,84	100 %	0,84	100 %

Les montants ci-dessus correspondent aux montants comptabilisés en charge durant l'exercice.

VI. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes sociaux

Exercice clos le 31 décembre 2025

À l'Assemblée Générale du Crédit Industriel et Commercial S.A.,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du Crédit Industriel et Commercial S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion  
Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1 « Principes comptables, méthodes d'évaluation et de présentation » de l'annexe aux comptes annuels qui expose le changement de méthode comptable résultant de l'application des règlements ANC 2023-03 et 2022-06 à compter du 1er janvier 2025.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

**Évaluation des dépréciations et provisions pour risques de crédits avérés sur les encours de prêts à la clientèle**

Point clé de l'audit	Réponse d'audit apportée
<p>Votre société constitue des dépréciations pour couvrir des risques avérés de pertes résultant de l'incapacité de ses clients à faire face à leurs engagements financiers. Des dépréciations de prêts et créances sont constituées pour couvrir ces risques, sur une base individuelle. Des provisions sont constituées pour les engagements de financement et de garanties. Les dépréciations et les provisions sont constatées dès qu'il existe une indication objective de perte de valeur. Ces dépréciations et provisions correspondent à la différence entre la valeur comptable des prêts et la somme des flux futurs estimés actualisés. Au 31 décembre 2025, les créances douteuses sur la clientèle s'élèvent à 1 170 M€ et les dépréciations et les provisions associées sur les créances à la clientèle et engagements s'élèvent respectivement à 734 M€ et 33 M€ telles que présentées dans les notes 4 et 17 de l'annexe aux comptes annuels. Les principes suivis en matière de provisionnement du risque de crédit sont décrits dans la note 1 Principes comptables, méthodes d'évaluation et de présentation de l'annexe aux comptes annuels. L'évaluation des dépréciations et des provisions requiert l'exercice du jugement pour l'identification des expositions présentant un risque de non-recouvrement, ou pour la détermination des flux futurs recouvrables et des délais de recouvrement.</p> <p>Compte tenu de l'importance du jugement dans l'appréciation du risque de crédit et la détermination des dépréciations et provisions sur prêts à la clientèle, en particulier dans un contexte d'incertitudes persistantes marquées par les tensions géopolitiques et économiques, nous avons considéré que l'identification des créances présentant un risque de non-recouvrement et l'évaluation de dépréciations et provisions afférentes constituaient un point clé de l'audit en raison de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'importance relative des encours de prêts dans le bilan ;</li> <li>- la complexité de l'estimation des flux futurs recouvrables.</li> </ul>	<p>Nous avons examiné et testé les processus et les contrôles relatifs aux prêts et créances qui présentent un risque de défaut avéré, ainsi que les procédures de quantification des dépréciations correspondantes. Nous avons examiné :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- en faisant appel à nos spécialistes en systèmes d'information, les dispositifs qui garantissent l'intégrité des données utilisées par les modèles de notation et de dépréciation ;</li> <li>- sur un échantillon de créances, le classement des encours entre encours sains et encours douteux. S'agissant du risque de crédit sur les entreprises, nous avons :</li> <li>- examiné le processus de suivi du risque de crédit, en prenant connaissance des comptes rendus des décisions de la gouvernance sur les dépréciations ;</li> <li>- examiné, par sondages, des dossiers de crédits dépréciés pour contrôler la documentation de la note de crédit et du niveau de dépréciation retenu ;</li> <li>- rationalisé l'évolution annuelle du coût du risque ;</li> <li>- et, le cas échéant, apprécié le bien-fondé des ajustements apportés manuellement aux notes de crédit internes.</li> </ul> <p>S'agissant du risque de crédit dans la banque de détail, nous avons réalisé des procédures analytiques en calculant l'évolution dans le temps des indicateurs clefs suivants : rapport des encours douteux sur les encours totaux et taux de couverture des encours douteux par des dépréciations. Chaque fois qu'un indicateur s'est écarté de la moyenne, nous avons analysé les écarts constatés. Enfin, nous nous sommes assurés du caractère approprié de l'information présentée dans les notes de l'annexe aux comptes annuels.</p>

**Risque sur l'évaluation des instruments financiers complexes**

Point clé de l'audit	Réponse d'audit apportée
<p>Dans le cadre de ses activités de marchés pour compte propre et en lien avec son offre de services à la clientèle, votre société détient des instruments financiers complexes. Comme indiqué dans la note 1 Principes comptables, méthodes d'évaluation et de présentation de l'annexe aux comptes annuels, les instruments dérivés et les titres de transaction sont comptabilisés à leur valeur de marché, la contrepartie de cette réévaluation étant portée au compte de résultat :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les titres de transaction sont évalués au prix de marché du jour le plus récent. Le solde global des différences résultant des variations de cours est porté au compte de résultat en produits ou en charges ;</li> <li>- les instruments dérivés sont comptabilisés à leur valeur de marché. Dans le cas où la valorisation de certains instruments est faite à partir de modèles complexes, les paramètres de marché servant de base à leur évaluation tiennent compte notamment du niveau de liquidité des marchés concernés et de leur pertinence sur des maturités longues. Nous avons considéré que l'évaluation des instruments financiers complexes constituait un point clé de l'audit et comportait un risque important d'anomalies significatives dans les comptes annuels car elle requiert l'exercice du jugement, en particulier concernant :</li> <li>- la détermination des paramètres d'évaluation non observables sur le marché pour un instrument ;</li> <li>- l'utilisation de modèles d'évaluation internes et non standards ;</li> <li>- l'estimation des principaux ajustements d'évaluation permettant de tenir compte des risques de contrepartie ou de liquidité, par exemple.</li> </ul>	<p>Nous avons évalué les processus et les contrôles mis en place par votre société pour identifier et évaluer les instruments financiers complexes dont notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la gouvernance des modèles de valorisation ;</li> <li>- l'explication et la validation indépendante des résultats comptabilisés sur ces opérations ;</li> <li>- les contrôles relatifs aux processus de collecte des paramètres nécessaires à l'évaluation des instruments financiers complexes ;</li> </ul> <p>Des spécialistes de la modélisation du risque et des techniques quantitatives ont été inclus dans notre équipe d'audit. Avec leur assistance, nous avons également :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- réalisé des tests de contre-valorisation sur un échantillon d'instruments financiers complexes ;</li> <li>- analysé les processus internes d'identification et de validation des principaux ajustements de valeur appliqués sur les instruments financiers et leur évolution dans le temps. Nos analyses ont porté sur l'examen des méthodologies retenues sur les réserves de marché et les ajustements de valeur, et le dispositif de gouvernance mis en place par votre société pour contrôler les ajustements réalisés ;</li> <li>- enfin, nous avons examiné les principaux écarts d'appels de marge existants afin d'apprécier la cohérence des valorisations.</li> </ul>

**Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

**Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires**

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires à l'exception du points ci dessous. La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à fournir.

**Informations relatives au gouvernement d'entreprise**

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 et L. 2210-10 du code de commerce.

**Autres informations****Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires****Format de présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel**

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L. 451-1-2 du code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du directeur général. Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

Il ne nous appartient pas de vérifier que les comptes annuels qui seront effectivement inclus par votre société dans le rapport financier annuel déposé auprès de l'AMF correspondent à ceux sur lesquels nous avons réalisé nos travaux.

**Désignation des commissaires aux comptes**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société CIC Crédit Industriel et Commercial S.A. par votre assemblée générale du 25 mai 2016 pour le cabinet KPMG S.A. et du 26 mai 1999 pour le cabinet ERNST & YOUNG et Autres. Au 31 décembre 2025, le cabinet KPMG S.A. était dans la 10ème année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG et Autres dans la 27ème année.

**Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs. Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité. Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

**Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels****Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci. Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 7 avril 2026

*Les commissaires aux comptes*

**KPMG S.A.**

Arnaud Bourdeille  
Associé

Maxime van den Broek  
Associé

**ERNST & YOUNG et Autres**

Vanessa Jolival  
Associée

**VII. — Rapport de gestion.**

Le **rapport de gestion** est tenu à la disposition du public au siège social de la Banque, 6, avenue de Provence - 75009 Paris



## Partie B. — États financiers consolidés au 31 décembre 2025

I. — Bilan  
(En millions d'euros)

<i>Actif</i> (en millions d'euros)	Notes	31/12/2025	31/12/2024
Caisse, Banques centrales	4	45 559	40 921
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	5a	34 832	37 542
Instruments dérivés de couverture	6a	838	853
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	7a	24 413	24 585
Titres au coût amorti	8a	5 462	5 167
Prêts et créances sur les établissements de crédits et assimilés au coût amorti	8b	49 542	46 127
Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti	8c	261 726	255 516
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	6b	-329	171
Actifs d'impôts courants	10a	721	627
Actifs d'impôts différés	10b	432	479
Compte de régularisation et actifs divers	11	6 106	6 579
Actifs non courants destinés à être cédés		0	0
Participations dans les entreprises mises en équivalence	12	1 601	1 458
Immeubles de placement	13	46	28
Immobilisations corporelles	14a	1 731	1 784
Immobilisations incorporelles	14b	127	157
Écarts d'acquisition	15	33	33
<b>Total de l'actif</b>		<b>432 840</b>	<b>422 027</b>

<i>Passif</i> (en millions d'euros)	Notes	31/12/2025	31/12/2024
Banques centrales	18a	12	18
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	16	21 412	26 308
Instruments dérivés de couverture	6a	706	1 354
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés au coût amorti	18a	99 020	94 742
Dettes envers la clientèle au coût amorti	18b	229 469	225 434
Dettes représentées par un titre au coût amorti	18c	44 566	38 745
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	6b	-17	-15
Passifs d'impôts courants	10a	315	325
Passifs d'impôts différés	10b	374	278
Compte de régularisation et passifs divers	19	8 002	7 909
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés		0	0
Provisions	20a	1 541	1 384
Dettes subordonnées au coût amorti	21	4 989	4 457
<b>Capitaux propres totaux</b>		<b>22 451</b>	<b>21 088</b>
<b>Capitaux propres – Part du groupe</b>		<b>22 432</b>	<b>21 068</b>
Capital souscrit		612	612
Primes d'émission		1 172	1 172
Réserves consolidées		18 677	17 488
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	22a	24	69
Résultat de l'exercice		1 947	1 727
<b>Capitaux propres – Intérêts minoritaires</b>		<b>19</b>	<b>20</b>
<b>Total du passif</b>		<b>432 840</b>	<b>422 027</b>

Au 31/12/2024, un reclassement de 2 030 millions de livres sterling (2 448 millions d'euros) a été effectué par le CIC Londres de la ligne "Dettes représentées par un titre au coût amorti" vers la ligne "Passifs financiers à la juste valeur par résultat".

## II. — Compte de résultat

(en millions d'euros)	Notes	31/12/2025	31/12/2024
Intérêts et produits assimilés	24	14 887	18 159
Intérêts et charges assimilées	24	-11 601	-15 235
Commissions (produits)	25	3 495	3 363
Commissions (charges)	25	-832	-776
Gains nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	26	780	730
Gains ou pertes nets sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	27	27	22
Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation des actifs financiers au coût amorti	28	2	0
Produits des autres activités	29	177	173
Charges des autres activités	29	-179	-162
<b>Produit net bancaire</b>		<b>6 756</b>	<b>6 274</b>

Charges générales d'exploitation	30a/30c	-3 589	-3 515
Dot/Rep sur amortissements et dépréciations des immos corporelles et incorporelles	30d	-245	-209
<b>Résultat brut d'exploitation</b>		<b>2 922</b>	<b>2 550</b>
Coût du risque de contrepartie	31	-554	-646
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>2 368</b>	<b>1 904</b>
Quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence	12	149	151
Gains ou pertes sur autres actifs	32	4	-28
<b>Résultat avant impôt</b>		<b>2 522</b>	<b>2 027</b>
Impôts sur les bénéfices	33	-575	-300
<b>Résultat net</b>		<b>1 946</b>	<b>1 727</b>
Résultat – Intérêts minoritaires		-1	0
<b>Résultat net (part du groupe)</b>		<b>1 947</b>	<b>1 727</b>
Résultat par action en euros	34	51,24	45,44
Résultat dilué par action en euros	34	51,24	45,44

Au 31/12/2024, un reclassement d'une charge de 75 millions d'euros a été effectué de la ligne "Gains nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat" vers la ligne "intérêts et charges assimilés".

#### État du résultat net et des gains et pertes directement comptabilisés en capitaux propres

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2025	31/12/2024
<b>Résultat net</b>	<b>1 946</b>	<b>1 727</b>
Écarts de conversion	-214	93
Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres – instruments de dettes	79	-36
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	0	0
Quote-part des gains ou pertes latents ou différés sur entreprises MEE	23	-9
<b>Total des gains et pertes recyclables comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>-112</b>	<b>48</b>
Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres – instruments de capitaux propres	34	-13
Écarts actuariels sur les régimes à prestations définies	12	-1
Quote-part des gains ou pertes non recyclables sur entreprises MEE	21	27
<b>Total des gains et pertes non recyclables comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>67</b>	<b>13</b>
<b>Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>1 901</b>	<b>1 788</b>
dont part du groupe	1 902	1 788
dont part des intérêts minoritaires	-1	0

Les rubriques relatives aux gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sont présentées pour leur montant n et d'impôt.

#### III. — Tableau de variation des capitaux propres

(en millions d'euros)	Capitaux propres, part du groupe									Intérêts Minoritaires	Total capitaux propres consolidés	
	Capital	Primes	Elimination des titres auto-détenus	Réserves (1)	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			Ecarts actuariels	Résultat			Total
					Ecarts de conversion	Actifs à la JVCP (2)	Inst. De couverture					
Solde au 01/01/2024	612	1 172	-56	16 556	149	-109	—	-32	1 986	20 278	21	20 299
Affectation du résultat de l'exercice précédent	—	—	—	1 986	—	—	—	—	-1 986	—	—	—
Distribution de dividendes	—	—	—	-987	—	—	—	—	—	-987	—	-987
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	—	—	—	999	—	—	—	—	-1 986	-987	—	-987
Résultat consolidé de la période	—	—	—	—	—	—	—	—	1 727	1 727	—	1 727
Variations des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	—	—	—	—	93	-31	—	-1	—	61	—	61
Sous-total	—	—	—	—	93	-31	—	-1	1 727	1 788	—	1 788
Effets des acquisitions et des cessions sur les intérêts minoritaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres variations	—	—	—	-11	—	—	—	—	—	-11	-1	-12
Solde au 31/12/2024	612	1 172	-56	17 544	242	-140	—	-33	1 727	21 068	20	21 088
Solde au 01/01/2025	612	1 172	-56	17 544	242	-140	—	-33	1 727	21 068	20	21 088
Affectation du résultat de l'exercice précédent	—	—	—	1 727	—	—	—	—	-1 727	—	—	—
Distribution de dividendes	—	—	—	-515	—	—	—	—	—	-515	—	-515
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	—	—	—	1 212	—	—	—	—	-1 727	-515	—	-515
Résultat consolidé de la période	—	—	—	—	—	—	—	—	1 947	1 947	-1	1 946
Variations des gains et pertes comptabilisés	—	—	—	—	-214	157	—	12	—	-45	—	-45

directement en capitaux propres												
<b>Sous-total</b>	-	-	-	-	-214	157	-	12	1 947	1 902	-1	1 901
Effets des acquisitions et des cessions sur les intérêts minoritaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres variations	-	-	-	-23	-	-	-	-	-	-23	-	-23
<b>Solde au 31/12/2025</b>	<b>612</b>	<b>1 172</b>	<b>-56</b>	<b>18 733</b>	<b>28</b>	<b>17</b>	<b>-</b>	<b>-21</b>	<b>1 947</b>	<b>22 432</b>	<b>19</b>	<b>22 451</b>

(1) Le total des réserves au 31 décembre 2025 s'élève à 18 733 millions d'euros et sont constituées par la réserve légale pour 61 millions d'euros, les réserves statutaires pour 124 millions d'euros, et les autres réserves du CIC pour 18 547 millions d'euros.  
(2) JVCP : Juste valeur par capitaux propres

Au 31 décembre 2025, le capital du CIC est constitué de 38 241 129 actions d'une valeur nominale de 16 euros, dont 231 711 actions auto-détenues.

#### IV. — Tableau des flux de trésorerie nette

(en millions d'euros)	2025	2024
Résultat net	1 946	1 727
Impôts	575	300
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>2 522</b>	<b>2 027</b>
+/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	217	217
- Dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	28	-10
+/- Dotations nettes aux provisions et dépréciations	112	255
+/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	-149	-151
+/- Perte nette/gain net des activités d'investissement	2	15
+/- (Produits)/charges des activités de financement	-	-
+/- Autres mouvements	-32	122
<b>Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements</b>	<b>178</b>	<b>448</b>
+/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	2 801	642
+/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	-3 013	-8 486
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	2 291	-1 587
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	682	806
+Dividendes reçus des entreprises mises en équivalence	53	213
- Impôts versés	-437	-317
<b>Diminution/(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles</b>	<b>2 377</b>	<b>-8 729</b>
<b>Total flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle (A)</b>	<b>5 076</b>	<b>-6 254</b>
+/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations	-111	-957
+/- Flux liés aux immeubles de placement	-19	-1
+/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-150	-194
<b>Total flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)</b>	<b>-280</b>	<b>-1 152</b>
+/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	-497	-970
+/- Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement	2 329	3 865
<b>Total flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (C)</b>	<b>1 832</b>	<b>2 895</b>
<b>Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)</b>	<b>-150</b>	<b>77</b>
<b>Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A + B + C + D)</b>	<b>6 478</b>	<b>-4 434</b>
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle (A)	5 076	-6 254
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)	-280	-1 152
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (C)	1 832	2 895
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)	-150	77
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture</b>	<b>44 576</b>	<b>49 010</b>
Caisse, banques centrales (actif & passif)	40 900	45 567
Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	3 676	3 443
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture</b>	<b>51 054</b>	<b>44 576</b>
Caisse, banques centrales (actif & passif)	45 545	40 900
Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	5 509	3 676
<b>Variation de la trésorerie nette</b>	<b>6 478</b>	<b>-4 434</b>

#### V. — Annexe aux comptes consolidés

Les notes de l'annexe sont présentées en millions d'euros.

##### Note 1 Principes et méthodes comptables

En application du règlement (CE) 1606/2002 sur l'application des normes comptables internationales et du règlement (CE) 1126/2008 sur leur adoption, les comptes consolidés sont établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne au 31 décembre 2025.

Les états financiers sont présentés suivant le format préconisé par la recommandation n° 2022-01 de l'Autorité des normes comptables relative aux états de synthèse IFRS (À noter que le groupe a choisi de regrouper les instruments financiers portés par ses pôles d'assurance, de manière différente de celle proposée par la Recommandation. Cf. §II-2 Activités d'assurance). Ils respectent les normes comptables internationales telles qu'adoptées par l'Union européenne. Les informations relatives à la gestion des risques figurent dans le rapport de gestion du groupe.

Amendements applicables au 1er janvier 2025

Le groupe applique depuis le 1er janvier 2025, les amendements à IAS 21 Effets des variations des cours des monnaies étrangères qui précisent les cas dans lesquels une monnaie est convertible en une autre monnaie et, lorsqu'elle ne l'est pas, comment l'entreprise détermine le taux de change à appliquer et quelles informations elle doit fournir.

Le groupe n'étant pas concerné par ces problématiques, il n'y a pas d'impact dans nos comptes.

Contexte macro-économique et géopolitique

Le contexte d'incertitudes macroéconomiques et géopolitiques persiste, avec la poursuite de la crise ukrainienne et des conflits au Moyen-Orient. Pour rappel, le groupe CIC n'étant pas implanté sur ces zones de guerre, les expositions directes dans ces pays sont non significatives. Il reste cependant vigilant sur les conséquences indirectes de ces crises.

Le groupe suit également les développements en matière de droits de douane, impulsés par le gouvernement américain et les potentielles conséquences économiques sur ses clients.

L'incertitude quant à la matérialité et la nature du budget national en France et l'instabilité des gouvernements constituent des incertitudes tant pour le groupe que pour ses clients.

Face à ce contexte, il suit de manière constante la qualité de ses engagements de crédit, la valorisation de ses portefeuilles, la gestion du risque de taux et sa liquidité. Le groupe possède un dispositif de gouvernance et de pilotage des risques robuste. En outre, la solidité du groupe permettra de faire face à cette situation grâce au niveau de ses capitaux propres, fonds propres prudentiels et des ratios qui en découlent.

Risque de crédit

Dans le cadre du provisionnement des créances saines (en statut 1 & 2), le groupe CIC tient compte des impacts des crises successives, ainsi que des perspectives macro-économiques.

Le niveau de provisionnement résulte d'une analyse au cas par cas, réalisée afin de suivre toute éventuelle augmentation du risque de crédit des clients professionnels ou entreprises en difficulté, et clients particuliers, qui seraient affectés, directement ou indirectement, dans un contexte économique qui reste fortement dégradé.

Depuis 2023, en ligne avec les recommandations émises par l'Autorité Bancaire Européenne et la Banque Centrale Européenne, le groupe a engagé des travaux d'amélioration de l'approche multi-scénarios, et de facto de la méthodologie de calcul de probabilité de défaut utilisée pour mesurer l'augmentation significative du risque de crédit et l'évaluation des pertes de crédit attendues. Ces travaux se poursuivent dans le cadre d'un programme de travail pluriannuel établi par le groupe.

Scénarios macro-économiques

Au 31 décembre 2025, le groupe a retenu trois scénarios macro-économiques, qui permettent d'appréhender les incertitudes liées au contexte macro-économique actuel, dont les hypothèses sont détaillées ci-après :

- Le scénario central intègre une croissance attendue du PIB, en légère reprise à partir de 2026. L'inflation s'installera durablement en dessous de 2% en 2026, suite au tassement des prix de services et au ralentissement de la hausse des salaires. La cible de 2% serait atteinte à partir de 2027. Concernant les taux directeurs BCE, une baisse est attendue, ramenant le taux de facilité de dépôts à 1,75%, qui resterait stable sur 2026. L'évolution sur les taux courts suivrait la trajectoire des taux BCE alors que les taux longs français seraient un cran plus haut que prévus précédemment, sous la pression des dettes publiques. Le taux du livret A, à 1,7% à fin 2025, poursuivrait sa baisse jusqu'en 2026 avant d'entamer une remontée progressive jusqu'à environ 2% ;
- Le scénario stressé envisage pour la période 2026 une crise géopolitique majeure liée au blocus de Taiwan par la Chine, provoquant une forte hausse des prix mondiaux et une flambée de l'inflation dans la zone euro. La mise en place de droits de douane réciproques entre la Chine et les pays de l'OTAN, combinée aux pénuries de biens manufacturés et de semi-conducteurs, entraîne une augmentation significative des coûts d'importation et un choc d'offre durable. La BCE relève fortement ses taux directeurs face aux tensions inflationnistes, ce qui alourdit les conditions de financement. En France, les inquiétudes sur la soutenabilité des finances publiques provoquent un élargissement marqué du spread souverain et une dégradation plus prononcée de l'activité. L'économie européenne subit alors un recul du PIB lié à la baisse de la consommation, aux ruptures de chaînes de production et au gel des investissements. Les marchés financiers enregistrent une chute rapide et profonde des indices boursiers, accentuée par la persistance du blocus tout au long de 2026. La sortie de crise ne s'amorce qu'en 2027, avec la levée des sanctions, la normalisation progressive des chaînes d'approvisionnement, le ralentissement de l'inflation et la reprise de la croissance, sans toutefois compenser entièrement les pertes accumulées pendant la crise ;
- Le scénario optimiste repose sur la mise en place rapide et coordonnée de plans budgétaires massifs en Zone euro, destinés à soutenir la décarbonation et à renforcer la souveraineté industrielle, numérique et énergétique. Ces investissements, adossés à une dette européenne commune et à un assouplissement temporaire des règles budgétaires de l'UE, améliorent la productivité, la compétitivité et limitent la hausse des coûts salariaux unitaires. La fin de la guerre en Ukraine réduit les incertitudes économiques et entraîne une baisse des coûts de l'énergie, tandis que la décision de la Cour suprême américaine d'annuler les droits de douane réciproques met fin à l'escalade tarifaire engagée par le gouvernement américain. Parallèlement, un renforcement ambitieux des engagements climatiques est acté avec une accélération coordonnée de la transition technologique et des investissements verts. La mise en œuvre d'une taxe carbone réinvestie dans la transition, la montée en puissance des technologies d'IA et un mouvement global de réallocation de l'épargne européenne vers les secteurs stratégiques soutiennent la croissance. Dans cet environnement, la dynamique économique s'améliore nettement : l'inflation demeure contenue, la croissance européenne se renforce et les marchés actions bénéficient à la fois des gains de productivité et de l'accalmie géopolitique.

Variables macro-économiques et projections retenues dans le scénario central

Les principales variables utilisées dans la détermination des pertes de crédit attendues du scénario central sont détaillées ci-après :

Hypothèses macroéconomiques France	Moyenne 2026	Moyenne 2027	Moyenne 2028	Moyenne 2029
Taux d'inflation hors tabac	1,70 %	2,00 %	2,00 %	2,00 %
Prix du pétrole (en dollars)	65	65	65	65
Taux de croissance du PIB	0,80 %	0,90 %	1,00 %	1,00 %
Taux de chômage (fin de période)	7,70 %	7,60 %	7,50 %	7,40 %
<b>Taux de marché</b>				
<b>Zone euro</b>				
Euribor 3 mois	1,85 %	2,20 %	2,35 %	2,35 %
<b>France</b>				
TEC 10 ans	3,34 %	3,53 %	3,60 %	3,65 %

**Pondération des scénarios macro-économiques**  
La détermination des pondérations reflète l’anticipation du cycle économique par les économistes du groupe Crédit Mutuel. Ces derniers confirment les probabilités d’occurrence qui avaient été attribuées au 31 décembre 2024 à chacun des scénarios. Les pondérations des scénarios sur les trois dernières périodes sont les suivantes :

	Scénario central	Scénario pessimiste	Scénario optimiste
Au 31/12/2024	70 %	25 %	5 %
Au 30/06/2025	70 %	25 %	5 %
Au 31/12/2025	70 %	25 %	5 %

Depuis 2023, le groupe est engagé dans un cycle d’améliorations de la prise en compte de la dimension prospective dans les calculs de pertes de crédit attendues. Les pertes de crédit attendues au 31 décembre 2025 s’élèvent à 1 280 millions d’euros, variant de - 14 millions par rapport au 31 décembre 2024.  
Au 31 décembre 2025, le groupe comptabilise des ajustements post-modèle spécifiques :  
■ le premier permet de renforcer la dimension prospective du modèle compte tenu des fortes incertitudes macro-économiques issues de la conjoncture actuelle,  
■ le second est un ajustement sectoriel. Il permet de compléter le niveau de provisionnement sur les secteurs les plus exposés aux risques climatiques (tels que l’agriculture, les transports terrestre, aérien et maritime, la production d’énergie, la métallurgie, la cokéfaction et le raffinage). Cet ajustement est concentré sur les expositions dont le risque de crédit a augmenté depuis l’octroi (statut 2) et consiste en un stress appliqué aux probabilités de défaut de ces contreparties.  
Au 31 décembre 2025, ces deux ajustements post-modèles s’élèvent respectivement à 51 millions d’euros et 82 millions (contre 86M€ et 66M€ au 31 décembre 2024). Les ajustements comptabilisés au 31 décembre 2025 représentent 10,4 % du montant total des pertes de crédit attendues, c’est-à-dire sur les encours en statut 1 et 2 (contre 11,7 % au 31 décembre 2024).

**Analyse de sensibilité**  
Le groupe évalue la sensibilité du montant des pertes de crédits attendues sur les encours en statut 1 et 2 (y compris ajustement post-modèle) à la conjoncture économique.  
Il en ressort de ces analyses qu’une pondération à 100 % du scénario :  
■ pessimiste impliquerait une dotation complémentaire des pertes de crédit attendues de 10 %, soit 129 millions d’euros ;  
■ optimiste entraînerait, a contrario, une diminution des pertes de crédit attendues de 5 %, soit 65 millions d’euros ;  
■ central conduirait à une diminution des pertes de crédit attendues à 3 %, soit 38 millions d’euros.

1 Périmètre de consolidation

Les principes généraux d’inclusion d’une entité dans le périmètre sont définis par IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28R.  
Une entreprise sous contrôle exclusif est incluse dans le périmètre de consolidation lorsque sa consolidation par intégration globale prise individuellement impacte d’au moins 1 % les principaux postes du bilan et du compte de résultat consolidés. Par ailleurs, l’ensemble des filiales maintenues en dehors du périmètre de consolidation doit représenter moins de 5 % des principaux postes du bilan et du compte de résultat consolidés. Toutefois, des entreprises de plus faible taille peuvent être incluses lorsque le groupe considère qu’il s’agit d’un investissement stratégique ou lorsqu’elles exercent un des métiers de base du groupe ou lorsqu’elles détiennent des titres d’entités consolidées.  
Le périmètre de consolidation est composé :  
■ des entités contrôlées : il y a présomption de contrôle lorsque le groupe détient le pouvoir sur l’entité, est exposé ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l’entité, et a la capacité d’exercer son pouvoir sur l’entité de manière à influencer sur les rendements qu’il obtient. Les comptes des entités contrôlées sont consolidés par intégration globale ;  
■ des entités sous influence notable : il s’agit des entités qui ne sont pas contrôlées par l’entité consolidante mais sur lesquelles il existe un pouvoir de participation aux politiques financière et opérationnelle. Les titres des entités dans lesquelles le groupe exerce une influence notable sont mis en équivalence. Les participations détenues par des sociétés de capital-investissement et sur lesquelles est exercé un contrôle conjoint ou une influence notable sont exclues du périmètre de consolidation et sont comptabilisées en juste valeur par résultat.

2 Principes et méthodes de consolidation

2.1 Méthodes de consolidation

Les méthodes de consolidation utilisées sont les suivantes :

2.1.1 Intégration globale

Cette méthode consiste à substituer à la valeur des titres chacun des éléments d’actif et de passif de chaque filiale et à isoler la part des intérêts minoritaires dans les capitaux propres et dans le résultat. Elles s’applique pour toutes les entités sous contrôle, y compris celles à structure de comptes différente, que l’activité se situe ou non dans le prolongement de celle de l’entité consolidante.

2.1.2 Mise en équivalence

Il s’agit de substituer à la valeur des titres la quote-part du groupe dans les capitaux propres et le résultat des entités concernées.

2.2 Intérêts minoritaires

Les intérêts minoritaires correspondent aux participations ne donnant pas le contrôle telles que définies par la norme IFRS 10 et intègrent les instruments qui sont des parts d’intérêts actuels et qui donnent droit à une quote-part de l’actif net en cas de liquidation et les autres instruments de capitaux propres émis par la filiale et non détenus par le groupe.

2.3 Date de clôture

Toutes les sociétés du groupe incluses dans le périmètre de consolidation arrêtent leurs comptes sociaux au 31 décembre.

## 2.4 Élimination des opérations réciproques

Les comptes réciproques ainsi que les profits ou les pertes résultant de cessions entre les entités du groupe et ayant une incidence significative au niveau des comptes consolidés sont éliminés.

## 2.5 Conversion des comptes en devises étrangères

Concernant les comptes des entités étrangères exprimés en devises, le bilan est converti sur la base du cours de change officiel à la date de clôture. La différence sur le capital, les réserves et le report à nouveau qui résulte de l'évolution des cours de change est inscrite dans les capitaux propres, dans le compte « Réserves de conversion ». Le compte de résultat est converti sur la base du cours moyen de l'exercice, s'agissant d'un proxy acceptable dans un contexte d'absence de fluctuation importante des cours de change sur la période. Les différences de conversion en résultant sont inscrites directement dans le compte « Réserves de conversion ». Cet écart est réintégré en résultat en cas de cession ou de liquidation de tout ou partie de la participation détenue dans l'entité étrangère.

## 2.6 Écarts d'acquisition

### 2.6.1 Écarts d'évaluation

À la date de prise de contrôle d'une nouvelle entité, les actifs, les passifs, ainsi que les passifs éventuels d'exploitation sont évalués à leur juste valeur. Les écarts d'évaluation correspondant à la différence entre la valeur comptable et la juste valeur sont comptabilisés.

### 2.6.2 Écarts d'acquisition

Conformément à IFRS 3R, à la date de prise de contrôle d'une nouvelle entité, les actifs et les passifs ainsi que les passifs éventuels identifiables de l'entité acquise, qui satisfont aux critères de comptabilisation des normes IFRS, sont évalués à leur juste valeur à la date d'acquisition, à l'exception des actifs non courants classés comme actifs détenus en vue de la vente selon la norme IFRS 5, qui sont comptabilisés pour le montant le plus faible entre la juste valeur nette des coûts de vente et leur valeur nette comptable. L'écart d'acquisition correspond à la somme de la contrepartie transférée et des intérêts minoritaires diminuée du montant net comptabilisé (généralement à la juste valeur) au titre des actifs identifiables acquis et passifs repris. IFRS 3R permet la comptabilisation d'un écart d'acquisition total ou partiel, le choix s'effectuant pour chaque regroupement. Dans le premier cas, les intérêts minoritaires sont évalués à la juste valeur (méthode dite du "goodwill total") ; dans le second, ils sont basés sur leur quote-part dans les valeurs attribuées aux actifs et passifs de l'acquise ("goodwill partiel"). Si l'écart d'acquisition est positif, il est inscrit à l'actif et s'il est négatif, il est comptabilisé immédiatement en résultat, en « Variations de valeur des écarts d'acquisition ».

Dans le cas d'une augmentation/diminution du pourcentage d'intérêt du groupe dans une entité déjà contrôlée et qui reste contrôlée, l'écart entre le coût d'acquisition/prix de cession des titres et la quote-part de capitaux propres consolidés que ces titres représentent à la date de leur acquisition/cession est comptabilisé en capitaux propres.

Les écarts d'acquisition sont présentés sur une ligne distincte du bilan pour les sociétés intégrées globalement et au sein du poste « participations dans les entreprises mises en équivalence » lorsque les entités sont consolidées selon cette méthode.

Les écarts d'acquisitions n'intègrent pas les coûts directs liés aux acquisitions qui selon IFRS 3R, sont comptabilisés en résultat.

Le groupe procède régulièrement et, au moins une fois par an, à des tests de dépréciation des écarts d'acquisition. Ils ont pour objectif de s'assurer que les écarts d'acquisition ne subissent pas de dépréciation. L'écart d'acquisition issu d'un regroupement d'entreprises est affecté aux unités génératrices de trésorerie (UGT) ou groupes d'UGT susceptibles de bénéficier des synergies du regroupement d'entreprise. La valeur recouvrable d'une UGT ou groupe d'UGT est la valeur la plus élevée entre la valeur d'utilité et la juste valeur diminuée des coûts de la vente. La valeur d'utilité est évaluée par rapport aux flux de trésorerie futurs estimés, actualisés au taux qui reflète l'appréciation courante du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif ou à l'UGT. Si la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie (UGT) à laquelle est affecté l'écart d'acquisition est inférieure à sa valeur comptable, une dépréciation est comptabilisée à hauteur de la différence. Cette dépréciation, constatée en résultat, est irréversible. En pratique, les UGT sont définies par rapport aux lignes métiers selon lesquelles le groupe suit son activité.

Lorsque l'écart d'acquisition concerne une entreprise associée ou une coentreprise, il est inclus dans la valeur comptable de la valeur de mise en équivalence. Dans ce cas, il n'est pas soumis à des tests de dépréciation séparément de la valeur de mise en équivalence. Lorsque la valeur recouvrable de celle-ci (à savoir la valeur la plus élevée entre la valeur d'utilité et la juste valeur diminuée des coûts de la vente) est inférieure à sa valeur comptable, une perte de valeur est comptabilisée et n'est pas affectée à un actif en particulier. Toute reprise de cette perte de valeur est comptabilisée dans la mesure où la valeur recouvrable de la mise en équivalence augmente ultérieurement.

## 3 Principes et méthodes comptables

### 3.1 Instruments financiers selon IFRS 9

#### 3.1.1 Classement et évaluation des actifs financiers

Selon IFRS 9, le classement et l'évaluation des actifs financiers dépendent du modèle de gestion et des caractéristiques contractuelles des instruments.

##### 3.1.1.1 Prêts, créances, ou titres de dettes acquis

L'actif est classé :

- au coût amorti, s'il est détenu en vue de collecter les flux de trésorerie contractuels, et si ses caractéristiques sont similaires à celles d'un contrat dit basique, cf. § ci-dessous « Caractéristiques des flux de trésorerie » (modèle de collecte) ;
- en juste valeur par capitaux propres, si l'instrument est détenu en vue de collecter les flux de trésorerie contractuels et de le vendre en fonction des opportunités, sans pour autant faire du trading, et si ses caractéristiques sont similaires à celles d'un contrat dit basique impliquant implicitement une forte prédictibilité des flux de trésorerie liés (modèle de collecte et vente) ;
- en juste valeur par résultat, si :
  - il n'est pas éligible aux deux catégories précédentes (car ne remplissant pas le critère « basique » et/ou géré selon le modèle de gestion « autres »), ou
  - le groupe choisit de le classer comme tel, sur option, à l'initiation et de manière irrévocable. La mise en œuvre de cette option vise à pallier une incohérence de traitement comptable par rapport à un autre instrument lié.

#### Caractéristiques des flux de trésorerie.

Les flux de trésorerie contractuels, qui représentent uniquement des remboursements de principal et des versements d'intérêts sur le principal restant dû, sont compatibles avec un contrat dit basique.

Dans un contrat basique, les intérêts représentent principalement la contrepartie de la valeur temps de l'argent (y compris en cas d'intérêts négatifs) et du risque de crédit. Les intérêts peuvent également inclure le risque de liquidité, les frais de gestion administrative de l'actif, ainsi qu'une marge commerciale.

Toutes les clauses contractuelles doivent être analysées, notamment celles qui pourraient modifier l'échéancier ou le montant des flux de trésorerie contractuels. La possibilité contractuelle, pour l'emprunteur ou le prêteur, de rembourser par anticipation l'instrument financier demeure compatible avec le caractère SPPI (seulement paiement de principal et d'intérêts) des flux de trésorerie contractuels dès lors que le montant remboursé représente essentiellement le principal restant dû et les intérêts courus ainsi que, le cas échéant, une indemnité compensatoire raisonnable.

L'indemnité de remboursement anticipé est considérée comme raisonnable, par exemple, si :

- elle est exprimée en pourcentage du principal remboursé et elle est inférieure à 10 % du nominal remboursé ; ou
- elle est déterminée selon une formule visant à compenser l'évolution du taux d'intérêt benchmark entre la date d'octroi du crédit et sa date de remboursement anticipé.

L'analyse des flux de trésorerie contractuels peut également nécessiter leur comparaison avec ceux d'un instrument de référence, lorsque la composante valeur temps de l'argent incluse dans les intérêts est susceptible d'être modifiée en raison des clauses contractuelles de l'instrument. C'est le cas, par exemple, si le taux d'intérêt de l'instrument financier est révisé périodiquement, mais que la fréquence des révisions est décorrélée de la durée pour laquelle le taux d'intérêt est établi (révision mensuelle d'un taux à un an par exemple) ou si le taux d'intérêt de l'instrument financier est révisé périodiquement sur la base d'une moyenne de taux d'intérêt.

Si l'écart entre les flux contractuels non actualisés de l'actif financier et ceux de l'instrument de référence est significatif ou peut le devenir, cet actif financier ne pourra pas être considéré comme basique.

Selon les cas, l'analyse est qualitative ou quantitative. Le caractère significatif ou non de l'écart s'apprécie pour chaque exercice, et cumulativement sur la durée de vie de l'instrument. L'analyse quantitative tient compte d'un ensemble de scénarios raisonnablement possibles. À cet effet, le groupe a utilisé des courbes de taux remontant à l'an 2000.

Par ailleurs, une analyse spécifique est réalisée dans le cas des titrisations dans la mesure où il existe un ordre de priorité de paiement entre les porteurs et des concentrations de risques de crédit sous forme de tranches. Dans ce cas, l'analyse nécessite d'examiner les caractéristiques contractuelles des tranches dans lesquelles le groupe a investi et des instruments financiers sous-jacents, ainsi que le risque de crédit des tranches relativement au risque de crédit des instruments financiers sous-jacents.

À noter que :

- les dérivés incorporés à des actifs financiers ne sont plus comptabilisés séparément, ce qui implique que l'ensemble de l'instrument hybride est alors considéré comme non-basique et enregistré en juste valeur par résultat ;
- les parts d'OPCVM et d'OPCI ne sont pas des instruments basiques et sont également classées en juste valeur par résultat.

### Modèles de gestion

Le modèle de gestion représente la manière dont sont gérés les instruments pour générer des flux de trésorerie et des revenus. Il repose sur des faits qui peuvent être observés, et n'est pas fondé sur une simple intention du management. Il ne s'apprécie pas au niveau de l'entité, ni instrument par instrument, mais est fondé sur un niveau de regroupement supérieur, qui reflète la façon dont les groupes d'actifs financiers sont gérés collectivement. Il se détermine à l'initiation et peut être remis en cause en cas de changement de modèle (cas exceptionnels).

Pour le déterminer, il est nécessaire d'observer toutes les indications disponibles, dont :

- la manière dont est reportée la performance de l'activité aux décideurs ;
- le mode de rémunération des gestionnaires ;
- la fréquence, calendrier et volumes des ventes des périodes précédentes ;
- la raison des ventes ;
- les prévisions de ventes futures ;
- la manière dont est évalué le risque.

Dans le cadre du modèle de collecte, certains exemples de cessions autorisées sont indiqués explicitement dans la norme :

- en lien avec une augmentation du risque de crédit ;
- proches de la maturité et que le produit de ces ventes correspond approximativement aux flux de trésorerie contractuels qu'il reste à percevoir ;
- exceptionnelles (par exemple, liées à un stress de liquidité).

Des cessions fréquentes (et d'une valeur unitaire non importante) ou peu fréquentes (même si elles sont d'une valeur unitaire significative) sont compatibles avec le modèle de collecte des flux de trésorerie.

Ces cessions « autorisées » ne sont pas prises en compte dans l'analyse du caractère significatif et fréquent des ventes réalisées sur un portefeuille, les cessions liées à des changements du cadre réglementaire ou fiscal feront l'objet d'une documentation au cas par cas afin de démontrer le caractère « non fréquent » de telles cessions.

Pour les autres cas de cessions, des seuils ont été définis en fonction de la maturité du portefeuille titres, par exemple 2 % des cessions annuelles surencours du portefeuille ayant une maturité moyenne de huit ans (le groupe ne cède pas ses crédits comptabilisés dans un modèle de gestion collecte).

Le groupe a développé principalement un modèle de collecte des flux contractuels des actifs financiers, qui s'applique notamment aux activités de financement des clients.

Il gère également des actifs financiers sur la base d'un modèle fondé sur la collecte des flux contractuels des actifs financiers et sur la vente de ces actifs, et un modèle propre aux autres actifs financiers, notamment de transaction.

Au sein du groupe, le modèle de collecte des flux contractuels et ventes s'applique essentiellement aux activités de gestion de trésorerie pour compte propre et de gestion du portefeuille de liquidité.

Enfin, les actifs financiers détenus à des fins de transaction regroupent les titres acquis dès l'origine avec l'intention de les revendre à brève échéance, ainsi que les titres faisant partie d'un portefeuille de titres gérés globalement, pour lequel il existe un calendrier effectif récent de prise de bénéfice à court terme.

### Actifs financiers au coût amorti

Ils incluent principalement :

- la trésorerie et les équivalents de trésorerie qui regroupent les comptes de caisse, les dépôts et les prêts et emprunts à vue auprès des banques centrales et des établissements de crédit ;
- les autres prêts aux établissements de crédits, ainsi que ceux à la clientèle (consentis directement ou la quote-part dans le cadre de prêts syndiqués), non comptabilisés en juste valeur par résultat ;
- une partie des titres détenus par le groupe.

Les actifs financiers classés dans cette catégorie sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, qui est généralement le montant net décaissé. Les taux appliqués aux crédits octroyés sont présumés être des taux de marché dans la mesure où les barèmes sont ajustés en permanence en fonction notamment des taux de la grande majorité des établissements concurrents.

Les actifs sont évalués lors des arrêts suivants au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs sur la durée de vie estimée de l'instrument financier de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier. Il intègre les flux de trésorerie estimés sans tenir compte des pertes sur crédit futures et inclut les commissions payées ou reçues dès lors qu'elles sont assimilables à des intérêts, les coûts de transaction directement rattachables ainsi que toutes les primes et décotes.

Pour les titres, le coût amorti intègre l'amortissement des primes et décotes, ainsi que les frais d'acquisition, s'ils sont significatifs. Les achats et ventes de titres sont comptabilisés en date de règlement.

Les revenus perçus sont présentés sous la rubrique « Intérêts et produits assimilés » du compte de résultat.

Les commissions directement liées à la mise en place du prêt, reçues ou versées, ayant une nature d'intérêt sont étalées sur la durée du prêt selon la méthode du taux d'intérêt effectif et sont inscrites au compte de résultat parmi les rubriques d'intérêts.

Les commissions perçues dans le cadre de renégociations commerciales de prêts font l'objet d'un étalement.

La restructuration d'un prêt suite aux difficultés financières du débiteur entraîne novation du contrat. Suite à la définition de cette notion par l'Autorité bancaire européenne, le groupe l'a intégrée dans les systèmes d'information afin que les définitions comptable et prudentielle soient harmonisées.

La juste valeur des actifs au coût amorti est communiquée dans l'annexe à chaque date d'arrêt : elle correspond à l'actualisation des flux futurs estimés à partir d'une courbe de taux zéro coupon qui comprend le coût de signature inhérent au débiteur.

#### **Prêts garantis par l'État (PGE)**

Le groupe s'est engagé dans le dispositif gouvernemental de soutien à l'économie lié à la crise Covid-19. Celui-ci a été renforcé en avril 2022, dans le contexte du conflit en Ukraine.

Le groupe a proposé :

- jusqu'au 30 juin 2022 des prêts garantis par l'Etat (PGE) pour soutenir la trésorerie de ses clients entreprises et professionnels, et
- jusqu'au 31 décembre 2023, des PGE Résilience pour les clients qui n'auraient pas souscrit de PGE à partir de mars 2020 ou qui n'auraient pas saturé le plafond de leur 1er PGE.

Les PGE représentent des prêts in fine d'une durée de 12 mois, qui comportent une clause de différé d'amortissement sur une période d'un à cinq ans. En date de souscription, le taux d'intérêt du PGE s'établissait à 0 %, augmenté du coût de la garantie d'Etat fixé entre 0,25 % et 0,50 % (et refacturé au client via une commission).

À l'issue des 12 premiers mois, le bénéficiaire du PGE a eu la possibilité de fixer une nouvelle durée au PGE (limitée à 6 ans au total) et ses modalités d'amortissement. Conformément aux annonces gouvernementales du 14 janvier 2021, il a pu obtenir un « report d'un an supplémentaire » pour commencer à rembourser le capital.

Le groupe CIC a estimé que cette mesure de différé d'amortissement s'inscrit dans le cadre légal du PGE (i.e. aménagement de l'échéancier contractuel, avec une 1<sup>ère</sup> échéance de remboursement annuelle). Ce « report » ne représente pas, pris isolément, un indicateur de dégradation du risque de crédit ou du probable défaut de l'emprunteur (i.e. « unlikely to pay »).

Détenus dans un objectif de collecte des flux de trésorerie et respectant le critère du prêt basique, ils sont comptabilisés au coût amorti, selon la méthode du taux d'intérêt effectif. En date de comptabilisation initiale, ils ont été comptabilisés à leur valeur nominale, celle-ci étant représentative de la juste valeur.

En date d'anniversaire de souscription, les PGE ont fait l'objet d'un différé d'amortissement. La révision des flux liée à la prise en compte des commissions de garantie sur la durée d'amortissement a été comptabilisée comme un ajustement de la valeur comptable des PGE, avec un impact positif et immédiat en résultat. Cet impact est non significatif en date d'arrêt.

Au 31 décembre 2025, les prêts garantis par l'Etat émis par le groupe s'élèvent à 2,4 milliards d'euros, garantis à hauteur de 2,2 milliards d'euros. Les encours déclassés en statut 3 s'élèvent à 1,0 milliard d'euros.

L'évaluation des pertes de crédit attendues de ces prêts tient compte de l'effet de la garantie d'Etat (mise en œuvre par la Banque Publique d'Investissement), à hauteur de 70 % à 90 % du capital et des intérêts restant dû. Au 31 décembre 2025, la dépréciation s'élève à 0,1 milliard d'euros.

#### **Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres**

Le groupe ne cédant pas ses crédits, cette catégorie n'inclut que des titres. Ils sont comptabilisés au bilan à leur juste valeur au moment de leur acquisition, en date de règlement et lors des arrêts ultérieurs, jusqu'à leur cession. Les variations de juste valeur sont enregistrées dans une rubrique spécifique des capitaux propres « Gains ou pertes latents ou différés », hors revenus courus. Ces gains ou pertes latents comptabilisés en capitaux propres ne sont constatés en compte de résultat, qu'en cas de cession ou de dépréciation (cf. § « 3.1.7 Décomptabilisation des actifs et passifs financiers » et « 3.1.8 Évaluation du risque de crédit »).

Les revenus courus ou acquis sont comptabilisés en résultat, selon la méthode du taux d'intérêt effectif, dans la rubrique « Intérêts et produits assimilés ».

#### **Actifs financiers à la juste valeur par résultat**

Ils sont comptabilisés lors de leur entrée au bilan à leur juste valeur, ainsi que lors des arrêts ultérieurs, et ce jusqu'à leur cession (cf. § « 3.1.7 Décomptabilisation des actifs et passifs financiers »). Les variations de juste valeur sont enregistrées au compte de résultat sous la rubrique « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Les revenus perçus ou courus des instruments financiers à la juste valeur par résultat sont enregistrés au compte de résultat en produits ou charges d'intérêts.

Les achats et ventes de titres évalués en juste valeur par résultat sont comptabilisés en date de règlement. Les variations de juste valeur entre la date de transaction et la date de règlement sont comptabilisées en résultat.



### 3.1.1.2 Instruments de capitaux propres acquis

Les instruments de capitaux propres acquis (actions notamment) sont classés :

- en juste valeur par résultat ; ou
- sur option, en juste valeur par capitaux propres non recyclables, lors de la comptabilisation initiale, de manière irrévocable, dès lors qu'ils ne sont pas détenus à des fins de transaction.

#### Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

Les actions et autres instruments de capitaux propres sont comptabilisés au bilan à leur juste valeur au moment de leur acquisition, et lors des arrêts ultérieurs, jusqu'à leur cession. Les variations de juste valeur sont enregistrées dans une rubrique spécifique des capitaux propres « Gains ou pertes latents ou différés ». Ces gains ou pertes latents comptabilisés en capitaux propres ne sont jamais constatés en compte de résultat, y compris en cas de cession (cf. § « 3.1.7 Décomptabilisation des actifs et passifs financiers »). Seuls les dividendes perçus sur les titres à revenu variable sont enregistrés en compte de résultat, dans la rubrique « Gains ou pertes nets sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres ».

Les achats et ventes de titres sont comptabilisés en date de règlement.

#### Actifs financiers à la juste valeur par résultat

Les instruments de capitaux propres sont comptabilisés de manière identique aux instruments de dettes à la juste valeur par résultat.

### 3.1.2 Classement et évaluation des passifs financiers

Les passifs financiers sont classés dans l'une des deux catégories suivantes :

#### 3.1.2.1 Passifs financiers évalués à la juste valeur par résultat

- ceux encourus à des fins de transaction, incluant par défaut les instruments dérivés passifs qui ne sont pas qualifiés d'instruments de couverture ; et
- les passifs financiers non dérivés que le groupe a classés dès l'origine pour être évalués en juste valeur par résultat (option juste valeur). Cela inclut :
  - les instruments financiers contenant un ou plusieurs dérivés incorporés séparables,
  - les instruments présentant, sans application de l'option juste valeur, une incohérence de traitement comptable par rapport à un autre instrument lié,
  - les instruments appartenant à un groupe d'instruments financiers évalués et gérés en juste valeur.

#### 3.1.2.2 Passifs financiers au coût amorti

Ils regroupent les autres passifs financiers non dérivés. Cela concerne les dettes envers la clientèle et les établissements de crédit, les dettes représentées par un titre (bons de caisse, titres du marché interbancaire, emprunt obligataire...), les dettes subordonnées, à terme ou à durée indéterminée, non classées en juste valeur par résultat sur option.

Les dettes subordonnées sont séparées des autres dettes représentées par un titre, car leur remboursement en cas de liquidation du débiteur n'est possible qu'après désintéressement des autres créanciers. Les titres seniors non préférés créés par la loi Sapin 2 sont classés parmi les dettes représentées par un titre.

Ces passifs sont comptabilisés à leur juste valeur, lors de leur entrée dans le bilan, puis sont valorisés, lors des arrêts suivants, au coût amorti, en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Pour les titres émis, la juste valeur initiale est leur valeur d'émission, le cas échéant, diminuée des coûts de transaction.

#### Contrats d'épargne réglementée

Parmi les passifs au coût amorti figurent les comptes épargne logement (CEL) et les plans épargne logement (PEL) qui sont des produits réglementés français accessibles à la clientèle (personnes physiques). Ces produits associent une phase d'épargne rémunérée ouvrant des droits à un prêt immobilier dans une seconde phase. Ils génèrent des engagements de deux ordres pour l'établissement distributeur :

- un engagement de rémunération future de l'épargne à un taux fixe (uniquement sur les PEL, le taux de rémunération des CEL étant assimilable à un taux variable, périodiquement révisé en fonction d'une formule d'indexation) ;
- un engagement d'accord de prêt aux clients qui le demandent, à des conditions prédéterminées (PEL et CEL).

Ces engagements ont été estimés sur la base de statistiques comportementales des clients et de données de marché. Une provision est constituée au passif du bilan, afin de couvrir les charges futures liées aux conditions potentiellement défavorables de ces produits, par rapport aux taux d'intérêt offerts à la clientèle des particuliers pour des produits similaires, mais non réglementés en termes de rémunération. Cette approche est menée par génération homogène en termes de conditions réglementées de PEL et de CEL. Les impacts sur le résultat sont inscrits parmi les intérêts versés à la clientèle.

### 3.1.3 Distinction Dettes et Capitaux propres

Les instruments financiers émis par le groupe sont comptablement qualifiés d'instruments de dettes, dès lors qu'il existe une obligation contractuelle pour le groupe de délivrer de la trésorerie aux détenteurs de titres. C'est notamment le cas pour tous les titres subordonnés émis par le groupe.

### 3.1.4 Opérations en devises

Les actifs et passifs financiers libellés dans une devise autre que la devise fonctionnelle sont convertis au taux de change à la date de clôture.

#### Actifs ou passifs financiers monétaires

Les gains ou pertes de change provenant de ces conversions sont comptabilisés dans le compte de résultat, sous la rubrique « gains ou pertes nets sur portefeuille à la juste valeur par résultat ».

#### Actifs ou passifs financiers non monétaires évalués à la juste valeur

Les gains ou pertes de change provenant de ces conversions sont comptabilisés dans le compte de résultat sous la rubrique « gains ou pertes nets sur portefeuille à la juste valeur par résultat » si l'élément est classé en juste valeur par résultat ou parmi les plus ou moins-values latentes ou différées lorsqu'il s'agit d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres.

### 3.1.5 Dérivés et comptabilité de couverture

IFRS 9 permet aux entités de choisir, lors de la première application, d'appliquer les nouvelles dispositions en termes de comptabilité de couverture, ou de maintenir celles d'IAS 39.

Le groupe a choisi de conserver les dispositions d'IAS 39. Des informations complémentaires en annexe ou dans le rapport de gestion sont, en revanche, incluses sur la gestion des risques et les effets de la comptabilité de couverture sur les états financiers, conformément à IFRS 7 révisé.

En outre, les dispositions prévues dans IAS 39 pour la couverture de valeur du risque de taux d'un portefeuille d'actifs ou passifs financiers, telles qu'adoptées par l'Union européenne, continuent de s'appliquer.

Les instruments financiers dérivés sont des instruments qui présentent les trois caractéristiques suivantes :

- leur valeur fluctue en fonction de la variation d'un sous-jacent (taux d'intérêt, cours de change, actions, indices, matières premières, notations de crédit, etc.) ;
- ils ne requièrent qu'un investissement initial faible ou nul ;
- leur règlement intervient à une date future.

Le groupe traite des instruments dérivés simples (swaps, options vanilles), principalement de taux et classés essentiellement en niveau 2 de la hiérarchie de valeur. Tous les instruments financiers dérivés sont comptabilisés à leur juste valeur au bilan parmi les actifs ou passifs financiers. Ils sont comptabilisés par défaut comme des instruments de transaction, sauf à pouvoir être qualifiés d'instruments de couverture.

### 3.1.5.1 Détermination de la juste valeur des dérivés

La majorité des dérivés de gré à gré, swaps, accords de taux futurs, caps, floors et options simples est valorisée selon des modèles standards, communément admis (méthode d'actualisation des flux futurs, modèle de Black and Scholes, techniques d'interpolation), fondés sur des données observables dans le marché (par exemple des courbes de taux). La valorisation de ces modèles est ajustée, afin de tenir compte des risques de liquidité et de crédit, associés à l'instrument ou au paramètre concerné, des primes de risque spécifiques destinées à compenser certains surcoûts qu'induirait la stratégie de gestion dynamique associée au modèle dans certaines conditions de marché et le risque de contrepartie présent dans la juste valeur positive des dérivés de gré à gré. Ce dernier inclut le risque de contrepartie propre présent dans la juste valeur négative des dérivés de gré à gré.

Lors de l'établissement des ajustements de valeur, chaque facteur de risque est considéré individuellement et aucun effet de diversification entre risques, paramètres ou modèles de nature différente n'est pris en compte. Une approche de portefeuille est le plus souvent retenue pour un facteur de risque donné.

Les dérivés sont comptabilisés en actifs financiers, lorsque la valeur de marché est positive, en passifs financiers, lorsqu'elle est négative.

### 3.1.5.2 Classification des dérivés et comptabilité de couverture

#### Dérivés classés en actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

Par défaut, tous les dérivés non qualifiés d'instruments de couverture selon les normes IFRS sont classés dans les catégories « actifs ou passifs financiers à la juste valeur par résultat », même si économiquement, ils ont été souscrits en vue de couvrir un ou plusieurs risques.

Un dérivé incorporé est une composante d'un instrument hybride qui, séparé de son contrat hôte, répond à la définition d'un dérivé. Il a notamment pour effet de faire varier certains flux de trésorerie de manière analogue à celle d'un dérivé autonome.

Ce dérivé est détaché du contrat hôte qui l'abrite pour être comptabilisé séparément en tant qu'instrument dérivé en juste valeur par résultat lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- il répond à la définition d'un dérivé ;
- l'instrument hybride abritant ce dérivé incorporé n'est pas évalué en juste valeur par résultat ;
- les caractéristiques économiques du dérivé et ses risques associés ne sont pas considérés comme étroitement liés à ceux du contrat hôte ;
- l'évaluation distincte du dérivé incorporé à séparer est suffisamment fiable pour fournir une information pertinente.

S'agissant d'instruments financiers sous IFRS 9, seuls les dérivés incorporés à des passifs financiers peuvent être détachés du contrat hôte pour être comptabilisés séparément.

Les gains et pertes réalisés et latents sont comptabilisés au compte de résultat dans la rubrique « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

#### Comptabilités de couverture

##### Risques couverts

Le groupe ne couvre comptablement que le risque de taux, via la micro-couverture ou plus largement par le biais de la macro-couverture.

La micro-couverture est une couverture partielle des risques qu'encourt une entité sur les actifs et passifs qu'elle détient. Elle s'applique spécifiquement à un ou à plusieurs actifs ou passifs pour lesquels l'entité couvre le risque de variation défavorable d'un type de risque, à l'aide de dérivés.

La macro-couverture vise à immuniser l'ensemble du bilan du groupe contre des évolutions défavorables, notamment des taux.

La gestion globale du risque de taux est décrite dans le rapport de gestion, tout comme les autres risques (change, crédit...) qui peuvent faire l'objet d'une couverture économique se traduisant par l'adossement naturel des actifs/passifs ou la comptabilisation des dérivés en transaction.

La micro-couverture s'effectue notamment dans le cadre des asset swaps. Elle vise généralement à transformer un instrument à taux fixe en instrument à taux variable.

Trois formes de relation de couverture sont possibles. Le choix de la relation de couverture est effectué en fonction de la nature du risque couvert :

- la couverture de juste valeur permet de couvrir l'exposition aux variations de juste valeur des actifs ou passifs financiers ;
- la couverture de flux de trésorerie sert à couvrir l'exposition aux variations des flux de trésorerie d'actifs ou passifs financiers, d'engagements fermes ou de transactions futures ;
- la couverture d'investissements nets en devises est comptabilisée comme la couverture de flux de trésorerie, elle n'a pas été utilisée par le groupe.

Les dérivés de couverture doivent satisfaire aux différents critères requis par la norme IAS 39 pour être comptablement qualifiés d'instruments de couverture. En particulier :

- l'instrument de couverture et l'élément couvert doivent tous deux être éligibles à la comptabilité de couverture ;
- la relation entre l'élément couvert et l'instrument de couverture doit être formellement documentée, dès la mise en place de la relation de couverture. Cette documentation spécifie notamment les objectifs de gestion du risque de la direction, la nature du risque couvert, la stratégie sous-jacente ainsi que les modalités de mesure de l'efficacité de couverture ;
- l'efficacité de cette couverture doit être démontrée, lors de la mise en place de la relation de couverture, puis tout au long de sa durée de vie, au moins à chaque date d'arrêté. Le rapport, entre la variation de valeur ou de résultat de l'instrument de couverture et celle de l'élément couvert, doit se situer dans un intervalle de 80 % à 125 %.

Le cas échéant, la comptabilité de couverture cesse d'être appliquée et ce, sur base prospective.

#### **Couverture de juste valeur d'actifs ou de passifs financiers identifiés**

Dans le cas d'une relation de couverture de juste valeur, les dérivés sont réévalués à leur juste valeur par contrepartie du compte de résultat dans la rubrique « gains ou pertes nets sur instruments financiers en juste valeur par résultat » symétriquement à la réévaluation des éléments couverts en résultat, liée au risque couvert. Cette règle s'applique également, si l'élément couvert est comptabilisé au coût amorti ou, s'il s'agit d'un instrument de dettes classé en « Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres ». Les variations de juste valeur de l'instrument de couverture et de la composante risque couverte se compensent partiellement ou totalement, il ne reste en résultat que l'éventuelle inefficacité de la couverture. Elle peut résulter de :

- la composante « risque de contrepartie » intégrée dans la valeur des dérivés ;
- la différence de courbe de valorisation entre les éléments couverts et de couverture. En effet, les swaps sont valorisés avec une courbe OIS s'ils sont collatéralisés ou avec une courbe BOR dans le cas inverse. Les éléments couverts sont valorisés avec une courbe Bor.

La partie correspondante au réescompte de l'instrument financier dérivé est portée au compte de résultat, dans la rubrique « Produits et charges d'intérêts », symétriquement aux produits ou charges d'intérêts relatifs à l'élément couvert.

En cas d'interruption de la relation de couverture ou de non-respect des critères d'efficacité, la comptabilité de couverture cesse d'être appliquée sur une base prospective. Les dérivés de couverture sont transférés en « actifs ou passifs financiers à la juste valeur par résultat » et sont comptabilisés selon les principes applicables à cette catégorie. La valeur au bilan de l'élément couvert n'est postérieurement plus ajustée pour refléter les variations de juste valeur. Dans le cas d'instruments de taux identifiés initialement couverts, la réévaluation est amortie sur sa durée de vie résiduelle. Si les éléments couverts ne figurent plus au bilan du fait notamment de remboursements anticipés, les ajustements cumulés sont immédiatement portés en compte de résultat.

#### **Dérivés de macro-couverture**

Le groupe utilise les possibilités offertes par la Commission européenne pour la comptabilisation de ses opérations de macro-couverture. En effet, les modifications apportées par l'Union européenne à la norme IAS 39 (carve-out) permettent d'inclure les dépôts à vue de la clientèle dans les portefeuilles de passifs à taux fixes couverts et, de ne mesurer aucune inefficacité en cas de sous-couverture. Les dépôts à vue sont intégrés en fonction des lois d'écoulement définies par la gestion de bilan.

Pour chaque portefeuille d'actifs ou de passifs financiers portant un taux fixe, l'efficacité de la relation de couverture est vérifiée à travers :

- un test d'absence de sur-couverture : le groupe s'assure que prospectivement et rétrospectivement, l'échéancier des éléments couverts est supérieur aux dérivés de couverture ;
- un test de non disparition de l'élément couvert qui consiste à s'assurer que la position maximale couverte historiquement est inférieure au nominal du portefeuille couvert à la date d'arrêt pour chaque bande de maturité future et chaque génération de taux ;
- un test quantitatif destiné à s'assurer rétrospectivement que les variations de juste valeur de l'instrument synthétique modélisé compensent les variations de juste valeur des instruments de couverture.

Les sources d'inefficacité liées à la macro-couverture résultent des décalages des courbes utilisées pour modéliser les portefeuilles couverts et les dérivés de couverture, et des éventuels décalages de tombées d'intérêts de ces éléments.

Le traitement comptable des instruments dérivés de macro-couverture de juste valeur est similaire à celui des dérivés de couverture de juste valeur.

Les variations de juste valeur des portefeuilles couverts sont enregistrées au bilan dans la rubrique « Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux » par la contrepartie du compte de résultat.

#### **Couverture de flux de trésorerie**

Dans le cas d'une relation de couverture de flux de trésorerie, les dérivés sont réévalués au bilan en juste valeur, par contrepartie des capitaux propres pour la partie efficace. La partie considérée comme inefficace est enregistrée au compte de résultat, dans la rubrique « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Les montants enregistrés en capitaux propres sont repris en résultat, dans la rubrique « Produits et charges d'intérêts », au même rythme que les flux de l'élément couvert affectent le résultat.

Les éléments couverts restent comptabilisés conformément aux règles spécifiques à leur catégorie comptable. En cas d'interruption de la relation de couverture ou de non-respect des critères d'efficacité, la comptabilité de couverture cesse d'être appliquée. Les montants cumulés inscrits en capitaux propres, au titre de la réévaluation du dérivé de couverture, sont maintenus en capitaux propres, jusqu'à ce que la transaction couverte affecte elle-même le résultat ou, lorsqu'il est déterminé qu'elle ne se réalisera pas. Ces montants sont alors transférés en résultat.

En cas de disparition de l'élément couvert, les montants cumulés inscrits en capitaux propres sont immédiatement transférés en résultat.

#### **Réforme des taux de référence**

Dans le cadre de la réforme IBOR, le groupe applique les assouplissements en matière de comptabilité de couverture, pour les changements liés à la réforme IBOR :

- avant la définition des indices de substitution maintien des relations de couvertures existantes dans ce contexte exceptionnel et temporaire, et jusqu'à ce que l'incertitude créée par la réforme des taux IBOR soit levée, sur le choix d'un nouvel indice et la date effective de ce changement.
- après définition des indices de substitution, notamment :
  - la mise à jour de la désignation du risque couvert et de la documentation, sans impact sur la continuité des relations de couverture,
  - une exception temporaire sur le caractère « séparément identifiable » d'une composante de risque couverte non contractuellement spécifiée. Une telle composante de risque indexée sur un taux de remplacement sera considérée comme identifiable de manière séparée s'il est raisonnable qu'elle le devienne sous un délai de 24 mois après désignation, dans le contexte de développement des marchés des indices de remplacement.

#### **3.1.6 Garanties financières et engagements de financement**

Un contrat est qualifié de garantie financière s'il impose à l'émetteur d'effectuer des paiements spécifiques à effectuer pour rembourser son titulaire d'une perte qu'il encourt, en raison de la défaillance d'un débiteur spécifié à effectuer un paiement à l'échéance en vertu d'un instrument de dette.

Ces contrats peuvent être qualifiés de contrats d'assurance s'ils transfèrent un risque d'assurance significatif. Dans ce cas, ils entrent dans le champ d'application de la norme IFRS 17.

S'ils prévoient des paiements en réponse aux variations d'une variable financière (prix, notation ou indice de crédit, ...) ou d'une variable non financière, à condition que dans ce cas la variable ne soit pas spécifique à une des parties au contrat, ces garanties sont alors traitées comme des instruments dérivés, entrant dans le champ d'application d'IFRS 9.

Les engagements de financement qui ne sont pas considérés comme des instruments dérivés au sens de la norme IFRS 9, ne figurent pas au bilan. Ils font toutefois l'objet de provisions, conformément aux dispositions de la norme IFRS 9.

### 3.1.7 Décomptabilisation des actifs et passifs financiers

Le groupe décomptabilise tout ou partie d'un actif financier (ou d'un groupe d'actifs similaires) lorsque les droits contractuels aux flux de trésorerie de l'actif expirent (en cas de renégociations commerciales), ou lorsque le groupe a transféré les droits contractuels à recevoir les flux de trésorerie de l'actif financier, et la quasi-totalité des risques et avantages liés à la propriété de cet actif.

Lors de la décomptabilisation d'un :

- actif ou passif financier au coût amorti ou à la juste valeur par résultat, un gain ou une perte de cession est enregistré dans le compte de résultat pour un montant égal à la différence entre la valeur comptable de cet actif ou passif et la valeur de la contrepartie reçue/versée ;
- instrument de dettes à la juste valeur par capitaux propres : les gains ou pertes latents précédemment comptabilisés en capitaux propres sont constatés en compte de résultat, ainsi que les plus et moins-values de cession ;
- instrument de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres : les gains ou pertes latents précédemment comptabilisés en capitaux propres ainsi que les plus et moins-values de cession sont constatées en réserves consolidées sans transiter par le compte de résultat.

Le groupe décomptabilise un passif financier lorsque l'obligation précisée au contrat est éteinte, annulée ou arrivée à expiration. Un passif financier peut également être décomptabilisé en cas de modification substantielle de ses conditions contractuelles ou d'échange avec le prêteur contre un instrument dont les conditions contractuelles sont substantiellement différentes.

### 3.1.8 Évaluation du risque de crédit

Le modèle de dépréciation de la norme IFRS 9 est fondé sur une approche « pertes attendues » tandis que celui d'IAS 39 reposait sur un modèle de pertes de crédit avérées, impliquant une comptabilisation jugée trop tardive et trop faible des pertes de crédit au moment de la crise financière.

Dans ce modèle IFRS 9, les dépréciations sont constatées, pour les actifs financiers n'ayant pas fait l'objet d'indications objectives de pertes à titre individuel, à partir d'historique de pertes observées mais aussi de prévisions raisonnables et justifiables des flux futurs de trésorerie.

Ainsi, ce modèle de dépréciation de la norme IFRS 9 s'applique à l'ensemble des instruments de dettes évalués au coût amorti ou en juste valeur par capitaux propres, ainsi qu'aux engagements de financement et aux garanties financières. Ces encours sont répartis en 3 catégories :

- statut 1 – encours sains non dégradés : provisionnement sur la base des pertes de crédit attendues à 12 mois (résultant de risques de défaut dans les 12 mois à venir) dès l'entrée au bilan des actifs financiers, et tant qu'aucune augmentation significative du risque de crédit n'est constatée depuis la comptabilisation initiale ;
- statut 2 – encours sains dégradés : provisionnement sur la base des pertes de crédit attendues à maturité (résultant de risques de défauts sur toute la durée de vie résiduelle de l'instrument) dès lors qu'une augmentation significative du risque de crédit est constatée depuis la comptabilisation initiale, et
- statut 3 – encours douteux : catégorie regroupant les actifs financiers pour lesquels il existe une indication objective de perte de valeur liée à un événement survenu postérieurement à la mise en place du prêt.

Pour les statuts 1 et 2, la base de calcul des produits d'intérêt est la valeur brute de l'actif avant dépréciation tandis que pour le statut 3, il s'agit de la valeur nette après dépréciation.

#### 3.1.8.1 Gouvernance

Le groupe CIC en tant que filiale du groupe Crédit Mutuel Alliance Fédérale bénéficie de la même organisation que les autres groupes régionaux du Crédit Mutuel.

Les modèles pour l'affectation dans les compartiments, les scénarios prospectifs et les méthodologies de calcul des paramètres constituent le socle méthodologique des calculs de dépréciation. Ils sont validés au plus haut niveau du groupe et ont vocation à être appliqués dans l'ensemble des entités en fonction des portefeuilles concernés. L'ensemble du socle méthodologique puis toute modification de méthodologie, de pondération des scénarios ou de calcul des paramètres ainsi que le calcul des provisions devront faire l'objet d'une validation par les instances dirigeantes du groupe Crédit Mutuel.

Les instances dirigeantes se composent des organes de surveillance et exécutifs tels que définis par l'article 10 de l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne. Compte-tenu des spécificités de l'organisation non centralisée du groupe Crédit Mutuel, les organes de surveillance et de Direction se répartissent en deux niveaux : le national et le régional.

Le principe de subsidiarité, en vigueur au sein du groupe Crédit Mutuel, préside à la répartition des rôles entre le national et le régional, tant en mode projet que pour le fonctionnement en mode pérenne du dispositif de calcul de la dépréciation des actifs.

Au niveau national, le GT Bâle 3 approuve les procédures, les modèles et les méthodologies nationales à appliquer par les groupes régionaux. Toute évolution de calibrage des scénarios ou des paramètres utilisés dans le modèle de provisionnement IFRS 9 fait l'objet d'une validation par cette instance.

Au niveau régional, les groupes régionaux ont en charge le calcul de leurs provisions IFRS 9 au sein de leurs entités, sous la responsabilité et le contrôle de leurs organes exécutifs et de surveillance respectifs.

#### 3.1.8.2 Définition de la frontière entre les statuts 1 et 2

Le groupe s'appuie sur les modèles développés pour les besoins prudentiels et a ainsi retenu un découpage similaire de ses encours :

- les portefeuilles LDP (Low Default Portfolio, portefeuille à faible nombre de défaut pour lequel le modèle de notation repose sur une évaluation d'expert) : Grands comptes, Banques, Collectivités locales, Souverains, Financements spécialisés. Ces portefeuilles sont composés de produits tels que les crédits de fonctionnement, crédits de fonctionnement court terme, comptes courants... ;
- les portefeuilles HDP (High Default Portfolio, portefeuille qui présente un nombre de défaut suffisant pour établir un modèle de notation statistique) : Corporate de masse, Retail. Ces portefeuilles sont composés entre autres des produits prêts à l'habitat, crédit à la consommation, revolving, comptes courants....

L'augmentation significative du risque de crédit, qui implique un transfert d'un encours de statut 1 à statut 2, s'apprécie en :

- tenant compte de toutes les informations raisonnables et justifiables, et
- en comparant le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de clôture avec celui à la date de la comptabilisation initiale.

Pour le groupe, cela se traduit par la mesure du risque au niveau de l'emprunteur, le système de notation des contreparties étant commun à l'ensemble du groupe. L'ensemble des contreparties du groupe éligibles aux approches internes, sont notées par le système. Celui-ci se fonde sur :

- des algorithmes statistiques ou « notations de masse », reposant sur un ou plusieurs modèles, basés sur une sélection de variables représentatives et prédictives du risque (HDP), ou
- des grilles de cotation élaborées par des experts (LDP).

L'évaluation de la variation du risque depuis la comptabilisation initiale est réalisée contrat par contrat. Contrairement au statut 3, le transfert d'un contrat d'un client en statut 2 n'entraîne pas le transfert de l'ensemble des encours ou de ceux des parties liées (absence de contagion).

A noter que le groupe remet immédiatement en statut 1, toute exposition saine qui ne remplirait plus les critères d'entrée en statut 2 (tant qualitatifs que quantitatifs).

Le groupe a démontré qu'une corrélation importante existe entre les probabilités de défaut à 12 mois et à terminaison, ce qui lui permet d'utiliser le risque de crédit à 12 mois, comme une approximation raisonnable de la variation du risque depuis la comptabilisation initiale ainsi que le permet la norme.

#### Critères quantitatifs

Sur les portefeuilles LDP, la frontière repose sur une matrice d'affectation qui met en rapport les notations internes à l'octroi et en date d'arrêt. Ainsi, plus la cotation à l'octroi est risquée, plus la tolérance relative du groupe face à une dégradation significative du risque est faible.

Sur les portefeuilles HDP, depuis le 31 décembre 2023, le groupe est engagé dans l'adaptation des critères d'évaluation de l'augmentation significative du risque de crédit, en lien avec les recommandations émises par l'Autorité bancaire européenne et la Banque centrale européenne.

Selon ces nouveaux critères le groupe a opté pour la simplification opérationnelle proposée par la norme permettant le maintien en Statut 1 des encours présentant un risque faible en date d'arrêt, dès lors que les 3 conditions suivantes sont respectées :

- l'actif financier présente un risque de défaut faible ;
- l'emprunteur démontre une solide capacité à remplir ses obligations au titre des flux de trésorerie contractuels à verser à court terme ;
- cette capacité qu'a l'emprunteur de remplir ses obligations contractuelles à court terme n'est pas nécessairement diminuée du fait de changements défavorables dans les conditions économiques et commerciales à plus long terme.

Le risque de crédit est présumé avoir augmenté significativement lorsque la probabilité de défaut de l'instrument a été multipliée par au moins 3 depuis l'origination. Enfin, la formule de la courbe frontière, qui met en rapport la probabilité de défaut à l'octroi et la probabilité de défaut à la date d'arrêt a été revue afin de mieux refléter la dimension prospective au sein des portefeuilles HDP.

#### Critères qualitatifs

Le groupe associe à ces données quantitatives, des critères qualitatifs tels que les impayés/retards de plus de 30 jours, la notion de crédits restructurés...

Des méthodes reposant exclusivement sur les critères qualitatifs sont utilisées pour les entités ou petits portefeuilles, classés prudemment en méthode standard et ne disposant pas de systèmes de notation.

#### 3.1.8.3 Statuts 1 et 2 – calcul des pertes de crédit attendues

Les pertes de crédit attendues sont évaluées en multipliant l'encours actualisé au taux du contrat par sa probabilité de défaut (PD) et par le taux de pertes en cas de défaut (LGD). Le hors-bilan est converti en équivalent bilan sur la base de la probabilité de tirage. La probabilité de défaut à 1 an est utilisée pour le statut 1 et la courbe de probabilité à terminaison (1 à 10 ans) pour le statut 2.

Ces paramètres reposent sur un socle commun aux modèles prudentiels, les formules étant adaptées aux besoins IFRS 9. Ils sont utilisés tant pour l'affectation aux statuts que pour le calcul des pertes attendues.

#### Probabilités de défaut

Elles reposent pour :

- les portefeuilles à fort taux de défaut, sur les modèles homologués en méthode IRB-A ;
- les portefeuilles à faible taux de défaut, sur une échelle de probabilité de défaut externe établie sur une profondeur d'historique remontant à 1981,

#### Pertes en cas de défaut

Elles reposent pour :

- les portefeuilles à fort taux de défaut, sur les flux de récupérations observés sur un historique long, actualisés aux taux d'intérêt des contrats, segmentés par type de produits et par type de garanties ;
- les portefeuilles à faible taux de défaut, sur des niveaux forfaitaires (60 % sur les souverains et 40 % sur le reste),

#### Facteurs de conversion

Pour tous les produits, y compris les crédits revolving, ils servent à convertir les encours hors-bilan en équivalent bilan et reposent principalement sur les modèles prudentiels.

#### Dimension prospective

Pour le calcul des pertes de crédit attendues, la norme requiert la prise en compte des informations raisonnables et justifiables, y compris les informations de nature prospective. L'élaboration de la dimension prospective requiert d'anticiper l'évolution de l'économie et de relier ces anticipations aux paramètres de risques. Cette dimension prospective est déterminée au niveau groupe et est prise en compte à travers la modélisation des probabilités de défaut et par la déformation des matrices de migration de note interne (ou paramètre de risque).

Pour les portefeuilles à fort taux de défaut, la dimension prospective incluse dans la probabilité de défaut intègre trois scénarios (optimiste, central, pessimiste), qui sont pondérés en fonction de la vision du groupe quant à l'évolution du cycle économique sur 5 ans (validation par les directeurs généraux des différents groupes régionaux et du groupe Crédit Mutuel).

Ces scénarios sont élaborés par les économistes du groupe, en tenant compte des données macroéconomiques (PIB, taux de chômage, taux d'inflation, taux d'intérêt court terme et long terme, ...) publiées par les institutions (FMI, Banque mondiale, BCE, OCDE).

Le poids à attribuer au scénario servant au calcul des pertes de crédit attendues est fixé à minima à 50 % pour le scénario central et le poids des deux scénarios alternatifs est défini selon l'évolution du cycle économique anticipée par les économistes du groupe. Les pondérations sont actualisées à minima semestriellement.

Toutefois, l'approche prospective intégrée au modèle de pertes de crédit attendues pourrait être ajustée pour intégrer des éléments qui n'auraient pas été capturés par les scénarios parce qu'ils sont :

- récents, au sens où ils se sont produits quelques semaines avant la date d'arrêt des comptes ;
- non intégrables à un scénario : par exemple des évolutions réglementaires qui affecteront avec certitude et de façon significative les paramètres de risque, sans précédent dans la chronique historique et dont la mesure d'impact est possible moyennant le recours à certaines hypothèses.

Des ajustements post-modèles peuvent être considérés pour prendre en compte les conséquences d'incidents climatiques sur les pertes attendues ou les perspectives de dégradation de certains secteurs économiques.

Pour les portefeuilles à faible taux de défaut, l'incorporation des informations prospectives est appliquée sur les modèles grands comptes et banques, et non sur les modèles collectivités, souverains et financements spécialisés. Les effets des ajustements sont décrits ci-avant dans le paragraphe sur le risque de crédit.

#### 3.1.8.4 Statut 3 – Encours douteux

En statut 3, une dépréciation est constatée, dès lors qu'il existe une preuve objective de dépréciation, résultant d'un ou de plusieurs événements survenus après la mise en place du prêt – ou d'un groupe de prêts – susceptibles de générer une perte. La dépréciation est égale à la différence entre la valeur comptable et la valeur actualisée, au taux d'intérêt effectif d'origine du prêt, des flux futurs estimés tenant compte de l'effet des garanties. En cas de taux variable, c'est le dernier taux contractuel connu qui est retenu.

Le groupe applique la nouvelle définition du défaut prudentiel conformément aux lignes directrices de l'ABE, et aux normes techniques de réglementation sur les notions de seuils de matérialité applicables.

Les principales évolutions liées à l'implémentation de cette nouvelle définition sont les suivantes :

- l'analyse du défaut s'effectue dorénavant en traitement quotidien au niveau de l'emprunteur et non plus au niveau du contrat ;
- le nombre de jours de retard s'apprécie au niveau d'un emprunteur (obligor) ou d'un groupe d'emprunteurs (joint obligor) ayant un engagement commun ;
- le défaut est déclenché lorsque 90 jours d'arriérés consécutifs sont constatés au niveau d'un emprunteur/groupe d'emprunteurs. Le décompte du nombre de jours est lancé au franchissement simultané des seuils de matérialité absolus (100 euros Retail, 500 euros Corporate) et relatif (plus de 1 % des engagements bilan en retard). Le compteur est réinitialisé dès le franchissement à la baisse d'un des deux seuils ;
- le périmètre de contagion du défaut s'étend à la totalité des créances de l'emprunteur, et aux engagements individuels des emprunteurs participant à une obligation de crédit conjointe ;
- la période probatoire minimale est de trois mois avant retour au statut sain pour les actifs non restructurés.

Le groupe a déployé cette nouvelle définition du défaut sur les entités IRB selon l'approche en deux étapes proposée (two-step approach) par l'ABE :

- étape 1 – Elle consiste à présenter une auto-évaluation et une demande d'autorisation auprès du superviseur. L'autorisation de mise en œuvre a été obtenue par le groupe en octobre 2019 ;
- étape 2 – Elle consiste à implémenter dans les systèmes la nouvelle définition du défaut, puis à recalibrer le cas échéant les modèles après une période d'observation de 12 mois des nouveaux défauts.

Le groupe estime que cette nouvelle définition du défaut telle qu'elle est requise par l'ABE est représentative d'une preuve objective de dépréciation au sens comptable. Le groupe a ainsi aligné les définitions de défaut comptable (statut 3) et prudentiel. Cette évolution constitue un changement d'estimation, dont l'impact non significatif est comptabilisé en résultat au cours de l'exercice du changement.

#### 3.1.8.5 Actifs financiers dépréciés dès l'origine

Il s'agit de contrats dont la contrepartie est en douteux en date de comptabilisation initiale ou d'acquisition. Si l'emprunteur est en douteux en date d'arrêt, ils sont classés en statut 3 ; sinon ils sont classés parmi les encours sains, identifiés dans une catégorie « actifs dépréciés dès l'origine » et font l'objet d'un provisionnement selon la même méthode que les expositions en statut 2, à savoir une perte attendue sur la durée de vie résiduelle du contrat.

#### 3.1.8.6 Comptabilisation

Les dotations sur dépréciation et provision sont enregistrées dans le coût du risque de contrepartie. Les reprises de dépréciation et provision sont enregistrées en coût du risque de contrepartie, pour la partie relative à la variation du risque et, en marge d'intérêts, pour la partie relative au passage du temps. La dépréciation vient en moins de l'actif, pour les prêts et créances et la provision est positionnée au passif dans le poste « provisions », pour les engagements de financement et de garantie (cf. « 3.1.6 Garanties financières et engagements de financement » et « 3.2.2 Provisions »). Pour les actifs en juste valeur par capitaux propres, la dépréciation constatée en coût du risque trouve sa contrepartie en « Gains ou pertes latents ou différés ».

Les créances irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations et provisions correspondantes font l'objet d'une reprise.

#### 3.1.9 Détermination de la juste valeur des instruments financiers

La juste valeur est le montant auquel un actif pourrait être vendu ou un passif transféré, entre des parties bien informées, et consentantes agissant dans des conditions de concurrence normales.

Lors de la comptabilisation initiale d'un instrument, la juste valeur est généralement le prix de transaction.

Lors des évaluations ultérieures, cette juste valeur doit être déterminée. La méthode de détermination à appliquer varie selon que l'instrument est négocié sur un marché considéré comme actif ou pas.

##### 3.1.9.1 Instruments négociés sur un marché actif

Lorsque les instruments sont négociés sur un marché actif, la juste valeur est déterminée en fonction des prix cotés, car ils représentent alors la meilleure estimation possible de la juste valeur. Un instrument financier est considéré comme coté sur un marché actif, si des cours sont aisément et régulièrement disponibles (auprès d'une bourse, d'un courtier, d'un intermédiaire ou encore sur un système de cotation) et que ces prix représentent des transactions réelles et intervenant régulièrement sur le marché, dans des conditions de concurrence normale.

### 3.1.9.2 Instruments négociés sur un marché non actif

Les données observables sur un marché sont à retenir, tant qu'elles reflètent la réalité d'une transaction dans des conditions normales à la date d'évaluation, et qu'il n'est pas nécessaire d'ajuster cette valeur de manière trop importante. Dans les autres cas, le groupe utilise des données non observables, mark-to-model.

Lorsqu'il n'y a pas de données observables ou lorsque les ajustements des prix de marché nécessitent de se baser sur des données non observables, l'entité peut utiliser des hypothèses internes relatives aux flux de trésorerie futurs et de taux d'actualisation, comprenant les ajustements liés aux risques que le marché intégrerait. Ces ajustements de valorisation permettent d'intégrer notamment, des risques qui ne seraient pas appréhendés par le modèle, des risques de liquidité associés à l'instrument ou au paramètre concerné, des primes de risque spécifiques destinées à compenser certains surcoûts qu'induirait la stratégie de gestion dynamique associée au modèle dans certaines conditions de marché.

Lors de l'établissement des ajustements de valeur, chaque facteur de risque est considéré individuellement et aucun effet de diversification entre risques, paramètres ou modèles de nature différente n'est pris en compte. Une approche de portefeuille est le plus souvent retenue pour un facteur de risque donné. Dans tous les cas, les ajustements sont pratiqués par le groupe de manière raisonnable et appropriée, en ayant recours au jugement.

### 3.1.9.3 Hiérarchie de juste valeur

Il existe trois niveaux de juste valeur des instruments financiers :

- niveau 1 : prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques ; sont notamment concernés les titres de créances cotés par au moins trois contributeurs et les dérivés cotés sur un marché organisé ;
- niveau 2 : des données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, soit directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des données dérivées de prix). Sont notamment présentés en niveau 2 les swaps de taux d'intérêt dont la juste valeur est généralement déterminée à l'aide de courbes de taux fondées sur les taux d'intérêt du marché observés à la date d'arrêt ;
- niveau 3 : des données relatives à l'actif ou au passif, qui ne sont pas des données observables de marché (données non observables). Figurent notamment dans cette catégorie les titres de participations non consolidées détenus ou non via les entités de capital risque, dans les activités de marché, les titres de créances cotés par un seul contributeur et les dérivés utilisant principalement des paramètres non observables. L'instrument est classé au même niveau de la hiérarchie que le plus bas niveau de la donnée d'entrée qui est importante pour la juste valeur prise dans son ensemble. Compte tenu de la diversité et de la volumétrie des instruments valorisés en niveau 3, la sensibilité de la juste valeur à la variation des paramètres serait peu significative.

## 3.2 Instruments non financiers

### 3.2.1 Contrats de location

Un contrat de location est un accord par lequel le bailleur cède au preneur, pour une période déterminée, le droit d'utilisation d'un actif en échange d'un paiement ou d'une série de paiements.

Un contrat de location financement est un contrat de location ayant pour effet de transférer au preneur la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété d'un actif. Le transfert de propriété peut intervenir ou non, in fine.

Un contrat de location simple désigne tout contrat de location autre qu'un contrat de location financement.

#### 3.2.1.1 Opérations de location financement bailleur

Conformément à IFRS 16, les opérations de location financement réalisées avec des sociétés extérieures au groupe figurent au bilan consolidé, pour leurs encours déterminés d'après la comptabilité financière. Les opérations de location financement permettent de transférer aux locataires la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété du bien loué. Ainsi, l'analyse de la substance économique des opérations conduit à :

- sortir du bilan l'immobilisation louée ;
- constater une créance, en Actifs financiers au coût amorti, pour une valeur actualisée au taux implicite du contrat, des paiements de location à recevoir au titre du contrat de location-financement, majorée de toute valeur résiduelle non garantie revenant au bailleur ;
- comptabiliser des impôts différés au titre des différences temporelles existantes tout au long de la vie de l'opération de location-financement ;
- comptabiliser en marge nette d'intérêt, le revenu net de l'opération de location, celui-ci étant représentatif du taux de rentabilité périodique constant sur l'encours restant dû.

Le risque de crédit sur les créances financières est évalué et comptabilisé selon IFRS 9 (Cf. § « 3.1.8 Évaluation du risque de crédit »).

#### 3.2.1.2 Opérations de location financement preneur

Conformément à IFRS 16, les droits d'utilisation sont inscrits à l'actif dans le poste « immobilisations corporelles » en contrepartie d'une dette locative comptabilisée dans le poste « comptes de régularisation et passifs divers ». Les loyers versés sont ventilés entre charges d'intérêt et remboursement du principal de la dette.

### 3.2.2 Provisions

Les dotations et reprises de provisions sont classées par nature dans les postes de charges et produits correspondants.

Une provision est constituée, lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre une obligation née d'un événement passé et, lorsque le montant de l'obligation peut être estimé de façon fiable. Le montant de cette obligation est actualisé, le cas échéant, pour déterminer le montant de la provision. Les provisions constituées par le groupe couvrent notamment :

- les risques opérationnels ;
- les engagements sociaux ;
- les risques d'exécution des engagements par signature ;
- les litiges et garanties de passif ;
- les risques fiscaux ;
- les risques liés à l'épargne logement.

### 3.2.3 Avantages au personnel

Les engagements sociaux font l'objet, le cas échéant, d'une provision comptabilisée dans le poste « Provisions ». Sa variation est comptabilisée dans le compte de résultat, dans le poste « charges de personnel », à l'exception de la part résultant des écarts actuariels, qui est comptabilisée en gains ou pertes latents ou différés, comptabilisés en capitaux propres.

### 3.2.3.1 Avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies

Il s'agit des régimes de retraite, préretraite et retraite complémentaires dans lesquels le groupe conserve une obligation formelle ou implicite d'assurer les prestations promises au personnel.

Les engagements sont calculés selon la méthode des unités de crédit projetées, qui consiste à affecter les droits à prestations aux périodes de services, en application de la formule contractuelle de calcul des prestations du régime, puis actualisés à partir d'hypothèses démographiques et financières telles que :

- le taux d'actualisation, déterminé par référence au taux long terme des emprunts du secteur privé en fonction de la durée des engagements ;
- le taux d'augmentation des salaires, évalué en fonction des tranches d'âges et des catégories cadre/non cadre ;
- les taux d'inflation, estimés par comparaison entre les taux de l'OAT et de l'OAT inflaté pour les différentes maturités ;
- les taux de mobilité des salariés, déterminés par tranches d'âge, sur la base du ratio moyen sur 3 ans du nombre de démissions et licenciements, rapporté au nombre de salariés présents à la clôture de l'exercice en CDI ;
- l'âge de départ en retraite : l'estimation est établie par individu sur la base de la date d'entrée réelle ou estimée dans la vie active et, des hypothèses liées à la loi portant réforme des retraites, avec un plafonnement maximum à 67 ans ; ■ la mortalité selon la table INSEE TH/TF 00-02.

Les différences générées par les changements de ces hypothèses et par les différences entre les hypothèses antérieures et les réalisations constituent des écarts actuariels. Lorsque le régime dispose d'actifs, ceux-ci sont évalués à la juste valeur. Les produits d'intérêts qu'ils génèrent impactent le résultat. L'écart entre le rendement réel et les produits d'intérêts générés par ces actifs constitue également un écart actuariel.

Les écarts actuariels sont constatés en gains ou pertes latents ou différés, comptabilisés en capitaux propres. Les réductions et liquidations de régime génèrent une variation de l'engagement, qui est comptabilisée dans le compte de résultat de l'exercice.

Conformément à la décision IFRIC du 20 avril 2021, l'engagement de retraite des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi, dont les droits sont plafonnés en fonction d'un nombre d'années d'ancienneté et soumis à la présence du salarié en date de départ à la retraite, est constitué uniquement sur la période précédant l'âge de départ en retraite permettant d'atteindre le plafond (ou entre sa date d'entrée dans l'entreprise et celle de départ en retraite si cette durée est inférieure au plafond).

### Réforme des retraites promulguée le 15 avril 2023

En France, les changements induits par la réforme des retraites constituent une modification de régime pour les indemnités de fin de carrière dont l'impact au titre du coût des services passés a été comptabilisé en résultat.

Les indemnités de fin de carrière des banques du groupe en France sont couvertes par une assurance à hauteur d'au moins 60 % auprès des ACM Vie, société d'assurance du groupe Crédit Mutuel et consolidée par mise en équivalence par le groupe.

### 3.2.3.2 Retraites complémentaires relevant des caisses de retraite

L'accord d'étape AFB en date du 13 septembre 1993 a modifié les régimes de retraite des établissements bancaires. Depuis le 1er janvier 1994, les banques adhèrent aux régimes nationaux Arrco et Agirc. Les quatre caisses de retraite auxquelles adhèrent, selon les cas, les banques du groupe, ont été fusionnées. Elles assurent le paiement des différentes charges prévues dans l'accord d'étape, au moyen de leurs réserves complétées en cas de besoin par un surcroît de cotisations annuelles à la charge des banques concernées et dont le taux moyen sur les dix prochaines années est plafonné à 4 % de la masse salariale. La caisse de retraite issue des fusions a été transformée en IGRS en 2009. Elle n'a pas d'insuffisance d'actifs.

### 3.2.3.3 Avantages postérieurs à l'emploi à cotisations définies

Les entités du groupe cotisent à divers régimes de retraite gérés par des organismes indépendants du groupe, pour lesquels elles ne conservent aucune obligation de paiement supplémentaire formelle ou implicite, notamment s'il s'avère que les actifs du fonds ne sont pas suffisants pour faire face aux engagements.

Ces régimes n'étant pas représentatifs d'engagement pour le groupe, ils ne font donc pas l'objet d'une provision. Les charges sont comptabilisées dans l'exercice au cours duquel la cotisation est due.

### 3.2.3.4 Autres avantages à long terme

Il s'agit des avantages à verser, autres que ceux postérieurs à l'emploi et indemnités de fin de contrat, dont le paiement est attendu à plus de douze mois suivant la fin de l'exercice pendant lequel le personnel a rendu les services correspondants, comme les médailles du travail.

L'engagement du groupe, au titre des autres avantages à long terme, est chiffré selon la méthode des unités de crédits projetés. Cependant, les écarts actuariels sont immédiatement constatés en résultat de la période. Les engagements au titre des médailles du travail font l'objet d'une provision.

### 3.2.3.5 Indemnités de fin de contrat de travail

Ces indemnités résultent de l'avantage accordé par le groupe lors de la résiliation du contrat avant l'âge normal de départ en retraite ou, suite à la décision du salarié de partir volontairement en échange d'une indemnité.

Ces provisions font l'objet d'une actualisation dès lors que leur paiement est prévu dans un délai supérieur à douze mois après la date de clôture.

### 3.2.3.6 Avantages à court terme

Il s'agit des avantages dont le règlement est attendu dans les douze mois de la clôture de l'exercice autres que les indemnités de fin de contrat, tels que les salaires, cotisations de sécurité sociale, certaines primes.

Une charge est comptabilisée au titre de ces avantages à court terme, sur l'exercice au cours duquel les services ayant donné droit à ces avantages ont été rendus à l'entreprise.

## 3.2.4 Immobilisations

### 3.2.4.1 Immobilisations dont le groupe est propriétaire

Les immobilisations inscrites au bilan comprennent les immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation, ainsi que les immeubles de placement. Les immobilisations d'exploitation sont utilisées à des fins de production de services ou administrative. Les immeubles de placement sont des biens immobiliers détenus pour en retirer des loyers et/ou pour valoriser le capital investi. Ils sont enregistrés de la même façon que les immeubles d'exploitation, selon la méthode du coût historique.



Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition, augmenté des frais directement attribuables et, nécessaires à leur mise en état de marche en vue de leur utilisation.

Après comptabilisation initiale, les immobilisations sont évaluées selon la méthode du coût historique amorti, c'est-à-dire à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes éventuelles de valeur.

Lorsqu'une immobilisation est composée de plusieurs éléments pouvant faire l'objet de remplacement à intervalles réguliers, ayant des utilisations différentes ou procurant des avantages économiques selon un rythme différent, chaque élément est comptabilisé séparément dès l'origine et chacun des composants est amorti selon un plan d'amortissement qui lui est propre. L'approche par composants a été retenue pour les immeubles d'exploitation et de placement.

Le montant amortissable d'une immobilisation est déterminé après déduction de sa valeur résiduelle nette des coûts de sortie. La durée d'utilité des immobilisations étant généralement égale à la durée de vie économique attendue du bien, il n'est pas constaté de valeur résiduelle.

Les immobilisations sont amorties sur la durée d'utilité attendue du bien pour l'entreprise selon son propre rythme de consommation estimée des avantages économiques. Les immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité indéfinie ne sont pas amorties.

Les dotations aux amortissements concernant les immobilisations d'exploitation sont comptabilisées sous la rubrique « Dotations/ reprises sur amortissements et provisions des immobilisations d'exploitation » du compte de résultat.

Les dotations aux amortissements concernant les immeubles de placement sont comptabilisées sous la rubrique « Charges des autres activités » du compte de résultat.

Les fourchettes de durées d'amortissement retenues sont :

Immobilisations corporelles :

- terrain aménagements réseaux: 15-30 ans ;
- constructions – gros œuvre structure: 20-80 ans (en fonction du type d'immeuble concerné) ;
- constructions – équipements: 10-40 ans ;
- agencements et installations: 5-15 ans ;
- mobilier et matériel de bureau: 5-10 ans ;
- matériel de sécurité: 3-10 ans ;
- matériel roulant: 3-5 ans ;
- matériel informatique: 3-5 ans.

Immobilisations incorporelles :

- logiciels acquis ou créés en interne: 1-10 ans ;
- fonds de commerce acquis: 9-10 ans (si acquisition de portefeuille de contrats clientèle).

Les immobilisations amortissables font l'objet de tests de dépréciation lorsqu'à la date de clôture des indices de pertes de valeur sont identifiés. Les immobilisations non amortissables (comme les droits au bail antérieurs à la première application d'IFRS 16) font l'objet d'un test de dépréciation une fois par an.

S'il existe un tel indice de dépréciation, la valeur recouvrable de l'actif est comparée à sa valeur nette comptable. En cas de perte de valeur, une dépréciation est constatée en compte de résultat ; elle modifie la base amortissable de l'actif de manière prospective. La dépréciation est reprise en cas de modification de l'estimation de la valeur recouvrable ou de disparition des indices de dépréciation. La valeur nette comptable après reprise de perte de valeur ne peut pas être supérieure à la valeur nette comptable qui aurait été calculée si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée.

Les dépréciations concernant les immobilisations d'exploitation sont comptabilisées sous la rubrique « Dotations/reprises sur amortissements et provisions des immobilisations d'exploitation » du compte de résultat.

Les dépréciations concernant les immeubles de placement sont comptabilisées sous la rubrique « Charges des autres activités » (pour les dotations) et « Produits des autres activités » (pour les reprises) du compte de résultat.

Les plus et moins-values de cession des immobilisations d'exploitation sont enregistrées au compte de résultat sur la ligne « Gains ou pertes nets sur autres actifs ».

Les plus et moins-values de cession des immeubles de placement sont enregistrées au compte de résultat sur la ligne « Produits des autres activités » ou « Charges des autres activités ».

### 3.2.4.2 Immobilisations dont le groupe est locataire

La définition des contrats de location implique d'une part, l'identification d'un actif et, d'autre part, le contrôle par le preneur du droit d'utilisation de cet actif.

Côté preneur, les contrats de location simple et les contrats de location financement sont comptabilisés selon un modèle unique, avec constatation :

- d'un actif représentatif du droit d'utilisation du bien loué pendant la durée du contrat ;
- en contrepartie d'une dette au titre de l'obligation de paiement des loyers ;
- d'un amortissement linéaire de l'actif et de charges d'intérêts dégressives au compte de résultat.

Le groupe active principalement ses contrats immobiliers. Les matériels informatiques et de sécurité ont été écartés au motif de leur caractère substituable, conformément à la norme.

D'autres actifs sous-jacents ont pu être écartés via les exemptions de courte durée et de faible valeur (fixée à 5 000 euros). Le groupe n'a pas de contrat de location pouvant donner lieu à la comptabilisation d'actif incorporel ou d'immeuble de placement.

Ainsi, les droits d'utilisation sont enregistrés en « immobilisations corporelles », et les obligations locatives en « autres passifs ». Les droits au bail, sont reclassés en immobilisations corporelles quand ils concernent des contrats qui ne sont pas en tacite reconduction. Les droits d'utilisation et les obligations locatives font l'objet d'impôts différés actifs ou passifs pour le montant net des différences temporelles imposables et déductibles.

Au compte de résultat, les charges d'intérêt figurent en « marge d'intérêt » tandis que les dotations aux amortissements sont présentées dans la rubrique dédiée des frais généraux.

Pour le calcul de l'obligation locative sont utilisés :

- la durée du contrat location. Celle-ci représente a minima la période non résiliable du contrat et peut être allongée pour tenir compte de toute option de renouvellement/prorogation que le groupe est raisonnablement certain d'exercer. Au regard de la déclinaison opérationnelle de la méthodologie groupe, tout nouveau bail commercial 3/6/9 sera activé sur une durée de neuf ans par défaut (ou sur une durée égale à sa période non résiliable s'agissant d'un autre type de bail). La durée de tout contrat en tacite prorogation sera allongée jusqu'à la date de fin du plan moyen terme, horizon raisonnable de poursuite du contrat. Sur les baux 3/6/9 en exception, le contrat sera activé sur une durée de 12 ans, le groupe ne bénéficiant pas d'incitation économique à rester au-delà, au regard du dé plafonnement des loyers après cette période ;
- le taux d'actualisation est le taux marginal d'endettement correspondant à la durée retenue. Il s'agit d'un taux amortissable par centrale de refinancement du groupe et par devise ;
- le loyer hors taxes. Le groupe est marginalement concerné par les loyers variables.

### 3.2.5 Commissions

Le groupe enregistre en résultat les produits et charges de commissions sur prestations de services en fonction de la nature des prestations auxquelles elles se rapportent. Ainsi, les commissions considérées comme un complément d'intérêt font partie intégrante du taux d'intérêt effectif. Ces commissions sont donc comptabilisées parmi les produits et charges d'intérêt.

Les commissions directement liées à la mise en place du prêt sont étalées selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les commissions rémunérant un service continu sont prises en compte sur la durée de la prestation rendue.

Les commissions rémunérant un service ponctuel sont comptabilisées au compte de résultat intégralement lors de l'exécution de cette prestation.

### 3.2.6 Impôts sur les résultats

Les impôts sur les résultats comprennent l'ensemble des impôts assis sur le résultat, exigibles ou différés.

Les impôts exigibles sur les résultats sont calculés selon les règles fiscales en vigueur.

Le groupe comptabilise la contribution économique territoriale (CET), composée de la cotisation foncière des entreprises (CFE), et de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), comme une charge opérationnelle et donc, ne constate pas d'impôts différés dans les comptes consolidés.

#### Impôts différés

En application d'IAS 12, des impôts différés sont constatés sur les différences temporaires entre la valeur fiscale et la valeur comptable des éléments du bilan consolidé, à l'exception des écarts d'acquisition.

Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable en utilisant les taux de l'impôt sur les sociétés connus à la clôture de l'exercice et applicables au cours des exercices suivants.

Des actifs nets des passifs d'impôts différés sont constatés lorsque leur probabilité d'utilisation est élevée. Les impôts exigibles ou différés sont comptabilisés comme un produit ou une charge, à l'exception de ceux afférents aux gains ou pertes latents ou différés comptabilisés en capitaux propres, pour lesquels l'impôt différé est imputé directement sur cette rubrique.

Les impôts différés actifs ou passifs sont compensés quand ils trouvent leur origine au sein d'une même entité ou groupe fiscal, relèvent de la même autorité fiscale, et lorsqu'existe un droit légal de compensation.

Les impôts différés ne font pas l'objet d'une actualisation.

#### Amendement à IAS 12 – Réforme fiscale internationale – modèle de règles du Pilier 2

Les règles du Pilier 2 de l'OCDE, reprises par la Directive (UE) 2022/2523 et transposées en France par l'article 33 de la loi de Finance 2024, ont pour but d'instaurer un niveau minimum d'imposition mondial pour les groupes d'entreprises multinationales et les groupes nationaux de grande envergure dans l'Union Européenne.

Selon celles-ci, un impôt complémentaire est à payer si le taux effectif d'imposition selon les règles Global Anti-Base Erosion (GLoBe) de l'OCDE par juridiction est inférieur à 15 %.

IAS 12 prévoit une exemption temporaire obligatoire de comptabilisation des impôts différés liés à Pilier 2. Un chantier a été lancé sur 2023 afin de recenser la liste des juridictions et d'estimer la charge d'impôt courant liée à Pilier 2 dès 2024. L'impact lié à cette réforme fiscale est non significatif pour le groupe.

#### Incertitudes relatives au traitement portant sur l'impôt sur le résultat

Conformément à IFRIC 23, le groupe évalue la probabilité que l'administration fiscale accepte ou non une position retenue. Il en déduit les conséquences sur le résultat fiscal, les bases fiscales, les déficits reportables, les crédits d'impôts non utilisés et les taux d'imposition.

En cas de position fiscale incertaine, les montants à payer sont estimés sur la base du montant le plus probable ou de la valeur attendue selon la méthode qui reflète la meilleure anticipation du montant qui sera payé ou reçu.

### 3.2.7 Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées

Un actif non courant (ou groupe d'actifs) satisfait aux critères de définition des actifs destinés à être cédés, s'il est disponible en vue d'être vendu et, si sa vente est hautement probable et interviendra dans les douze mois.

Les actifs et passifs liés sont présentés sur deux lignes distinctes du bilan, dans les rubriques « actifs non courants destinés à être cédés » et « dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés ». Ils sont comptabilisés au plus faible de leur valeur comptable et de leur juste valeur diminuée des coûts de cession et ne sont plus amortis.

Lorsqu'une perte de valeur est constatée sur ce type d'actifs et de passifs, une dépréciation est enregistrée en résultat.

Des activités sont considérées comme abandonnées, lorsqu'il s'agit d'activités destinées à être cédées, d'activités arrêtées, et de filiales qui ont été acquises uniquement dans la perspective d'être vendues. Elles sont présentées sur une ligne distincte du compte de résultat, dans la rubrique « gains et pertes nets d'impôts sur activités abandonnées ».

### 3.3 Jugements et estimations utilisés dans l'élaboration des états financiers

L'élaboration des états financiers du groupe exige la formulation d'hypothèses afin d'effectuer les évaluations nécessaires et comporte des risques et des incertitudes concernant leur réalisation dans le futur, notamment dans le contexte du conflit ukrainien et des conditions macro-économiques existantes en date de clôture.

Les réalisations futures peuvent être influencées par plusieurs facteurs, notamment :

- les activités des marchés nationaux et internationaux ;
- les fluctuations des taux d'intérêt et de change ;
- la conjoncture économique et politique dans certains secteurs d'activité ou pays ;
- les modifications de la réglementation ou de la législation.

Les estimations comptables nécessitant la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations suivantes :

- juste valeur des instruments financiers non cotés sur un marché actif, la définition d'une transaction forcée ainsi que la définition de ce qu'est un paramètre observable, sont des notions qui requièrent le jugement ;
- régimes de retraites et autres avantages futurs sociaux ;
- dépréciation sur actifs, notamment les pertes de crédits attendues. À date, les risques environnementaux ne sont pas appréhendés à travers les modèles de dépréciation des pertes de crédit attendues du groupe ;
- provisions, dépréciations sur actifs incorporels et écarts d'acquisition ;
- impôts différés actifs.

### 4 Informations relatives aux parties liées

Les parties liées au CIC sont les sociétés consolidées par le CIC ainsi que par le groupe CMAF.

Les transactions réalisées entre le CIC et ses parties liées sont effectuées aux conditions normales de marché, au moment de la réalisation de ces transactions.

La liste des sociétés consolidées du CIC est présentée dans la note 2a des données chiffrées, ci-après. Les transactions réalisées et les encours existant en fin de période entre les sociétés du groupe consolidées par intégration globale étant totalement éliminés en consolidation, seules sont reprises dans les tableaux d'annexes les données relatives à ces opérations réciproques, lorsqu'elles concernent les sociétés sur lesquelles le groupe exerce un contrôle conjoint ou une influence notable, et sont mises en équivalence.

### 5 Normes et interprétations adoptées par l'Union européenne et non encore appliquées

#### 5.1 Normes et interprétations adoptées par l'Union européenne

##### Amendements à IFRS 9 et IFRS 7 relatifs au classement et à l'évaluation des instruments financiers

L'Union Européenne a adopté les amendements à IFRS 9 « Instruments financiers » et IFRS 7 « Instruments financiers : Informations à fournir » relatifs au classement et à l'évaluation des instruments financiers. Ils seront applicables, rétroactivement, aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2026.

Ces amendements apportent des précisions sur l'évaluation du caractère « basique » des flux contractuels d'un actif financier, notamment en présence de clauses conditionnelles dont la réalisation dépend d'objectifs environnementaux, sociaux ou de gouvernance (ESG).

Le groupe a développé une offre de produits en lien avec les enjeux de durabilité, parmi lesquels des prêts et des titres dont les caractéristiques financières évoluent en fonction de l'atteinte ou non d'objectifs en matière sociale, environnementale ou de gouvernance par l'emprunteur. Ces clauses contingentes sont susceptibles de déclencher [une diminution ou une majoration] du taux de rémunération de l'instrument dans une fourchette de l'ordre de [- 10 bp et +10 bp], modifiant par la même les flux de trésorerie associés à l'instrument.

Au 31 décembre 2025, l'ensemble de ces instruments répondent au critère de prêt basique et sont comptabilisés au coût amorti.

Ces amendements requièrent également la communication d'information complémentaires concernant les instruments de capitaux propres désignés comme évalués à la juste valeur par capitaux propres et les actifs et passifs assortis de clauses conditionnelles.

Enfin, ces amendements précisent les modalités de décomptabilisation des actifs et passifs financiers et introduisent une option comptable pour la décomptabilisation de passifs financiers réglés au moyen de systèmes de paiement électronique.

##### Amendements à IFRS 9 et IFRS 7 clarifiant la manière dont une entité comptabiliserait les contrats d'achat et de livraison d'électricité dépendante de sources naturelles

L'Union Européenne a adopté les amendements à IFRS 9 « Instruments financiers » et IFRS 7 « Instruments financiers : Informations à fournir » clarifiant la manière dont une entité comptabiliserait les contrats d'achat et de livraison d'électricité dépendante de sources naturelles. Ils seront applicables, rétroactivement, aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2026.

Les amendements visent notamment à préciser les conditions d'application de l'exemption « pour usage propre » qui permet, sous conditions, d'exclure du champ d'application de la norme IFRS 9 certains contrats de livraison d'électricité provenant de sources naturelles.

Le groupe n'a pas de contrat significatif de livraison d'électricité provenant de sources naturelles.

##### Nouvelle norme IFRS 18 « Présentation et informations à fournir dans les états financiers »

L'IASB a publié le 9 avril 2024 la nouvelle norme IFRS 18 « Présentation et informations à fournir dans les états financiers », qui remplacera la norme IAS 1 à partir du 1er janvier 2027, sous réserve d'adoption par l'Union Européenne. La norme sera d'application rétrospective.

Cette nouvelle norme reprend en grande partie les exigences d'IAS 1. Les nouvelles exigences concerneront particulièrement la présentation du compte de résultat, les informations présentées au titre des mesures de performance définies par la direction et l'agrégation ou la désagrégation des informations quantitatives présentées dans les états financiers.

Les impacts pour le groupe sont en cours d'évaluation.

## Note 2a Périmètre de consolidation

### Fusion :

■ CIC Capital Canada Inc avec CIC Capital Ventures Quebec

Sociétés	Devise	Pays	31/12/2025			31/12/2024		
			Pourcentage		Méthode (1)	Pourcentage		Méthode (1)
			Contrôle	Intérêt		Contrôle	Intérêt	
<b>Société consolidante : Crédit Industriel et Commercial – CIC</b>								
CIC Bruxelles (succursale)		Belgique	100	100	IG	100	100	IG
CIC Hong Kong (succursale)	USD	Hong Kong	100	100	IG	100	100	IG
CIC Londres (succursale)	GBP	Royaume-Uni	100	100	IG	100	100	IG
CIC New York (succursale)	USD	Etats-Unis	100	100	IG	100	100	IG
CIC Singapour (succursale)	USD	Singapour	100	100	IG	100	100	IG
<b>A. Réseau bancaire</b>								
CIC Est		France (i)	100	100	IG	100	100	IG
CIC Lyonnaise de Banque		France (i)	100	100	IG	100	100	IG
CIC Lyonnaise de Banque Monaco (succursale)		Monaco	100	100	IG	100	100	IG
CIC Nord Ouest		France (i)	100	100	IG	100	100	IG
CIC Ouest		France (i)	100	100	IG	100	100	IG
CIC Sud Ouest		France (i)	100	100	IG	100	100	IG
<b>B. Filiales métiers</b>								
Crédit Mutuel		France (i)	100	100	IG	100	100	IG
Factoring								
Crédit Mutuel Leasing		France (i)	100	100	IG	100	100	IG
Crédit Mutuel Leasing Benelux		Belgique	100	100	IG	100	100	IG
Crédit Mutuel Leasing Espagne (succursale)		Espagne	100	100	IG	100	100	IG
Crédit Mutuel Leasing Gmbh		Allemagne	100	100	IG	100	100	IG
Crédit Mutuel Leasing Nederland (succursale)		Pays-Bas	100	100	IG	100	100	IG
Crédit Mutuel Real Estate Lease		France	54	54	IG	54	54	IG
FCT Crédit Mutuel Factoring		France	100	100	IG	100	100	IG
Gesteurop		France (i)	100	100	IG	100	100	IG
<b>C. Banque de financement et activité de marché (2)</b>								
Caroline I		France (i)	100	100	IG	100	100	IG
Satellite		France	100	100	IG	100	100	IG
<b>D. Gestion d'actifs et banque privée</b>								
Banque CIC (Suisse)	CHF	Suisse	100	100	IG	100	100	IG
Banque de Luxembourg		Luxembourg	100	100	IG	100	100	IG
Banque de Luxembourg Belgique (succursale)		Belgique	100	100	IG	100	100	IG
Banque de Luxembourg		Luxembourg	100	100	IG	100	100	IG
Investments SA								
Banque Transatlantique		France (i)	100	100	IG	100	100	IG
Banque Transatlantique Londres (succursale)	GBP	Royaume-Uni	100	100	IG	100	100	IG
Banque Transatlantique Belgium		Belgique	100	100	IG	100	100	IG
Banque Transatlantique Luxembourg		Luxembourg	100	100	IG	100	100	IG
Dubly Transatlantique Gestion		France (i)	100	100	IG	100	100	IG

Sociétés	Devise	Pays	31/12/2025			31/12/2024		
			Pourcentage			Pourcentage		Méthode (1)
			Contrôle	Intérêt	Méthode	Contrôle	Intérêt	
<b>E. Capital-Investissement</b>								
CIC Capital Belgium	CAD	Belgique	100	100	IG	100	100	IG
CIC Capital Canada Inc		Canada	100	100	IG	100	100	IG
CIC Capital Deutschland Gmbh		Allemagne	100	100	IG	100	100	IG
CIC Capital Suisse SA	CHF	Suisse	100	100	IG	100	100	IG
CIC Capital Ventures Quebec	CAD	Canada			FU	100	100	IG
CIC Conseil		France (i)	100	100	IG	100	100	IG
Crédit Mutuel Capital		France (i)	100	100	IG	100	100	IG
Crédit Mutuel Innovation		France	100	100	IG	100	100	IG
Crédit Mutuel Equity		France (i)	100	100	IG	100	100	IG
Crédit Mutuel Equity SCR		France	100	100	IG	100	100	IG
<b>F. Structure et logistique</b>								
CIC Participations		France (i)	100	100	IG	100	100	IG
<b>G. Sociétés d'assurance</b>								
Groupe des Assurances du Crédit Mutuel (GACM) (3)		France	16	16	ME	16	16	ME
(1) Méthode : FU = fusion ; IG = intégration globale ; ME = mise en équivalence ; NC = non consolidée. (2) Les activités de banque de financement et de marché sont majoritairement opérées par le Crédit Industriel et Commercial – entité consolidante ; voir note annexe 3. (3) Sur la base des états financiers consolidés. (i) sociétés membres du groupe fiscal constitué par le CIC.								

**Informations sur les implantations incluses dans le périmètre de consolidation**

L'article L.511-45 du Code monétaire et financier, impose aux établissements de crédit de publier des informations sur leurs implantations et leurs activités dans chaque état ou territoire.

Le pays de chaque implantation est mentionné dans le périmètre de consolidation (cf. tableau ci-dessus).

Le groupe ne dispose pas d'implantation répondant aux critères définis par l'arrêté du 6 octobre 2009 dans les États ou territoires non coopératifs (ETNC) figurant sur la liste fixée par l'arrêté du 16 février 2024.

Pays	Produit net bancaire	Bénéfice ou perte avant impôts et taxes	Impôts courants	Impôts différés	Autres taxes et charges sociales	Subventions publiques	Effectifs
Allemagne	-4	-9	0	0	0		10
Belgique	64	25	-7	1	-3		97
Canada	7	3	-3	1	0		8
Espagne	2	0	0	0	0		6
Etats Unis d'Amérique	168	86	-26	3	-8		103
France	5 689	2 109	-378	-116	-700		17 788
Hong Kong	16	8	-1	0	-1		25
Luxembourg	400	150	-33	0	-32		1 131
Monaco	10	6	-1	0	0		20
Pays-Bas	1	1	0	0	0		2
Royaume-Uni	83	29	-5	0	-4		89
Singapour	98	59	-9	0	-3		152
Suisse	222	55	-6	5	-18		463
Total	6 756	2 522	-469	-106	-769		19 894

Note 2b Entités intégrées globalement ayant des intérêts minoritaires significatifs

31/12/2025	Part des intérêts minoritaires dans les comptes consolidés				Informations financières relatives à l'entité intégrée globalement (1)			
	Pourcentage d'intérêt	Résultat net revenant aux minoritaires	Montant dans les capitaux propres des intérêts minoritaires	Dividendes versés aux minoritaires	Total bilan	OCI	PNB	Résultat net
Crédit Mutuel Real Estate Lease	46 %	-1	20	0	5 763	0	21	-2
(1) Montants avant élimination des comptes et opérations réciproques.								

31/12/2024	Part des intérêts minoritaires dans les comptes consolidés				Informations financières relatives à l'entité intégrée globalement (1)			
	Pourcentage d'intérêt	Résultat net revenant aux minoritaires	Montant dans les capitaux propres des intérêts minoritaires	Dividendes versés aux minoritaires	Total bilan	OCI	PNB	Résultat net
Crédit Mutuel Real Estate Lease	46 %	0	20	0	5 857	0	23	0

(1) Montants avant élimination des comptes et opérations réciproques.

## Note 2c Participations dans des entités structurées non consolidées

	31/12/2025			31/12/2024		
	Véhicules de titrisation (SPV)	Gestion d'actifs (OPCVM/SCPI) (2)	Autres entités structurées (3)	Véhicules de titrisation (SPV)	Gestion d'actifs (OPCVM/SCPI) (2)	Autres entités structurées (3)
<b>Total bilan</b>	<b>0</b>	<b>58</b>	<b>3 890</b>	<b>0</b>	<b>71</b>	<b>3 211</b>
Valeur comptable des actifs financiers (1)	0	28	1 443	0	41	1 417
Valeur comptable des passifs financiers (1)	0	22	0	0	6	0
Exposition maximale au risque de perte	0	28	0	0	34	0

(1) Valeur comptable des actifs et des passifs que l'entité qui publie comptabilise vis-à-vis de ces entités structurées.

(2) Il s'agit principalement d'OPCVM dont le groupe assure la gestion.

(3) Les autres entités structurées correspondent à des entités de financement d'actifs.

## Financements d'actifs

Le groupe octroie des prêts à des entités ad hoc dont le seul objet est la détention des actifs afin d'être mis en location, les loyers reçus permettant à l'entité ad hoc le remboursement de ses emprunts. Ces entités sont dissoutes ou cédées à l'issue de l'opération de financement. Le groupe est généralement le seul actionnaire.

Pour cette catégorie, l'exposition maximale aux pertes sur les entités ad hoc est toujours inférieure à la valeur comptable de l'actif financé de l'entité ad hoc.

## Organismes de placement collectif ou fonds

Via ses entités de gestion d'actifs, le groupe intervient comme gestionnaire et dépositaire. Il commercialise auprès de sa clientèle des fonds, dédiés ou publics, dans lesquels il n'a pas vocation à investir. Le groupe perçoit des rémunérations au titre de cette gestion et de cette commercialisation.

Dans le cadre de la gestion, le groupe peut être contrepartie aux opérations de swaps mis en place. Dans les cas exceptionnels où le groupe serait tout à la fois gestionnaire et investisseur de telle façon qu'il serait supposé agir d'abord pour son propre compte, cette entité serait alors intégrée dans le périmètre de consolidation.

Le risque du groupe est essentiellement un risque opérationnel de manquement à ses obligations de gestion pour compte de tiers ou de dépositaire et, le cas échéant, le groupe est exposé aux risques de perte à hauteur des sommes investies pour compte propre.

## Note 3 Répartition du compte de résultat par activité et par zone géographique

### Principes de répartition des activités

- La banque de détail regroupe a) le réseau bancaire composé des banques régionales et du réseau CIC en Ile-de-France et b) les filiales métiers dont la commercialisation des produits est assurée par le réseau bancaire : crédit-bail mobilier et immobilier, affacturage, immobilier. L'activité d'assurance consolidée par mise en équivalence y est rattachée.
- La banque de financement et les activités de marché regroupent a) le financement des grandes entreprises et des clients institutionnels, les financements spécialisés, l'international et b) les activités de marché qui comprennent les investissements dans les activités de taux, actions et crédits (ITAC) ainsi que l'intermédiation boursière.
- La gestion d'actifs et la banque privée regroupent pour la gestion d'actifs, la gestion collective pour compte de tiers; pour la banque privée, les sociétés dont c'est la vocation principale, tant en France qu'à l'étranger.
- Le capital-investissement exercé pour compte propre et l'ingénierie financière sont composés d'entités dédiées. L'ensemble du portefeuille est valorisé en juste valeur par option.
- La holding rassemble les éléments non affectés à une autre activité.
- Les entités consolidées sont affectées en totalité à leur activité principale sur la base de leur contribution aux comptes consolidés à l'exception du CIC qui bénéficie d'une répartition analytique de ses comptes individuels.

### Répartition de l'actif par activité

31/12/2025	Banque de détail	Banque de financement et de marché	Gestion d'actifs et banque privée	Capital investissement	Holding	Total
Caisses, Banques centrales	164	3 012	5 410	-	36 973	45 559
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	417	29 553	159	4 234	469	34 832
Instruments dérivés de couverture	685	73	80	-	-	838
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	170	24 115	92	-	36	24 413
Actifs financiers au coût amorti	230 468	40 513	27 767	11	17 971	316 730
dont prêts et créances sur les établissements de crédit (1)	20 843	5 763	5 101	5	17 830	49 542
dont prêts et créances sur la clientèle	209 625	31 527	20 433	-	141	261 726
Participations dans les entreprises MEE	1 549	-	-	-	52	1 601

(1) Dont 24 275 millions d'euros vis-à-vis de la BFCM.

31/12/2024	Banque de détail	Banque de financement et de marché	Gestion d'actifs et banque privée	Capital investissement	Holding	Total
Caisses, Banques centrales	266	1 757	4 072	-	34 826	40 921
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	166	32 402	215	4 157	602	37 542
Instruments dérivés de couverture	660	95	98	-	-	853
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	159	24 300	90	-	36	24 585
Actifs financiers au coût amorti	226 203	40 195	27 378	23	13 011	306 810
dont prêts et créances sur les établissements de crédit (1)	21 008	7 003	5 250	10	12 856	46 127
dont prêts et créances sur la clientèle	205 186	30 122	20 053	-	155	255 516
Participations dans les entreprises MEE	1 406	-	-	-	52	1 458

(1) Dont 20 142 millions d'euros vis-à-vis de la BFCM.

## Répartition du passif par activité

31/12/2025	Banque de détail	Banque de financement et de marché	Gestion d'actifs et banque privée	Capital investissement	Holding	Total
Banques centrales	-	-	12	-	-	12
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	-	21 117	238	-	57	21 412
Instruments dérivés de couverture	453	238	15	-	-	706
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés au coût amorti (1)	47 116	5 438	3 146	-	43 320	99 020
Dettes envers la clientèle au coût amorti	182 330	19 705	26 890	-	544	229 469
Dettes représentées par un titre au coût amorti	661	39 538	60	-	4 307	44 566

(1) Dont 79 286 millions d'euros vis-à-vis de la BFCM.

31/12/2024	Banque de détail	Banque de financement et de marché	Gestion d'actifs et banque privée	Capital investissement	Holding	Total
Banques centrales	-	1	17	-	-	18
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	-	26 068	150	-	90	26 308
Instruments dérivés de couverture	888	441	23	-	2	1 354
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés au coût amorti (1)	45 535	9 475	2 202	-	37 530	94 742
Dettes envers la clientèle au coût amorti	179 371	18 100	26 404	-	1 559	225 434
Dettes représentées par un titre au coût amorti	679	34 490	44	-	3 532	38 745

(1) Dont 73 441 millions d'euros vis-à-vis de la BFCM.

## Répartition du compte de résultat par activité

31/12/2025	Banque de détail	Banque de financement et de marché	Gestion d'actifs et banque privée	Capital investissement	Holding	Total
Produit net bancaire	4 182	1 215	854	370	135	6 756
Frais généraux	-2 651	-476	-569	-97	-41	-3 834
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>1 531</b>	<b>739</b>	<b>285</b>	<b>273</b>	<b>94</b>	<b>2 922</b>
Coût du risque de contrepartie	-475	-78	-1	-	-	-554
Gains sur autres actifs (1)	146	-	-	-	7	153
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>1 203</b>	<b>661</b>	<b>284</b>	<b>273</b>	<b>101</b>	<b>2 522</b>
Impôt sur les sociétés	-312	-160	-59	10	-54	-575
<b>Résultat net comptable</b>	<b>890</b>	<b>501</b>	<b>225</b>	<b>283</b>	<b>47</b>	<b>1 946</b>

(1) Y compris résultat net des entités mises en équivalence et les pertes de valeur sur écarts d'acquisition

31/12/2024	Banque de détail	Banque de financement et de marché	Gestion d'actifs et banque privée	Capital investissement	Holding	Total
Produit net bancaire	3 903	1 207	881	361	-78	6 274
Frais généraux	-2 588	-429	-572	-94	-41	-3 724
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>1 315</b>	<b>778</b>	<b>309</b>	<b>267</b>	<b>-119</b>	<b>2 550</b>
Coût du risque de contrepartie	-522	-80	-65	21	-	-646
Gains sur autres actifs (1)	139	-1	-	-	-15	123
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>932</b>	<b>697</b>	<b>244</b>	<b>288</b>	<b>-134</b>	<b>2 027</b>
Impôt sur les sociétés	-208	-113	-57	-2	80	-300
<b>Résultat net comptable</b>	<b>724</b>	<b>584</b>	<b>187</b>	<b>286</b>	<b>-54</b>	<b>1 727</b>

(1) Y compris résultat net des entités mises en équivalence et les pertes de valeur sur écarts d'acquisition.

Répartition du bilan par zone géographique

Actif

	31/12/2025				31/12/2024			
	France	Europe hors France	Autres pays	Total	France	Europe hors France	Autres pays	Total
Caisses, Banques centrales	37 137	5 410	3 012	45 559	35 093	4 071	1 757	40 921
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	28 576	402	5 854	34 832	32 138	464	4 940	37 542
Instruments dérivés de couverture	756	76	6	838	728	96	29	853
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	9 932	88	14 393	24 413	11 085	87	13 413	24 585
Actifs financiers au coût amorti	279 395	27 646	9 689	316 730	268 708	27 418	10 684	306 810
dont prêts et créances sur les établissements de crédit	43 669	5 112	761	49 542	38 720	5 281	2 126	46 127
dont prêts et créances sur la clientèle	232 714	20 084	8 928	261 726	227 179	19 779	8 558	255 516
Participations dans les entreprises MEE	1 603	-2	-	1 601	1 459	-1	-	1 458

Passif

	31/12/2025				31/12/2024			
	France	Europe hors France	Autres pays	Total	France	Europe hors France	Autres pays	Total
Banques centrales	-	12	-	12	-	17	1	18
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	18 043	3 112	257	21 412	23 122	2 796	390	26 308
Instruments dérivés de couverture	696	2	8	706	1 342	3	9	1 354
Dettes envers les établissements de crédit	87 700	1 711	9 609	99 020	82 261	864	11 617	94 742
Dettes envers la clientèle	201 484	23 639	4 346	229 469	198 483	23 037	3 914	225 434
Dettes représentées par un titre	25 351	2 202	17 013	44 566	23 056	2 568	13 121	38 745

Répartition du compte de résultat par zone géographique

	31/12/2025				31/12/2024			
	France	Europe hors France	Autres pays	Total	France	Europe hors France	Autres pays	Total
Produit net bancaire	5 689	778	289	6 756	5 239	748	287	6 274
Frais généraux	-3 236	-489	-109	-3 834	-3 155	-466	-103	-3 724
Résultat brut d'exploitation	2 453	289	180	2 922	2 084	282	184	2 550
Coût du risque de contrepartie	-499	-32	-23	-554	-590	-69	13	-646
Gains sur autres actifs (1)	154	-1	-	153	124	-1	-	123
Résultat avant impôts	2 109	256	157	2 522	1 618	212	197	2 027
Impôt sur les sociétés	-495	-46	-34	-575	-195	-62	-43	-300
Gains & pertes nets d'impôts / activités abandonnées	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat net global	1 613	210	123	1 946	1 423	150	154	1 727

(1) Y compris résultat net des entités mises en équivalence et les pertes de valeur sur écarts d'acquisition (note 12).

Notes sur l'actif du bilan

Note 4 Caisse, Banques centrales

	31/12/2025	31/12/2024
Caisse, Banques centrales		
Banques centrales	45 390	40 649
dont réserves obligatoires	1 758	1 787
Caisse	169	272
Total	45 559	40 921



**Note 5 Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat Note 5a Actifs financiers à la juste valeur par résultat**

	31/12/2025				31/12/2024			
	Transaction	Juste valeur sur option	Autres JVPR	Total	Transaction	Juste valeur sur option	Autres JVPR	Total
<b>Titres</b>	<b>11 397</b>	<b>609</b>	<b>4 944</b>	<b>16 950</b>	<b>11 526</b>	<b>735</b>	<b>4 758</b>	<b>17 019</b>
Effets publics	662	0	0	662	1 787	0	0	1 787
Obligations et autres titres de dettes	9 052	609	337	9 998	8 665	735	355	9 755
■ Cotés	9 052	0	286	9 338	8 665	0	292	8 957
■ Non cotés	0	609	51	660	0	735	63	798
dont OPC	0	-	52	52	0	-	64	64
Actions et autres instruments de capitaux propres	1 683	-	3 747	5 430	1 074	-	3 872	4 946
■ Cotés	1 683	-	257	1 940	1 074	-	239	1 313
■ Non cotés	0	-	3 490	3 490	0	-	3 633	3 633
Titres immobilisés	-	-	860	860	-	-	531	531
■ Titres de participations	-	-	119	119	-	-	134	134
■ Autres titres détenus à long terme	-	-	51	51	-	-	52	52
■ Parts dans les entreprises liées	-	-	689	689	-	-	344	344
■ Autres titres immobilisés	-	-	1	1	-	-	1	1
<b>Instruments dérivés</b>	<b>5 756</b>	-	-	<b>5 756</b>	<b>5 985</b>	-	-	<b>5 985</b>
<b>Prêts et créances</b>	<b>11 797</b>	<b>0</b>	<b>14</b>	<b>11 811</b>	<b>14 362</b>	<b>0</b>	<b>15</b>	<b>14 377</b>
dont pensions	11 797	0	-	11 797	14 362	0	-	14 362
<b>Autres actifs classés à la JVPR (1)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>315</b>	<b>315</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>161</b>	<b>161</b>
<b>Total</b>	<b>28 950</b>	<b>609</b>	<b>5 273</b>	<b>34 832</b>	<b>31 873</b>	<b>735</b>	<b>4 934</b>	<b>37 542</b>

(1) Droits à remboursement concernant le régime à prestations définies des indemnités de fin de carrière.

**Note 5b Analyse des instruments dérivés de transaction**

	31/12/2025			31/12/2024		
	Notionnel	Actif	Passif	Notionnel	Actif	Passif
<b>Instruments dérivés de transaction</b>						
Instruments de taux	150 522	4 235	4 118	152 608	3 889	3 784
Swaps	116 824	3 729	3 936	116 623	3 351	3 635
Autres contrats fermes	0	0	0	0	0	0
Options et instruments conditionnels	33 698	506	182	35 985	538	149
Instruments de change	127 714	1 226	1 155	114 403	1 830	1 681
Swaps	56 606	25	17	53 275	79	49
Autres contrats fermes	13 880	910	847	14 681	1 373	1 254
Options et instruments conditionnels	57 228	291	291	46 447	378	378
Autres que taux et change	19 942	295	236	23 031	266	215
Swaps	5 355	101	109	6 444	108	126
Autres contrats fermes	9 414	96	89	11 941	41	32
Options et instruments conditionnels	5 173	98	38	4 646	117	57
<b>Total</b>	<b>298 178</b>	<b>5 756</b>	<b>5 509</b>	<b>290 042</b>	<b>5 985</b>	<b>5 680</b>

Les dérivés sont actualisés en cohérence avec le taux de rémunération du collatéral auquel ils se rattachent :

■ si le dérivé est compensé en CCP (LCH ou Eurex) : la courbe de taux RFR de la devise correspondante définie par la CCP. La valorisation des dérivés EUR compensés avec Eurex tient compte de la base LCH / Eurex.

■ si le dérivé est resté en bilatéral (contrepartie bancaire) : courbe d'actualisation quasi exclusivement Ester (car les CSA ou ARG prévoient quasi exclusivement de l'échange de collatéral en EUR) ;

■ si le dérivé est non collatéralisé (cas des clients) : courbe d'actualisation Euribor.

L'écart résultant de la différence de courbe de valorisation entre les éléments couverts et de couverture est comptabilisé en inefficacité. Par ailleurs, la valeur des dérivés tient compte du risque de contrepartie.

**Note 6 Couverture****Note 6a Instruments dérivés de couverture**

	31/12/2025			31/12/2024		
	Notionnel	Actif	Passif	Notionnel	Actif	Passif
<b>Instruments dérivés de couverture</b>						
Couverture de Fair Value Hedge	86 857	838	706	100 698	853	1 354
Swaps	86 856	838	706	100 697	853	1 354
Autres contrats fermes	0	0	0	0	0	0

Options et instruments conditionnels	1	0	0	1	0	0
<b>Total</b>	<b>86 857</b>	<b>838</b>	<b>706</b>	<b>100 698</b>	<b>853</b>	<b>1 354</b>

Les dérivés sont actualisés en cohérence avec le taux de rémunération du collatéral auquel ils se rattachent :

■ si le dérivé est compensé en CCP (LCH ou Eurex) : la courbe de taux RFR de la devise correspondante définie par la CCP. La valorisation des dérivés EUR compensés avec Eurex tient compte de la base LCH / Eurex.

■ si le dérivé est resté en bilatéral (contrepartie bancaire) : courbe d'actualisation quasi exclusivement Ester (car les CSA ou ARG prévoient quasi exclusivement de l'échange de collatéral en EUR) ;

■ si le dérivé est non collatéralisé (cas des clients) : courbe d'actualisation Euribor.

L'écart résultant de la différence de courbe de valorisation entre les éléments couverts et de couverture est comptabilisé en inefficacité. Par ailleurs, la valeur des dérivés tient compte du risque de contrepartie.

Les dérivés de couverture sont composés uniquement d'instruments de taux.

#### Echéancier de la valeur nominale des instruments dérivés de couverture

	Moins de 3 mois	De 3 mois à moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	31/12/2025
<b>Instruments dérivés de couverture</b>					
Couverture de Fair Value Hedge	6 185	11 441	39 851	29 380	86 857
Swaps	6 185	11 441	39 850	29 380	86 856
Autres contrats fermes	0	0	0	0	0
Options et instruments conditionnels	0	0	1	0	1
<b>Total</b>	<b>6 185</b>	<b>11 441</b>	<b>39 852</b>	<b>29 380</b>	<b>86 857</b>

	Moins de 3 mois	De 3 mois à moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	31/12/2024
<b>Instruments dérivés de couverture</b>					
Couverture de Fair Value Hedge	14 750	21 113	37 290	27 545	100 698
Swaps	14 750	21 113	37 289	27 545	100 697
Autres contrats fermes	0	0	0	0	0
Options et instruments conditionnels	0	0	1	0	1
<b>Total</b>	<b>14 750</b>	<b>21 113</b>	<b>37 291</b>	<b>27 545</b>	<b>100 698</b>

#### Note 6b Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux

	31/12/2025	31/12/2024
Juste valeur du risque de taux d'intérêt par portefeuilles		
■ d'actifs financiers	-329	171
■ de passifs financiers	-17	-15

#### Note 6c Éléments couverts en Fair Value Hedge

31/12/2025	Valeur au bilan	Dont réévaluation liée à la couverture	Dont réévaluation de l'exercice
Prêts et créances Établissements de crédit au coût amorti	2 809	0	0
Prêts et créances clientèle au coût amorti	130 205	-351	-490
Titres au coût amorti	1 201	-26	9
Actifs financiers à la JVCP	5 032	81	-73
<b>Total</b>	<b>139 247</b>	<b>-296</b>	<b>-554</b>

31/12/2024	Valeur au bilan	Dont réévaluation liée à la couverture	Dont réévaluation de l'exercice
Prêts et créances Établissements de crédit au coût amorti	3 804	0	0
Prêts et créances clientèle au coût amorti	153 197	139	604
Titres au coût amorti	1 040	-34	21
Actifs financiers à la JVCP	6 794	154	-93
<b>Total</b>	<b>164 835</b>	<b>259</b>	<b>532</b>

#### Note 7 Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

##### Note 7a Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres par type de produits

	31/12/2025	31/12/2024
Effets publics	4 657	5 952
Obligations et autres titres de dettes	19 323	18 139

Cotés	18 269	17 022
Non cotés	1 054	1 117
Créances rattachées	152	176
<b>Sous-total brut titres de dettes</b>	<b>24 132</b>	<b>24 267</b>
<i>Dont titres de dettes dépréciés (S3)</i>	20	3
Dépréciations sur encours sains (S1/S2)	-16	-15
Autres dépréciations (S3)	-11	-3
<b>Sous-total net titres de dettes</b>	<b>24 105</b>	<b>24 249</b>
Actions et autres instruments de capitaux propres	0	0
Cotés	0	0
Non cotés	0	0
Titres immobilisés	308	336
Titres de participations	72	70
Autres titres détenus à long terme	201	199
Parts dans les entreprises liées	35	67
<b>Sous-total instruments de capitaux propres</b>	<b>308</b>	<b>336</b>
<b>Total</b>	<b>24 413</b>	<b>24 585</b>
<i>dont plus ou moins values latentes constatées en capitaux propres</i>	-98	3
<i>dont titres de participation cotés</i>	0	0

**Note 7b Liste des principales participations non consolidées**

		% détenu	Capitaux propres	Total bilan	PNB ou CA	Résultat
Crédit Logement	Non coté	5 %	1 590	12 389	207	111

Les différents chiffres (hors pourcentage de détention) se rapportent à l'exercice 2024.

**Note 7c Hiérarchie de la Juste Valeur des instruments financiers évalués à la juste valeur au bilan**

31/12/2025	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
<b>Actifs Financiers</b>				
Juste valeur par capitaux propres	13 120	10 986	307	24 413
■ Effets publics et valeurs assimilées	4 597	82	0	4 679
■ Obligations et autres titres de dettes	8 523	10 904	0	19 427
■ Actions et autres instruments de capitaux propres	0	0	0	0
■ Participations et ATDLT	0	0	273	273
■ Parts entreprises liées	0	0	34	34
Transaction/JVO/Autres	3 874	25 419	5 225	34 518
■ Effets publics et valeurs assimilées - Transaction	50	612	0	662
■ Effets publics et valeurs assimilées - Juste valeur sur option	0	0	0	0
■ Effets publics et valeurs assimilées - Autres JVPR	0	0	0	0
■ Obligations et autres titres de dettes - Transaction	1 710	7 242	100	9 052
■ Obligations et autres titres de dettes - Juste valeur sur option	0	0	609	609
■ Obligations et autres titres de dettes - Autres JVPR	283	46	8	337
■ Actions et autres instruments de capitaux propres - Transaction	1 516	167	0	1 683
■ Actions et autres instruments de capitaux propres - Autres JVPR	257	0	3 490	3 747
■ Participations et ATDLT - Autres JVPR	1	0	170	171
■ Parts entreprises liées - Autres JVPR	0	0	690	690
■ Prêts et créances sur établissements de crédit - Autre JVPR	0	0	0	0
■ Prêts et créances sur la clientèle - Juste valeur sur option	0	0	0	0
■ Prêts et créances sur la clientèle - Autres JVPR	0	14	0	14
■ Prêts et créances - Transaction	0	11 797	0	11 797
■ Dérivés et autres actifs financiers - Transaction	57	5 541	158	5 756
Instruments dérivés de couverture	0	838	0	838
<b>Total</b>	<b>16 994</b>	<b>37 243</b>	<b>5 532</b>	<b>59 769</b>
<b>Passifs Financiers</b>				
Transaction/JVO	1 026	20 044	342	21 412
■ Dettes envers les établissements de crédit - Juste valeur sur option	0	47	0	47
■ Dettes envers la clientèle - Juste valeur sur option	0	302	0	302
■ Dettes représentées par un titre - Juste valeur sur option	0	2 734	0	2 734
■ Dettes subordonnées - Juste valeur sur option	0	0	0	0
■ Dettes - Transaction	0	11 281	0	11 281
■ Dérivés et autres passifs financiers - Transaction	1 026	5 680	342	7 048
Instruments dérivés de couverture	0	706	0	706
<b>Total</b>	<b>1 026</b>	<b>20 750</b>	<b>342</b>	<b>22 118</b>

Il n'y a pas de transfert entre les niveaux 1 et 2 dont le montant est supérieur à 10 % du montant de la ligne « Total » pour la catégorie d'actif ou de passif concerné.

#### Description des niveaux :

■ niveau 1 : cours cotés sur un marché actif ;

■ niveau 2 : cours de marchés actifs pour des instruments semblables et techniques de valorisation dont toutes les données importantes sont fondées sur des informations de marché observables ;

■ niveau 3 : valorisation sur la base de modèles internes contenant des données non observables significatives.

Les instruments du portefeuille de transaction classés en niveaux 2 ou 3 sont constitués en majorité de titres jugés peu liquides et de dérivés.

L'ensemble de ces instruments comporte des incertitudes de valorisation, lesquelles donnent lieu à des ajustements de valeur reflétant la prime de risque qu'un acteur de marché incorporerait lors de l'établissement du prix.

Ces ajustements de valorisation permettent d'intégrer notamment, des risques qui ne seraient pas appréhendés par le modèle, des risques de liquidité associés à l'instrument ou au paramètre concerné, et le risque de contrepartie présent dans la juste valeur des dérivés de gré à gré.

Les méthodes utilisées sont susceptibles d'évoluer.

Lors de l'établissement des ajustements de valeur, chaque facteur de risque est considéré individuellement et aucun effet de diversification entre risques, paramètres ou modèles de nature différente n'est pris en compte.

#### Hiérarchie de la juste valeur – détail du niveau 3

31/12/2025	Transferts	Ouverture	Achats	Ventes	Gains et pertes en résultat	Autres mouvements	Clôture
Actions et autres instruments de capitaux propres – Autres JVPR	3 632	427	-525	-316	280	-8	3 490

31/12/2024	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
<b>Actifs financiers</b>				
Juste valeur par capitaux propres	14 301	9 858	426	24 585
■ Effets publics et valeurs assimilées	5 739	162	90	5 991
■ Obligations et autres titres de dettes	8 562	9 696	0	18 258
■ Actions et autres instruments de capitaux propres	0	0	0	0
■ Participations et ATDLT	0	0	269	269
■ Parts entreprises liées	0	0	67	67
Transaction/JVO/Autres	4 956	25 011	7 413	37 380
■ Effets publics et valeurs assimilées – Transaction	1 210	577	0	1 787
■ Effets publics et valeurs assimilées – Juste valeur sur option	0	0	0	0
■ Effets publics et valeurs assimilées – Autres JVPR	0	0	0	0
■ Obligations et autres titres de dettes – Transaction	2 082	5 426	1 157	8 665
■ Obligations et autres titres de dettes – Juste valeur sur option	0	0	735	735
■ Obligations et autres titres de dettes – Autres JVPR	289	58	8	355
■ Actions et autres instruments de capitaux propres – Transaction	1 074	0	0	1 074
■ Actions et autres instruments de capitaux propres – Autres JVPR	239	0	3 632	3 871
■ Participations et ATDLT – Autres JVPR	1	0	185	186
■ Parts entreprises liées – Autres JVPR	0	0	345	345
■ Prêts et créances sur établissements de crédit – Juste valeur sur option	0	0	0	0
■ Prêts et créances sur établissements de crédit – Autre JVPR	0	0	0	0
■ Prêts et créances sur la clientèle – Juste valeur sur option	0	0	0	0
■ Prêts et créances sur la clientèle – Autres JVPR	0	15	0	15
■ Prêts et créances – Transaction	0	14 362	0	14 362
■ Dérivés et autres actifs financiers – Transaction	61	4 573	1 351	5 985
Instruments dérivés de couverture	1	852	0	853
<b>Total</b>	<b>19 258</b>	<b>35 721</b>	<b>7 839</b>	<b>62 818</b>
<b>Passifs Financiers</b>				
Transaction/JVO	1 769	22 810	1 729	26 308
■ Dettes envers les établissements de crédit – Juste valeur sur option	0	68	0	68
■ Dettes envers la clientèle – Juste valeur sur option	0	210	0	210
■ Dettes représentées par un titre – Juste valeur sur option	0	2 448	0	2 448
■ Dettes subordonnées – Juste valeur sur option	0	0	0	0
■ Dettes – Transaction	0	15 835	0	15 835
■ Dérivés et autres passifs financiers – Transaction	1 769	4 249	1 729	7 747
Instruments dérivés de couverture	0	1 354	0	1 354
<b>Total</b>	<b>1 769</b>	<b>24 164</b>	<b>1 729</b>	<b>27 662</b>

Il n'y a pas de transfert entre les niveaux 1 et 2 dont le montant est supérieur à 10 % du montant de la ligne « Total » pour la catégorie d'actif ou de passif concerné.

Au 31/12/2024, un reclassement de 2 030 millions de livres sterling (2 448 millions d'euros) a été effectué en niveau 2 par le CIC Londres de la ligne "Dettes représentées par un titre au coût amorti" vers la ligne "Passifs financiers à la juste valeur par résultat".

Lors de la clôture de l'exercice, la méthode de classification dans les différents niveaux de juste valeur a été affinée sur certains instruments financiers de la succursale CIC New York, principalement des instruments de type Mortgage-Backed Securities (MBS).

L'analyse a mis en évidence que ces instruments ne répondaient pas aux critères de niveau 1 (prix coté non ajusté sur un marché actif pour un instrument identique) et devaient être classés en niveau 2 selon les principes de la norme IFRS 13.

Les montants suivants ont ainsi été reclassés en niveau 2 pour l'exercice 2024: Dans les instruments évalués à la juste valeur par capitaux propres:

■ obligations et autres titres de dettes: 6 592 millions de dollars (6 345 millions d'euros)

Dans les instruments évalués à la juste valeur par résultat:

■ effets publics et valeurs assimilées - Transaction: 2 millions de dollars (2 millions d'euros)

■ obligations et autres titres de dettes - Transaction: 4 403 millions de dollars (4 238 millions d'euros)

#### Note 7d Note sur les encours de titrisation

Conformément à la demande du superviseur bancaire et du régulateur des marchés, il est présenté ci-après les expositions sensibles basées sur les recommandations du FSB.

Les portefeuilles de trading et de titres à la juste valeur par capitaux propres ont été valorisés au prix de marché à partir de données externes venant des marchés organisés, des principaux brokers ou, lorsqu'aucun prix n'était disponible, à partir de titres comparables cotés sur le marché.

Synthèse	31/12/2025	31/12/2024
RMBS	1 069	1 115
CMBS	0	0
CLO	4 342	3 828
Autres ABS	6 247	5 803
<b>Total</b>	<b>11 658</b>	<b>10 746</b>

Sauf mention contraire, les titres ne sont pas couverts par des CDS.

#### Expositions RMBS, CMBS, CLO et autres ABS

31/12/2025	RMBS	CMBS	CLO	Autres ABS	Total
Juste valeur par résultat	47	-	-	5	52
Coût amorti	7	-	242	3 906	4 155
Juste valeur - Autres	1	-	10	147	158
Juste valeur par capitaux propres	1 014	-	4 090	2 189	7 293
<b>Total</b>	<b>1 069</b>	<b>0</b>	<b>4 342</b>	<b>6 247</b>	<b>11 658</b>
France	481	-	950	2 068	3 499
Espagne	41	-	-	378	419
Royaume Uni	163	-	408	287	858
Europe hors France, Espagne et Royaume Uni	363	-	120	1 965	2 448
USA	1	-	2 864	1 113	3 978
Autres	20	-	-	436	456
<b>Total</b>	<b>1 069</b>	<b>0</b>	<b>4 342</b>	<b>6 247</b>	<b>11 658</b>
US Agencies	0	-	-	-	0
AAA	1 062	-	3 975	2 003	7 040
AA	5	-	309	872	1 186
A	1	-	48	2	51
BBB	0	-	-	-	0
BB	0	-	-	0	0
Inférieur ou égal à B	1	-	-	6	7
Non noté	0	-	10	3 364	3 374
<b>Total</b>	<b>1 069</b>	<b>0</b>	<b>4 342</b>	<b>6 247</b>	<b>11 658</b>
Origination 2020 et avant	21	-	146	84	251
Origination 2021	196	-	646	1 150	1 992
Origination 2022	150	-	53	295	498
Origination 2023	184	-	111	1 575	1 870
Origination 2024	249	-	1 311	1 784	3 344
Origination 2025	269	-	2 075	1 359	3 703
<b>Total</b>	<b>1 069</b>	<b>0</b>	<b>4 342</b>	<b>6 247</b>	<b>11 658</b>

31/12/2024	RMBS	CMBS	CLO	Autres ABS	Total
Juste valeur par résultat	111	0	0	22	133
Coût amorti	11	0	306	3 701	4 018
Juste valeur - Autres	1	0	6	128	135
Juste valeur par capitaux propres	992	0	3 516	1 952	6 460
<b>Total</b>	<b>1 115</b>	<b>0</b>	<b>3 828</b>	<b>5 803</b>	<b>10 746</b>
France	557	0	826	2 021	3 404
Espagne	49	0	0	332	381
Royaume Uni	54	0	171	366	591
Europe hors France, Espagne et Royaume Uni	416	0	172	1 618	2 206

USA	2	0	2 659	1 158	3 819
Autres	37	0	0	308	345
<b>Total</b>	<b>1 115</b>	<b>0</b>	<b>3 828</b>	<b>5 803</b>	<b>10 746</b>
US Agencies	0	0	0	0	0
AAA	1 101	0	3 497	2 017	6 615
AA	9	0	248	546	803
A	4	0	77	3	84
BBB	0	0	0	0	0
BB	0	0	0	0	0
Inférieur ou égal à B	1	0	0	7	8
Non noté	0	0	6	3 230	3 236
<b>Total</b>	<b>1 115</b>	<b>0</b>	<b>3 828</b>	<b>5 803</b>	<b>10 746</b>
Origination 2020 et avant	238	0	544	77	859
Origination 2021	244	0	1 486	1 275	3 005
Origination 2022	194	0	212	397	803
Origination 2023	187	0	323	1 935	2 445
Origination 2024	252	0	1 263	2 119	3 634
<b>Total</b>	<b>1 115</b>	<b>0</b>	<b>3 828</b>	<b>5 803</b>	<b>10 746</b>

**Note 8 Actifs financiers au coût amorti**

	31/12/2025	31/12/2024
Titres au coût amorti	5 462	5 167
Prêts et créances sur les établissements de crédit	49 542	46 127
Prêts et créances sur la clientèle	261 726	255 516
<b>Total</b>	<b>316 730</b>	<b>306 810</b>

**Note 8a Titres au coût amorti**

	31/12/2025	31/12/2024
Titres	5 446	5 164
Effets publics	1 440	1 341
Obligations et autres titres de dettes	4 006	3 823
■ Cotés	3 419	3 083
■ Non cotés	587	740
Créances rattachées	18	19
<b>Total brut</b>	<b>5 464</b>	<b>5 183</b>
dont actifs dépréciés (S3)	1	23
Dépréciations sur encours sains (S1/S2)	-2	-2
Autres dépréciations (S3)	0	-14
<b>Total net</b>	<b>5 462</b>	<b>5 167</b>

Au 31 décembre 2025, la valeur nette comptable des titres de dettes HQLA comptabilisées à l'actif au coût amorti s'élève à 2 074 millions d'euros. La juste valeur estimée de ces actifs s'élève à 2 091 millions d'euros.

**Note 8b Prêts et créances sur les établissements de crédit au coût amorti**

	31/12/2025	31/12/2024
Créances saines (S1/S2)	49 088	45 603
Comptes ordinaires	23 936	20 852
Prêts	21 723	20 017
Autres créances	2 740	3 973
Pensions	689	761
Créances brutes faisant l'objet de dépréciation individuelle (S3)	0	0
Créances rattachées	455	525
Dépréciations sur encours sains (S1/S2)	-1	-1
Autres dépréciations (S3)	0	0
<b>Total</b>	<b>49 542</b>	<b>46 127</b>

**Note 8c Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti**

	31/12/2025	31/12/2024
Créances saines (S1/S2)	242 626	236 905
Créances commerciales	8 886	7 728
Autres concours à la clientèle	233 053	228 567
■ crédits à l'habitat	113 500	113 057
■ autres concours et créances diverses (1)	113 228	109 451

■ pensions	6 325	6 059
Créances rattachées	687	610
Créances brutes faisant l'objet de dépréciation individuelle (S3)	7 656	6 829
<b>Créances brutes</b>	<b>250 282</b>	<b>243 734</b>
Dépréciations sur encours sains (S1/S2)	-950	-969
Autres dépréciations (S3)	-2 959	-2 726
<b>Sous-total I</b>	<b>246 373</b>	<b>240 039</b>
Location financement (investissement net)	15 022	15 017
Mobilier	9 830	9 793
Immobilier	5 192	5 224
Créances brutes faisant l'objet de dépréciation individuelle (S3)	641	710
Dépréciations sur encours sains (S1/S2)	-100	-98
Autres dépréciations (S3)	-210	-152
<b>Sous-total II</b>	<b>15 353</b>	<b>15 477</b>
<b>Total</b>	<b>261 726</b>	<b>255 516</b>
dont prêts participatifs	14	15
dont prêts subordonnés	12	12
(1) Sont inclus les dépôts de garantie versés en représentation des engagements de paiements accordés au fonds de résolution unique (146 M€) et Fonds de garantie des dépôts (131 M€).		

### Prêts garantis par l'état

Au 31 décembre 2025, les prêts garantis par l'État émis par le groupe s'élèvent à 2 447 millions d'euros.

L'évaluation des pertes de crédit attendues de ces prêts tient compte de l'effet de la garantie d'État (mise en œuvre par la Banque Publique d'Investissement), à hauteur de 70 % à 90 % du capital et des intérêts restant dus.

31/12/2025	Encours			Dépréciations		
	S1	S2	S3	S1	S2	S3
Montants	927	548	972	-1	-2	-129

31/12/2024	Encours			Dépréciations		
	S1	S2	S3	S1	S2	S3
Montants	2 072	1 353	1 090	-2	-4	-139

### Opérations de location financement avec la clientèle

	31/12/2024	Augmentation	Diminution	Autres	31/12/2025
Valeur brute comptable	15 727	2 470	-2 532	-2	15 663
Dépréciations des loyers non recouvrables	-250	-137	77	0	-310
Valeur nette comptable	15 477	2 333	-2 455	-2	15 353

### Ventilation par durée des loyers futurs minimaux à recevoir au titre de la location financement

	> 1 an et < 1 an	< 5 ans	> 5 ans	Total
Loyers futurs minimaux à recevoir	4 141	8 530	3 242	15 912
Valeurs actualisées des loyers futurs	3 815	8 069	3 218	15 102
Produits financiers non acquis	325	461	24	810

### Note 9 Valeur brute et cadrage des dépréciations

#### Note 9a Valeurs brutes soumises à dépréciation

	31/12/2024	Acquisition/ production	Vente/ remboursement	Transfert	Autres (1)	31/12/2025
<b>Actifs financiers au coût amorti – prêts et créances</b>	<b>46 128</b>	<b>24 183</b>	<b>-20 495</b>	<b>0</b>	<b>-273</b>	<b>49 543</b>
<b>Établissements de crédit soumis</b>						
■ aux pertes attendues à 12 mois (S1)	46 128	24 183	-20 495	-2	-273	49 541
■ aux pertes attendues à terminaison (S2)	0	0	0	2	0	2
<b>Actifs financiers au coût amorti – prêts et créances sur la clientèle soumis</b>	<b>259 461</b>	<b>75 062</b>	<b>-68 115</b>	<b>0</b>	<b>-463</b>	<b>265 945</b>
■ aux pertes attendues à 12 mois (S1)	228 341	72 665	-61 945	-5 018	-836	233 207
■ aux pertes attendues à terminaison (S2)	23 581	2 004	-4 294	3 012	138	24 441

■ aux pertes attendues sur actifs dépréciés (S3) à la clôture mais non dépréciés dès l'origine	7 357	377	-1 833	2 006	218	8 125
■ aux pertes attendues sur actifs dépréciés (S3) à la clôture et dès l'origine	182	16	-43	0	17	172
<b>Actifs financiers au coût amorti – titres</b>	<b>5 183</b>	<b>1 683</b>	<b>-1 364</b>	<b>-19</b>	<b>-19</b>	<b>5 464</b>
■ soumis aux pertes attendues à 12 mois (S1)	5 152	1 683	-1 362	0	-17	5 456
■ soumis aux pertes attendues à terminaison (S2)	8	0	0	0	-1	7
■ aux pertes attendues sur actifs dépréciés (S3) à la clôture mais non dépréciés dès l'origine	23	0	-2	-19	-1	1
■ aux pertes attendues sur actifs dépréciés (S3) à la clôture et dès l'origine	0	0	0	0	0	0
<b>Actifs financier à la juste valeur par capitaux propres – titres de dettes</b>	<b>24 267</b>	<b>16 590</b>	<b>-15 190</b>	<b>19</b>	<b>-1 554</b>	<b>24 132</b>
■ aux pertes attendues à 12 mois (S1)	24 264	16 587	-15 187	-5	-1 554	24 105
■ aux pertes attendues à terminaison (S2)	0	3	0	4	0	7
■ aux pertes attendues sur actifs dépréciés (S3) à la clôture mais non dépréciés dès l'origine	3	0	-3	20	0	20
<b>Total</b>	<b>335 039</b>	<b>117 518</b>	<b>-105 164</b>	<b>0</b>	<b>-2 309</b>	<b>345 084</b>
<i>(1) Dont conversion.</i>						

#### Valeur comptable brute des expositions par catégorie et par fourchette de probabilité de défaut (prêts à la clientèle)

31/12/2025 Par tranche de probabilité de défaut 12 mois IFRS 9 <sup>a</sup>	Dont actifs dépréciés dès l'origine	Soumis aux pertes attendues à 12 mois	Soumis aux pertes attendues à terminaison	Soumis aux pertes attendues sur actifs dépréciés à la clôture mais non dépréciés dès l'origine
< 0,1	3	95 024	1 081	0
0,1-0,25	0	34 947	153	0
0,26-0,99	0	49 208	5 196	0
1-2,99	4	36 889	6 591	0
3-9,99	4	14 037	6 422	0
>= 10	190	3 102	4 998	8 125
<b>Total</b>	<b>201</b>	<b>233 207</b>	<b>24 441</b>	<b>8 125</b>

31/12/2024 Par tranche de probabilité de défaut 12 mois IFRS 9	Dont actifs dépréciés dès l'origine	Soumis aux pertes attendues à 12 mois	Soumis aux pertes attendues à terminaison	Soumis aux pertes attendues sur actifs dépréciés à la clôture mais non dépréciés dès l'origine
< 0,1	40	103 360	1 220	0
0,1-0,25	0	34 279	12	0
0,26-0,99	0	37 693	3 899	0
1-2,99	3	36 179	6 481	0
3-9,99	10	13 354	6 127	0
>= 10	199	3 476	5 842	7 357
<b>Total</b>	<b>252</b>	<b>228 341</b>	<b>23 581</b>	<b>7 357</b>

#### Répartition des dépréciations

31/12/2025	Encours bruts			Dépréciations					Encours nets
	S1	S2	S3	S1	Dont ajustement (1)	S2	Dont ajustement (1)	S3	
Prêts et créances Etablissements de crédit	49 541	2	0	-1	0	0	0	0	49 542
Prêts et créances clientèle	233 207	24 441	8 297	-364	-39	-686	-71	-3 169	261 728



Actifs financiers au coût amorti - titres	5 456	7	1	-1	0	-1	0	0	5 462
Actifs financier en JVCP - titres de dettes	24 105	7	20	-16	0	0	0	-11	24 105
Actifs financier en JVCP - Prêts	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>312 309</b>	<b>24 457</b>	<b>8 318</b>	<b>-382</b>	<b>-39</b>	<b>-687</b>	<b>-71</b>	<b>-3 180</b>	<b>340 837</b>

(1) Ajustement post-modèle et complément de dépréciations de 50 millions d'euros sur les opérations à effet de levier.

31/12/2024	Encours bruts			Dépréciations					Encours nets
	S1	S2	S3	S1	Dont ajustement (1)	S2	Dont ajustement (1)	S3	
Prêts et créances Établissements de crédit	46 128	0	0	-1	0	0	0	0	46 127
Prêts et créances clientèle	228 341	23 581	7 539	-360	-51	-707	-152	-2 878	255 516
Actifs financiers au coût amorti - titres	5 152	8	23	-1	0	-1	0	-14	5 167
Actifs financier en JVCP - titres de dettes	24 264	0	3	-15	0	0	0	-3	24 249
Actifs financier en JVCP - Prêts	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>303 885</b>	<b>23 589</b>	<b>7 565</b>	<b>-377</b>	<b>-51</b>	<b>-708</b>	<b>-152</b>	<b>-2 895</b>	<b>331 059</b>

(1) Ajustement post-modèle et complément de dépréciations de 50 millions d'euros sur les opérations à effet de levier.

#### Note 9b Cadrage des dépréciations

	31/12/2024	Dotation	Reprise	Autres	31/12/2025
<b>Actifs financiers au coût amorti – Prêts et créances</b>	<b>-1</b>	<b>-1</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>-1</b>
Établissements de crédit					
■ pertes attendues à 12 mois (S1)	-1	-1	1	0	-1
<b>Actifs financiers au coût amorti – Prêts et créances clientèle</b>	<b>-3 945</b>	<b>-1 646</b>	<b>1 365</b>	<b>7</b>	<b>-4 219</b>
■ pertes attendues à 12 mois (S1)	-360	-196	190	2	-364
■ pertes attendues à terminaison (S2)	-707	-410	429	2	-686
■ pertes attendues sur actifs dépréciés (S3) à la clôture mais non dépréciés dès l'origine	-2 878	-1 040	746	3	-3 169
■ aux pertes attendues sur actifs dépréciés (S3) à la clôture et dès l'origine	0	0	0	0	0
<b>Actifs financiers au coût amorti – titres</b>	<b>-16</b>	<b>1</b>	<b>3</b>	<b>11</b>	<b>-1</b>
■ pertes attendues à 12 mois (S1)	-1	0	0	0	-1
■ pertes attendues à terminaison (S2)	-1	0	0	0	-1
■ pertes attendues sur actifs dépréciés (S3) à la clôture mais non dépréciés dès l'origine	-14	0	3	11	0
■ aux pertes attendues sur actifs dépréciés (S3) à la clôture et dès l'origine	0	0	0	0	0
<b>Actifs financier en JVCP – titres de dettes</b>	<b>-18</b>	<b>-14</b>	<b>15</b>	<b>-10</b>	<b>-27</b>
■ pertes attendues à 12 mois (S1)	-15	-14	12	1	-16
■ pertes attendues à terminaison (S2)	0	0	0	0	0
■ pertes attendues sur actifs dépréciés (S3) à la clôture mais non dépréciés dès l'origine	-3	0	3	-11	-11
<b>Total</b>	<b>-3 981</b>	<b>-1 661</b>	<b>1 384</b>	<b>8</b>	<b>-4 249</b>

Le groupe évalue la sensibilité du montant des pertes de crédits attendues (y compris ajustement post-modèle). Il en ressort de ces analyses qu'une pondération à 100 % du scénario :

- pessimiste impliquerait une augmentation complémentaire des pertes de crédit attendues de 10,07 %, soit 129 millions d'euros ;
- optimiste entraînerait, a contrario, une diminution des pertes de crédit attendues de 5,04 %, soit 65 millions d'euros ;
- central conduirait à une diminution des pertes de crédit attendues à 2,98 %, soit 38 millions d'euros.

#### Note 10 Impôts

##### Note 10a Impôts courants

	31/12/2025	31/12/2024
Actif (par résultat)	721	627
Passif (par résultat)	315	325

##### Note 10b Impôts différés

	31/12/2025	31/12/2024
Actif (par résultat)	369	392
Actif (par capitaux propres)	63	87
Passif (par résultat)	349	257
Passif (par capitaux propres)	25	21

**Répartition des impôts différés (par résultat) par grandes catégories**

	31/12/2025		31/12/2024	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Différences temporaires sur :				
Provisions	245		244	
Réserve latente de location financement		310		162
Résultat des sociétés transparentes				
Réévaluation des instruments financiers	125	135	98	129
Charges à payer et produits à recevoir	106	2	90	
Autres décalages temporaires	98	108	100	107
Compensation	-206	-206	-141	-141
<b>Total des actifs et passifs d'impôts différés</b>	<b>369</b>	<b>349</b>	<b>392</b>	<b>257</b>

Les impôts différés sont calculés selon le principe du report variable.

**Note 11 Comptes de régularisation et actifs divers**

	31/12/2025	31/12/2024
<b>Comptes de régularisation actif</b>		
Valeurs reçues à l'encaissement	82	101
Comptes d'ajustement sur devises	54	202
Produits à recevoir	406	478
Comptes de régularisation divers	2 037	2 154
<b>Sous-total</b>	<b>2 579</b>	<b>2 935</b>
<b>Autres actifs</b>		
Comptes de règlement sur opérations sur titres	92	107
Débiteurs divers	3 392	3 501
Stocks et assimilés	39	32
Autres emplois divers	4	4
<b>Sous-total</b>	<b>3 527</b>	<b>3 644</b>
<b>Total</b>	<b>6 106</b>	<b>6 579</b>

Les comptes de régularisation ainsi que les comptes de débiteurs divers sont principalement composés de comptes de passage de systèmes de paiement interbancaires. Les comptes de charges à payer et de produits à recevoir concernent les charges de personnel et les frais généraux et ne concernent pas les prêts et les emprunts pour lesquels les intérêts courus non échus constituent des dettes et des créances rattachées.

**Note 12 Participation dans les entreprises mises en équivalence****Note 12a Quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence**

31/12/2025	Pays	% intérêt	Valeur de MEE (1)	QP de résultat net	Dividendes reçus
Groupe ACM	France	15,93 %	1 601	149	54
<b>Total</b>			<b>1 601</b>	<b>149</b>	<b>54</b>

31/12/2024	Pays	% intérêt	Valeur de MEE (1)	QP de résultat net	Dividendes reçus
Groupe ACM	France	16,06 %	1 458	151	213
<b>Total</b>			<b>1 458</b>	<b>151</b>	<b>213</b>

(1) Y compris l'écart d'acquisition de 52 millions d'euros pour le groupe ACM.

**Note 12b Données des principales entreprises mises en équivalence**

31/12/2025	Total bilan	PNB/CA	RBE	Résultat net	OCI	Capitaux propres
Groupe ACM	137 615	1 448	1 461	936	894	9 902

31/12/2024	Total bilan	PNB/CA	RBE	Résultat net	OCI	Capitaux propres
Groupe ACM	128 729	1 370	1 370	946	625	9 047

**Note 13 Immeubles de placement**

	31/12/2024	Augmentation	Diminution	Autres	31/12/2025
Coût historique	61	23	-5	0	79
Amortissement et dépréciation	-33	-1	1	0	-33
<b>Montant net</b>	<b>28</b>	<b>22</b>	<b>-4</b>	<b>0</b>	<b>46</b>

La juste valeur des immeubles de placement comptabilisés au coût amorti est comparable à leur valeur comptable.

**Note 14 Immobilisations corporelles et incorporelles****Note 14a Immobilisations corporelles**

	31/12/2024	Augmentation	Diminution	Autres	31/12/2025
<b>Coût historique</b>					
Terrains d'exploitation	340	6	-1	0	345
Constructions d'exploitation	2 530	53	-83	-1	2 499
Droits d'utilisation – Immobilier	969	32	-64	9	946
Autres immobilisations corporelles	622	119	-73	1	669
<b>Total</b>	<b>4 461</b>	<b>210</b>	<b>-221</b>	<b>9</b>	<b>4 459</b>
<b>Amortissement et dépréciation</b>					
Terrains d'exploitation	0	0	0	0	0
Constructions d'exploitation	-1 775	-69	69	0	-1 775
Droits d'utilisation – Immobilier	-457	-108	54	4	-507
Autres immobilisations corporelles	-445	-19	17	1	-446
<b>Total</b>	<b>-2 677</b>	<b>-196</b>	<b>140</b>	<b>5</b>	<b>-2 728</b>
<b>Montant net</b>	<b>1 784</b>	<b>14</b>	<b>-81</b>	<b>14</b>	<b>1 731</b>

**Note 14b Immobilisations incorporelles**

	31/12/2024	Augmentation	Diminution	Autres	31/12/2025
<b>Coût historique</b>					
Immobilisations générées en interne	0	0	0	0	0
Immobilisations acquises	396	23	-6	-2	411
■ logiciels	219	21	0	-1	239
■ autres	177	2	-6	-1	172
<b>Total</b>	<b>396</b>	<b>23</b>	<b>-6</b>	<b>-2</b>	<b>411</b>
<b>Amortissement et dépréciation</b>					
Immobilisations générées en interne	0	0	0	0	0
Immobilisations acquises	-239	-62	15	2	-284
■ logiciels	-178	-18	0	1	-195
■ autres	-61	-44	15	1	-89
<b>Total</b>	<b>-239</b>	<b>-62</b>	<b>15</b>	<b>2</b>	<b>-284</b>
<b>Montant net</b>	<b>157</b>	<b>-39</b>	<b>9</b>	<b>0</b>	<b>127</b>

**Note 15 Écarts d'acquisition**

	31/12/2024	Augmentation	Diminution	Autres	31/12/2025
Écarts d'acquisition brut	33	0	0	0	33
Dépréciations	0	0	0	0	0
<b>Ecart d'acquisition net</b>	<b>33</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>33</b>

Filiales	31/12/2024	Augmentation	Diminution	Autres	31/12/2025
Banque Transatlantique	6	-	-	-	6
Dubly Transatlantique Gestion	6	-	-	-	6
Crédit Mutuel Equity SCR	21	-	-	-	21
<b>Total</b>	<b>33</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>33</b>

Les unités génératrices de trésorerie auxquelles les écarts d'acquisition sont affectés, font l'objet de tests annuels qui visent à s'assurer de leur valeur recouvrable. Une perte de valeur est constatée par dépréciation de l'écart d'acquisition lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable.

La valeur recouvrable (valeur d'utilité) est déterminée selon la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie futurs attendus.

Pour la détermination de la valeur d'utilité, les flux de trésorerie reposent sur les plans d'affaires déterminés par la direction sur une durée maximum de cinq ans, puis sur la projection d'un flux à l'infini en fonction d'un taux de croissance à long terme.

Le taux d'actualisation des flux de trésorerie correspond au coût du capital, lequel est déterminé à partir d'un taux sans risque à long terme auquel s'ajoute une prime de risque, pondérée par un coefficient de sensibilité au risque ( $\beta$ ) permettant d'apprécier la volatilité du marché. Au 31 décembre 2025, le taux d'actualisation retenu est de 10 %.

**Notes sur le passif du bilan****Note 16 Passifs financiers à la juste valeur par résultat**

	31/12/2025	31/12/2024
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	18 329	23 581
Passifs financiers à la juste valeur sur option par résultat	3 083	2 727
<b>Total</b>	<b>21 412</b>	<b>26 308</b>

Au 31/12/2024, un reclassement de 2 030 millions de livres sterling (2 448 millions d'euros) a été effectué par le CIC Londres de la ligne "Dettes représentées par un titre au coût amorti" vers la ligne "Passifs financiers à la juste valeur par résultat".

Note 16a Passifs financiers détenus à des fins de transaction

	31/12/2025	31/12/2024
Vente à découvert de titres	931	1 425
■ Effets publics	0	0
■ Obligations et autres titres de dettes	52	616
■ Actions et autres instruments de capitaux propres	879	809
Dettes représentatives des titres donnés en pension	11 282	15 835
Instruments dérivés de transaction	5 509	5 680
Autres passifs financiers détenus à des fins de transaction	607	641
<b>Total</b>	<b>18 329</b>	<b>23 581</b>

Note 16b Passifs financiers à la juste valeur sur option par résultat

	31/12/2024			31/12/2023		
	Valeur Comptable	Montant dû à l'échéance	Ecart	Valeur Comptable	Montant dû à l'échéance	Ecart
Titres émis	2 734	2 733	1	2 448	2 448	0
Dettes subordonnées	0	0	0	0	0	0
Dettes interbancaires	47	47	0	68	68	0
Dettes envers la clientèle	302	302	0	211	211	0
<b>Total</b>	<b>3 083</b>	<b>3 082</b>	<b>1</b>	<b>2 727</b>	<b>2 727</b>	<b>0</b>

Au 31/12/2024, un reclassement de 2 030 millions de livres sterling (2 448 millions d'euros) a été effectué par le CIC Londres de la ligne "Dettes représentées par un titre au coût amorti" vers la ligne "Passifs financiers à la juste valeur par résultat".

Note 17 Compensation des actifs et passifs financiers

31/12/2025	Montants bruts des actifs financiers	Montants bruts compensés au bilan	Montants nets présentés au bilan	Montants liés non compensés au bilan			Montants nets
				Impacts des conventions-cadre de compensation	Instruments financiers reçus en garantie	Trésorerie reçue (cash collateral)	
Actifs financiers							
Dérivés	7 511	-917	6 594	-3 458	0	-589	2 547
Pensions	20 703	-1 095	19 608	0	-19 216	-318	74
<b>Total</b>	<b>28 214</b>	<b>-2 012</b>	<b>26 202</b>	<b>-3 458</b>	<b>-19 216</b>	<b>-907</b>	<b>2 621</b>

31/12/2025	Montants bruts des actifs financiers	Montants bruts compensés au bilan	Montants nets présentés au bilan	Montants liés non compensés au bilan			Montants nets
				Impacts des conventions-cadre de compensation	Instruments financiers reçus en garantie	Trésorerie reçue (cash collateral)	
Passifs financiers							
Dérivés	7 132	-917	6 215	-3 458	0	-579	2 178
Pensions	23 580	-1 095	22 485	0	-22 307	-168	10
<b>Total</b>	<b>30 712</b>	<b>-2 012</b>	<b>28 700</b>	<b>-3 458</b>	<b>-22 307</b>	<b>-747</b>	<b>2 188</b>

31/12/2024	Montants bruts des actifs financiers	Montants bruts compensés au bilan	Montants nets présentés au bilan	Montants liés non compensés au bilan			Montants nets
				Impacts des conventions-cadre de compensation	Instruments financiers reçus en garantie	Trésorerie reçue (cash collateral)	
Actifs financiers							
Dérivés	7 303	-465	6 838	-4 999	0	-1 100	739
Pensions	22 920	-980	21 940	0	-21 646	-248	46
<b>Total</b>	<b>30 223</b>	<b>-1 445</b>	<b>28 778</b>	<b>-4 999</b>	<b>-21 646</b>	<b>-1 348</b>	<b>785</b>

31/12/2024	Montants bruts des actifs financiers	Montants bruts compensés au bilan	Montants nets présentés au bilan	Montants liés non compensés au bilan			Montants nets
				Impacts des conventions-cadre de compensation	Instruments financiers reçus en garantie	Trésorerie reçue (cash collateral)	

<b>Passifs financiers</b>							
Dérivés	7 499	-465	7 034	-4 933	0	-1 799	302
Pensions	29 340	-980	28 360	0	-28 114	-235	11
<b>Total</b>	<b>36 839</b>	<b>-1 445</b>	<b>35 394</b>	<b>-4 933</b>	<b>-28 114</b>	<b>-2 034</b>	<b>313</b>

"Ces informations, requises par un amendement à IFRS 7, ont pour but de permettre la comparabilité avec le traitement applicable selon les principes comptables généralement admis aux États-Unis (US GAAP), moins restrictifs que les normes IFRS.

Les montants figurant dans la 2e colonne correspondant à la compensation comptable, selon IAS 32."

La colonne « Impact des conventions-cadre de compensation » correspond aux encours de transactions relevant de contrats exécutoires mais ne faisant pas l'objet d'une compensation comptable. Cela concerne notamment les opérations pour lesquelles le droit à compenser s'exerce en cas de défaillance, d'insolvabilité ou de la faillite d'une des parties aux contrats. Sont concernés les dérivés et les pensions, traités ou non via des chambres de compensation.

La colonne « instruments financiers reçus/donnés en garantie » comprend les collatéraux échangés sous forme de titres à leur valeur de marché.

La colonne « trésorerie reçue/versée (cash collateral) » inclut les dépôts de garantie reçus ou donnés en contrepartie des valeurs de marchés positives ou négatives des instruments financier.

#### Note 18 Passifs financiers au coût amorti

##### Note 18a Dettes envers les banques centrales et les établissements de crédit

	31/12/2025	31/12/2024
<b>Banques centrales</b>	<b>12</b>	<b>18</b>
<b>Dettes envers les établissements de crédit</b>	<b>99 020</b>	<b>94 742</b>
Comptes ordinaires	2 315	3 718
Emprunts	87 753	79 884
Autres dettes	1 746	2 420
Pensions	6 770	8 166
Dettes rattachées	436	554

##### Note 18b Dettes envers la clientèle au coût amorti

	31/12/2025	31/12/2024
Comptes d'épargne à régime spécial	51 923	53 190
■ à vue	41 937	42 170
■ à terme	9 986	11 020
Dettes rattachées sur comptes d'épargne	0	0
<b>Sous-total</b>	<b>51 923</b>	<b>53 190</b>
Comptes à vue	97 282	94 842
Comptes et emprunts à terme	74 972	72 124
Pensions	4 202	4 183
Autres dettes	26	53
Dettes rattachées	1 064	1 042
<b>Sous-total</b>	<b>177 546</b>	<b>172 244</b>
<b>Total</b>	<b>229 469</b>	<b>225 434</b>

##### Note 18c Dettes représentées par un titre au coût amorti

	31/12/2025	31/12/2024
Bons de caisse	62	51
TMI & TCN	28 263	23 927
Emprunts obligataires	15 781	14 246
Titres seniors non préférés	0	0
Dettes rattachées	460	521
<b>Total</b>	<b>44 566</b>	<b>38 745</b>

Au 31/12/2024, un reclassement de 2 030 millions de livres sterling (2 448 millions d'euros) a été effectué par le CIC Londres de la ligne "Dettes représentées par un titre au coût amorti" vers la ligne "Passifs financiers à la juste valeur par résultat". Ce reclassement impacte les lignes "TMI & TCN" et "Dettes rattachées".

##### Note 18d Éléments couverts en Fair Value Hedge

31/12/2025	Valeur au bilan	Dont réévaluation liée à la couverture	Dont réévaluation de l'exercice
Dettes représentées par un titre	377	7	-4
Dettes envers les établissements de crédit	30 722	0	0
Dettes envers la clientèle	4 656	-17	-1
<b>Total</b>	<b>35 755</b>	<b>-10</b>	<b>-5</b>

31/12/2024	Valeur au bilan	Dont réévaluation liée à la couverture	Dont réévaluation de l'exercice
Dettes représentées par un titre	399	11	9
Dettes envers les établissements de crédit	28 672	0	0
Dettes envers la clientèle	24 322	-15	15
<b>Total</b>	<b>53 393</b>	<b>-4</b>	<b>24</b>

## Note 19 Comptes de régularisation et passifs divers

	31/12/2025	31/12/2024
<b>Comptes de régularisation passif</b>		
Comptes indisponibles sur opérations de recouvrement	11	9
Comptes d'ajustement sur devises	261	25
Charges à payer	1 098	1 079
Produits constatés d'avance	628	576
Comptes de régularisation divers	4 656	4 770
<b>Sous-total</b>	<b>6 654</b>	<b>6 459</b>
<b>Autres passifs</b>		
Obligations locatives – Immobilier	454	527
Comptes de règlement sur opérations sur titres	46	63
Versements restant à effectuer sur titres	173	175
Créditeurs divers	675	685
<b>Sous-total</b>	<b>1 348</b>	<b>1 450</b>
<b>Total</b>	<b>8 002</b>	<b>7 909</b>

## Note 19a Obligations locatives par durée résiduelle

31/12/2025	d ≤ 1 an	1 an < d ≤ 3 ans	3 ans < d ≤ 6 ans	6 ans < d ≤ 9 ans	d > 9 ans	Total
<b>Obligations locatives</b>						
■ Immobilier	96	177	114	42	26	454

31/12/2024	d ≤ 1 an	1 an < d ≤ 3 ans	3 ans < d ≤ 6 ans	6 ans < d ≤ 9 ans	d > 9 ans	Total
<b>Obligations locatives</b>						
■ Immobilier	102	205	146	47	27	527

## Note 20 Provisions

## Note 20a Provisions

	31/12/2024	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice (provision utilisée)	Reprises de l'exercice (provision non utilisée)	Autres variations	31/12/2025
<b>Provisions pour risques</b>	<b>404</b>	<b>231</b>	<b>-3</b>	<b>-215</b>	<b>18</b>	<b>435</b>
Sur engagements de garantie	293	140	0	-127	-3	303
dont pertes attendues à 12 mois (S1)	54	31	0	-30	0	55
dont pertes attendues à terminaison (S2)	87	39	0	-52	-3	71
Sur engagements de financement	71	77	-3	-57	0	88
dont pertes attendues à 12 mois (S1)	41	40	0	-28	-2	51
dont pertes attendues à terminaison (S2)	26	33	0	-28	3	34
Provisions fiscales	6	1	0	-2	-3	2
Provisions pour litiges	8	6	0	-1	-1	12
Provisions pour risques sur créances diverses	26	7	0	-28	25	30
<b>Autres provisions</b>	<b>640</b>	<b>345</b>	<b>-5</b>	<b>-208</b>	<b>-47</b>	<b>725</b>
Provision pour épargne logement	106	0	0	-32	0	74
Provisions pour éventualités diverses	81	75	-5	-45	-23	83
Autres provisions (1)	453	270	0	-131	-24	568
<b>Provisions pour engagements de retraite</b>	<b>340</b>	<b>12</b>	<b>-11</b>	<b>-92</b>	<b>132</b>	<b>381</b>
<b>Total</b>	<b>1 384</b>	<b>588</b>	<b>-19</b>	<b>-515</b>	<b>103</b>	<b>1 541</b>

(1) Les autres provisions concernent des provisions sur des SPV à hauteur de 568 millions d'euros.

Le cadre réglementaire européen destiné à préserver la stabilité financière est notamment composé de la directive (dite BRRD) sur le rétablissement et la résolution des banques et du règlement (dit SRMR) instaurant le mécanisme de résolution unique et le Fonds de résolution bancaire unique (FRU).

Ce FRU a été alimenté par des contributions de l'ensemble des banques des États membres participant à l'Union Bancaire et a atteint fin 2023 l'objectif fixé d'une dotation globale supérieure ou égale à 1 % des dépôts couverts de ces mêmes banques.

Une fraction des contributions pouvait être acquittée sous forme d'engagements de paiement irrévocables (EPI) sécurisés par le versement de dépôts de garantie en espèces rémunéré (cf. note 8c).

Dans l'hypothèse où des mesures de résolution faisant intervenir le FRU seraient mises en œuvre, le Conseil de Résolution Unique pourrait appeler tout ou partie des EPI afin de rétablir les moyens financiers disponibles du Fonds dans la limite du plafond de 1% précité. Les dépôts de garantie ont vocation à être remboursés par le FRU dès lors que la contribution représentée par l'EPI serait versée.

L'horizon de l'appel des engagements irrévocables de paiement est jugé incertain et, le cas échéant, à très long terme, dans le contexte de résilience du système bancaire de la zone euro mis en exergue par les résultats des Stress-tests BCE 2025. Depuis la mise en place du cadre, aucune intervention du FRU n'a été nécessaire dans les cas de résolution traités par le Conseil de Résolution Unique. Aucune mesure de résolution nécessitant un recours aux EPI n'est anticipée en zone euro dans un horizon prévisible.

Par ailleurs, une perte ou un retrait d'agrément du groupe est également jugé hautement improbable dans le contexte de continuité d'exploitation, appuyé par la stabilité et de robustesse du modèle mutualiste du Groupe Crédit Mutuel.

#### Note 20b Engagements de retraite et avantages similaires

	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Autres variations	31/12/2024	31/12/2025
<b>Engagements de retraite à prestations définies et assimilés hors caisses de retraite</b>					
Indemnités de fin de carrière	241	2	-98	129	274
Compléments de retraite	19	5	-5	0	19
Primes liées aux médailles du travail (autres avantages à long terme)	74	4	0	0	78
<b>Sous-total</b>	<b>334</b>	<b>11</b>	<b>-103</b>	<b>129</b>	<b>371</b>
<b>Retraites complémentaires à prestations définies assurées par des caisses de retraite</b>					
Engagements envers les salariés et retraités (1)	6	1	0	3	10
<b>Sous-total</b>	<b>6</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>3</b>	<b>10</b>
<b>Total</b>	<b>340</b>	<b>12</b>	<b>-103</b>	<b>132</b>	<b>381</b>

(1) Les provisions concernant les insuffisances des caisses de retraite sont relatives aux entités situées à l'étranger.

Régime à prestations définies : Principales hypothèses actuarielles	31/12/2025	31/12/2024
Taux d'actualisation (1)	3,80 %	3,50 %
Taux attendu d'augmentation des salaires	Minimum 3,7%	Minimum 3,3%

(1) Le taux d'actualisation, déterminé par référence au taux long terme des emprunts du secteur privé, est estimé à partir de l'indice Iboxx.

#### Indemnités de fin de carrière

Variation de la dette actuarielle	31/12/2024	Effet de l'actualisation	Produits financiers	Coût des services rendus	Autres variations	Variation écarts actuariels (1)	Paiement aux bénéficiaires	Cotisations d'assurance	31/12/2025
Engagements	242	8	-	14	-4	5	-10	-	255
Contrat d'assurance hors groupe et actifs gérés en externe	146	-	4	-	-2	0	-6	113	255
<b>Sous-total des banques assurées auprès des ACM</b>	<b>96</b>	<b>8</b>	<b>-4</b>	<b>14</b>	<b>-2</b>	<b>5</b>	<b>-4</b>	<b>-113</b>	<b>0</b>
Entités étrangères	19	-	-	-	-	-	-	-	19
<b>Total</b>	<b>115</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>19</b>

(1) dont -7 millions d'euros concernant les hypothèses financières et (1) millions d'euros concernant les hypothèses démographiques.

#### Informations complémentaires pour les entités françaises assurées auprès des ACM

- La durée des engagements est de 20 années.
- Il est attendu au titre de l'exercice à venir un coût des services rendus de 10 millions d'euros et un coût financier de 6 millions d'euros.

#### Analyse de sensibilité des engagements au taux d'actualisation

Taux d'actualisation	3,55 %	3,80 %	4,05 %
Engagements	265	255	246

#### Echéancier des indemnités de fin de carrière

	Entre 1 et 5 ans	Entre 6 et 10 ans	Entre 11 et 15 ans	Entre 16 et 20 ans	Entre 21 et 25	Entre 26 et 30 ans	Plus de 30 ans	Total	Total
Flux attendus des IFC	56	67	104	163	206	198	440	1 234	255

Détails de la juste valeur des actifs du régime	31/12/2025			
	Titres de dettes	Instruments de capitaux propres	Immobilier	Autres
Actifs cotés sur un marché actif	58 %	26 %	0 %	5 %
Actifs non cotés sur un marché actif	3 %	4 %	4 %	0 %
<b>Total</b>	<b>61 %</b>	<b>30 %</b>	<b>4 %</b>	<b>5 %</b>

Détails de la juste valeur des actifs du régime	31/12/2024			
	Titres de dettes	Instruments de capitaux propres	Immobilier	Autres
Actifs cotés sur un marché actif	51 %	36 %	0 %	3 %
Actifs non cotés sur un marché actif	4 %	3 %	3 %	0 %
<b>Total</b>	<b>55 %</b>	<b>39 %</b>	<b>3 %</b>	<b>3 %</b>

Les actifs sont valorisés à la juste valeur.

#### Engagements de retraite à cotisations définies

##### Provisions des compléments de retraite

Les banques françaises du groupe ont par le passé mis en place des régimes surcomplémentaires à prestations définies qui sont aujourd'hui fermés.

Les engagements de ces régimes pour ces banques s'élèvent à 10 millions d'euros au 31 décembre 2025, contre 11 millions au 31 décembre 2024.

Le montant versé au titre des prestations s'élève à -2 millions d'euros.

#### Contrat par capitalisation souscrit auprès des ACM

Un contrat de retraite complémentaire à cotisations définies a été mis en place avec les ACM pour les entités françaises adhérentes au socle social. Au titre de ce contrat, ces entités ont versé 43 millions d'euros durant cet exercice.

#### Note 20c Provisions pour risques sur engagements au titre de l'épargne-logement

	31/12/2025	31/12/2024
<b>Encours des plans d'épargne logement</b>		
Ancienneté comprise entre 0-4 ans	499	391
Ancienneté comprise entre 4-10 ans	720	1 898
Ancienneté supérieure à 10 ans	6 871	6 784
<b>Total</b>	<b>8 090</b>	<b>9 073</b>
Encours de comptes d'épargne logement	873	880
<b>Total des comptes et plans d'épargne logement</b>	<b>8 963</b>	<b>9 953</b>

Prêts d'épargne-logement	31/12/2025	31/12/2024
Encours de prêts d'épargne-logement source de provisions pour risques inscrits à l'actif du bilan	52	36

Provisions d'épargne logement	Ouverture	Dotations/reprises nettes	Autres variations	Clôture
Sur comptes d'épargne-logement	0			0
Sur plans d'épargne-logement	106	-32		74
Sur prêts d'épargne-logement	0			0
<b>Total</b>	<b>106</b>	<b>-32</b>	<b>0</b>	<b>74</b>
<b>Analyse par ancienneté des provisions sur les plans d'épargne logement</b>				
Ancienneté comprise entre 0-4 ans	5			2
Ancienneté comprise entre 4-10 ans	3			1
Ancienneté supérieure à 10 ans	98			71
<b>Total</b>	<b>106</b>			<b>74</b>

Les comptes épargne logement (CEL) et les plans épargne logement (PEL) sont des produits réglementés français accessibles à la clientèle de personnes physiques.

Ces produits permettent d'épargner et, éventuellement, de bénéficier d'un prêt Épargne Logement. On distingue deux phases :

- une phase d'épargne rémunérée ouvrant des droits à un prêt immobilier,
- une seconde phase, optionnelle, de prêt.

Les comptes épargne logement (CEL) et les plans épargne logement (PEL) génèrent pour l'établissement distributeur :

- un engagement de rémunération future de l'épargne à un taux fixe (uniquement sur les PEL, le taux de rémunération des CEL étant assimilable à un taux variable, périodiquement révisé en fonction d'une formule d'indexation),
- un engagement d'accord de prêt aux clients qui le demandent, à des conditions prédéterminées (PEL et CEL)

Ces engagements ont été estimés sur la base de statistiques comportementales des clients et de données de marché.

Une provision est constituée au passif du bilan afin de couvrir les charges futures liées aux conditions potentiellement défavorables de ces produits, par rapport aux taux d'intérêt offerts à la clientèle des particuliers pour des produits similaires, mais non réglementés en termes de rémunération. Cette approche est menée par génération homogène en termes de conditions réglementées de PEL. Les impacts sur le résultat sont inscrits parmi les intérêts versés à la clientèle.

L'évolution de la provision s'explique essentiellement par la baisse des taux de marché.



## Note 21 Dettes subordonnées au coût amorti

	31/12/2025	31/12/2024
Emprunts participatifs	0	301
Dettes subordonnées à durée indéterminée	0	26
Autres dettes	4 964	4 105
Dettes rattachées	25	25
<b>Total</b>	<b>4 989</b>	<b>4 457</b>

## Dettes subordonnées représentant plus de 10 % du total des dettes subordonnées

	Date Émission	Montant Émission	Devise	Taux	Échéance
TSR	24/03/2016	414 M€	EUR	Euribor 3 mois + 2,05%	24/03/2026
TSR	04/11/2016	700 M€	EUR	Euribor 3 mois + 1,70%	04/11/2026
Emprunt subordonné	16/12/2022	1 000 M€	EUR	Euribor 3 mois + 2,00%	16/12/2032
Emprunt subordonné	11/01/2024	1 000 M€	EUR	Euribor 3 mois + 1,96%	11/01/2034
Emprunt subordonné	15/01/2025	875 M€	EUR	Euribor 3 mois + 1,83%	15/01/2035

## Note 22 Gains ou pertes latents ou différés

## Note 22a Gains ou pertes latents ou différés

	31/12/2025	31/12/2024
Gains ou pertes latents ou différés (1) liés aux :		
■ écarts de conversion	28	242
■ actifs financiers en JVCPR – instruments de dettes	-78	-157
■ actifs financiers en JVCPNR – instruments de capitaux propres	-48	-82
■ quote-part des gains ou pertes latents ou différés sur entreprises MEE	143	99
■ écarts actuariels sur les régimes à prestations définies	-21	-33
<b>Total</b>	<b>24</b>	<b>69</b>
<i>(1) Soldes net d'IS.</i>		

## Note 22b Recyclage de gains et pertes directement comptabilisés en capitaux propres

	31/12/2025 Mouvements	31/12/2024 Mouvements
Écarts de conversion		
Reclassement vers le résultat	0	0
Autres mouvements	-214	93
<b>Sous-total</b>	<b>-214</b>	<b>93</b>
Réévaluation des actifs financiers à la JVCP		
Reclassement vers le résultat	0	0
Autres mouvements	113	-49
<b>Sous-total</b>	<b>113</b>	<b>-49</b>
Réévaluation des instruments dérivés de couverture		
Reclassement vers le résultat	0	0
Autres mouvements	0	0
<b>Sous-total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Écarts actuariels sur les régimes à prestations définies	12	-1
Quote-part des gains ou pertes latents ou différés sur entreprises MEE	44	18
<b>Total</b>	<b>-45</b>	<b>61</b>

## Note 22c Impôt relatif à chaque composante de gains et pertes directement comptabilisés en capitaux propres

	31/12/2025			31/12/2024		
	Valeur brute	Impôt	Valeur nette	Valeur brute	Impôt	Valeur nette
Écarts de conversion	-214	0	-214	93	0	93
Réévaluation des actifs financiers à la JVCP	140	-27	113	-67	18	-49
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	0	0	0	0	0	0
Écarts actuariels sur les régimes à prestations définies	14	-2	12	-3	2	-1
Quote-part des gains ou pertes latents ou différés sur entreprises MEE	58	-14	44	16	2	18
<b>Total des variations des gains et pertes comptabilisées directement en capitaux propres</b>	<b>-2</b>	<b>-43</b>	<b>-45</b>	<b>39</b>	<b>22</b>	<b>61</b>

## Note 23 Engagements donnés et reçus

Engagements donnés	31/12/2025	31/12/2024
<b>Engagements de financement</b>	<b>54 982</b>	<b>51 198</b>
Engagements en faveur d'établissements de crédit	656	340
Engagements en faveur de la clientèle	54 326	50 858
<b>Engagements de garantie</b>	<b>22 820</b>	<b>22 143</b>
Engagements d'ordre d'établissements de crédit	2 713	2 464
Engagements d'ordre de la clientèle	20 107	19 679
<b>Engagements sur titres</b>	<b>10 656</b>	<b>10 220</b>
Titres acquis avec faculté de reprise	0	0
Autres engagements donnés	10 656	10 220

Engagements reçus	31/12/2025	31/12/2024
<b>Engagements de financement</b>	<b>321</b>	<b>813</b>
Engagements reçus d'établissements de crédit	321	813
Engagements reçus de la clientèle	0	0
<b>Engagements de garantie</b>	<b>88 765</b>	<b>93 907</b>
Engagements reçus d'établissements de crédit	64 778	62 804
Engagements reçus de la clientèle	23 987	31 103
<b>Engagements sur titres</b>	<b>7 384</b>	<b>6 182</b>
Titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise	0	0
Autres engagements reçus	7 384	6 182

## Actifs financiers transférés qui ne sont pas intégralement décomptabilisés

	31/12/2025			31/12/2024		
	Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat	Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Actifs financiers au coût amorti	Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat	Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Actifs financiers au coût amorti
<b>Prêts de titres et titres donnés en pension livrée</b>						
Valeur comptable des actifs	10 921	10 520	0	17 679	10 992	0
Valeur comptable des passifs associés	12 016	10 469	0	17 450	10 911	0
<b>Titrisation</b>						
Valeur comptable des actifs	0	0	0	0	0	0
Valeur comptable des passifs associés	0	0	0	0	0	0
Juste valeur des actifs	0	0	0	0	0	0
Juste valeur des passifs associés	0	0	0	0	0	0
<b>Position nette</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

Pour son activité de refinancement, le groupe procède à la mise en pension de titres de dettes et/ou de capitaux propres. Elle se traduit par le transfert de la propriété de titres que le bénéficiaire peut à son tour prêter. Les coupons ou dividendes bénéficient à l'emprunteur. Ces opérations sont soumises à appels de marge et le groupe est exposé à la non-restitution des titres.

Les autres actifs donnés en garantie de passifs concernent les dérivés pour lesquels sont versés des appels de marge lorsque leur juste valeur est négative. Ces montants comprennent les marges initiales et celles versées ultérieurement.

## Notes sur le compte de résultat

## Note 24 Intérêts et produits/charges assimilés

	31/12/2025		31/12/2024	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Établissements de crédit & banques centrales	3 203	-3 695	4 848	-5 183
Clientèle	7 605	-3 693	7 950	-5 107
■ dont crédit-bail	801	-191	802	-218
■ dont obligation locative	-	-8	-	-10
Instruments dérivés de couverture	1 624	-1 527	2 536	-1 629
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	1 234	-580	1 569	-1 043
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	1 068	0	1 080	0
Titres au coût amorti	153	0	176	0
Dettes représentées par un titre	0	-2 105	0	-2 272
Dettes subordonnées	0	-1	0	-1
<b>Total</b>	<b>14 887</b>	<b>-11 601</b>	<b>18 159</b>	<b>-15 235</b>
<i>dont produits et charges d'intérêt calculés au TIE</i>	<i>12 029</i>	<i>-9 494</i>	<i>14 055</i>	<i>-12 563</i>

Au 31/12/2024, un reclassement d'une charge de 75 millions d'euros a été effectué de la ligne "Gains nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat" vers la ligne "intérêts et charges assimilés".

#### Note 25 Commissions

	31/12/2025		31/12/2024	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Établissements de crédit	6	-6	6	-7
Clientèle	1 203	-9	1 104	-13
Titres	692	-125	646	-106
Instruments dérivés	3	-7	3	-7
Change	23	-1	21	-1
Engagements de financement et de garantie	58	-26	64	-44
Prestations de services	1 509	-658	1 519	-598
<b>Total</b>	<b>3 495</b>	<b>-832</b>	<b>3 363</b>	<b>-776</b>

#### Note 26 Gains nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

	31/12/2025	31/12/2024
Instruments de transaction	281	273
Instruments à la juste valeur sur option	-49	50
Inefficacité des couvertures	8	4
Sur couverture de juste valeur (FVH)	8	4
Variations de juste valeur des éléments couverts	-663	593
Variations de juste valeur des éléments de couverture	671	-589
Résultat de change	136	95
Autres Instruments à la juste valeur sur résultat (1)	404	308
<b>Total des variations de juste valeur</b>	<b>780</b>	<b>730</b>
<i>(1) dont 333 millions d'euros provenant de l'activité de capital-investissement au 31 décembre 2025 contre 236 millions d'euros au 31 décembre 2024.</i>		
<i>Au 31/12/2024, un reclassement d'une charge de 75 millions d'euros a été effectué de la ligne "Gains nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat" vers la ligne "intérêts et charges assimilés".</i>		

#### Note 27 Gains ou pertes nets sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

	31/12/2025	31/12/2024
Dividendes	3	3
PV/MV réalisées sur instruments de dettes	24	19
<b>Total</b>	<b>27</b>	<b>22</b>

#### Note 28 Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation des actifs financiers au coût amorti

	31/12/2025	31/12/2024
Actifs financiers au coût amorti		
PV/MV réalisées sur:	2	0
■ Effets publics	0	0
■ Obligations et TRF	2	0
<b>Total</b>	<b>2</b>	<b>0</b>

#### Note 29 Produits et charges des autres activités

	31/12/2025	31/12/2024
<b>Produits des autres activités</b>		
Immeubles de placement :	0	0
■ reprises de provisions/amortissements	0	0
■ plus values de cession	0	0
Charges refacturées	101	96
Autres produits	76	77
<b>Sous-total</b>	<b>177</b>	<b>173</b>
<b>Charges des autres activités</b>		
Immeubles de placement :	-1	-1
■ dotations aux provisions/amortissements	-1	-1
■ moins values de cession	0	0
Autres charges	-178	-161
<b>Sous-total</b>	<b>-179</b>	<b>-162</b>
<b>Total net des autres produits et charges</b>	<b>-1</b>	<b>11</b>

**Note 30 Frais généraux**

	31/12/2025	31/12/2024
Charges de personnel	-2 264	-2 170
Autres charges générales d'exploitation	-1 325	-1 345
Dotations et reprises sur amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	-245	-209
<b>Total</b>	<b>-3 834</b>	<b>-3 724</b>

**Note 30a Charges de personnel**

	31/12/2025	31/12/2024
Salaires et traitements	-1 451	-1 292
Charges sociales	-464	-562
Avantages du personnel à court terme	0	0
Intéressement et participation des salariés	-185	-161
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations	-162	-156
Autres	-2	1
<b>Total</b>	<b>-2 264</b>	<b>-2 170</b>

**Note 30b Effectifs moyens**

	31/12/2025	31/12/2024
Techniciens de la banque	9 447	10 061
Cadres	10 447	10 094
<b>Total</b>	<b>19 894</b>	<b>20 155</b>
<i>dont France</i>	<i>17 788</i>	<i>18 136</i>
<i>dont étranger</i>	<i>2 106</i>	<i>2 019</i>

**Note 30c Autres charges générales d'exploitation**

	31/12/2025	31/12/2024
Impôts et taxes	-106	-94
Locations		
■ locations à court terme d'actifs	-29	-28
■ locations d'actifs de faible valeur/substituables (1)	-53	-52
■ autres locations	-4	-4
Autres services extérieurs	-1 170	-1 204
Autres charges et produits divers	37	37
<b>Total</b>	<b>-1 325</b>	<b>-1 345</b>
<i>(1) Inclut le matériel informatique.</i>		

**Note 30d Honoraires versés aux commissaires aux comptes**

Montants hors taxes	31/12/2025			
	Ernst & Young et Autres		KPMG	
<b>Certification des comptes</b>				
■ Émetteur	0,79	30 %	1,11	25 %
■ Filiales intégrées globalement	1,20	46 %	3,12	71 %
<b>Certification des informations en matière de durabilité</b>	-	-	-	-
■ Émetteur	0,44	17 %	0,08	2 %
■ Filiales intégrées globalement	0,04	2 %	0,04	1 %
<b>Services autres que la certification des comptes</b>	-	-	-	-
■ Émetteur	0,01	- %	0,00	- %
■ Filiales intégrées globalement	0,12	5 %	0,09	1 %
<b>Total</b>	<b>2,60</b>	<b>100 %</b>	<b>4,44</b>	<b>100 %</b>
<i>Dont honoraires versés aux commissaires aux comptes en France pour la certification des comptes</i>	<i>1,46</i>	<i>-</i>	<i>2,35</i>	<i>-</i>
<i>Dont honoraires versés aux commissaires aux comptes en France pour les services autres que la certification des comptes</i>	<i>0,01</i>	<i>-</i>	<i>0,00</i>	<i>-</i>

Les principales natures de services autres que la certifications des comptes (SACC) concernent des attestations et des procédures convenues.

Montants hors taxes	31/12/2024			
	Ernst & Young et Autres		KPMG	
<b>Certification des comptes</b>				
■ Émetteur	0,79	36 %	0,79	19 %
■ Filiales intégrées globalement	0,80	37 %	3,29	78 %

<b>Services autres que la certification des comptes</b>	-	-	-	-
■ Émetteur	0,05	2 %	0,05	1 %
■ Filiales intégrées globalement	0,53	25 %	0,09	2 %
<b>Total</b>	<b>2,17</b>	<b>100 %</b>	<b>4,22</b>	<b>100 %</b>
<i>Dont honoraires versés aux commissaires aux comptes en France pour la certification des comptes</i>	<i>1,26</i>	<i>-</i>	<i>1,86</i>	<i>-</i>
<i>Dont honoraires versés aux commissaires aux comptes en France pour les services autres que la certification des comptes</i>	<i>0,05</i>	<i>-</i>	<i>0,05</i>	<i>-</i>

A la suite de la décision de justice du Tribunal administratif de Montreuil du 2 décembre 2021, le groupe applique depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2024 l'EC 2006-36 de la CNCC. Ainsi, seules les prestations effectivement réalisées par les prestataires comptables et d'audit (légal ou contractuel) à la clôture de l'exercice sont dorénavant comptabilisées et mentionnées dans l'annexe.

En 2023, le groupe provisionnait ces prestations considérant que l'obligation légale de désigner un commissaire aux comptes rendait la charge probable à la date de clôture.

L'impact de ce changement de méthode est non matériel.

#### Note 30e Dotations et reprises sur amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles

	31/12/2025	31/12/2024
Amortissements :	-217	-218
■ immobilisations corporelles	-197	-200
dont droits d'utilisation	-108	-106
■ immobilisations incorporelles	-20	-18
Dépréciations :	-28	9
■ immobilisations corporelles	0	0
■ immobilisations incorporelles	-28	9
<b>Total</b>	<b>-245</b>	<b>-209</b>

#### Note 31 Coût du risque de contrepartie

	31/12/2025	31/12/2024
■ Pertes attendues à 12 mois (S1)	-19	83
■ Pertes attendues à terminaison (S2)	27	-234
■ Actifs dépréciés (S3)	-562	-495
<b>Total</b>	<b>-554</b>	<b>-646</b>

31/12/2025	Dotations	Reprises	Créances irrécouvrables couvertes	Créances irrécouvrables non couvertes	Recouvrement sur créances apurées	Total
<b>Pertes attendues à 12 mois (S1)</b>	<b>-282</b>	<b>263</b>	-	-	-	<b>-19</b>
■ Prêts et créances Établissements de crédit au coût amorti	-1	1	-	-	-	0
■ Prêts et créances clientèle au coût amorti	-196	191	-	-	-	-5
<i>dont location financement</i>	-27	24	-	-	-	-3
■ Actifs financiers au coût amorti – titres	-1	1	-	-	-	0
■ Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres – titres de dettes	-14	12	-	-	-	-2
■ Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres – Prêts	0	0	-	-	-	0
■ Engagements donnés	-70	58	-	-	-	-12
<b>Pertes attendues à terminaison (S2)</b>	<b>-483</b>	<b>510</b>	-	-	-	<b>27</b>
■ Prêts et créances Établissements de crédit au coût amorti	0	0	-	-	-	0
■ Prêts et créances clientèle au coût amorti	-411	429	-	-	-	18
<i>dont location financement</i>	-30	31	-	-	-	1
■ Engagements donnés	-72	81	-	-	-	9
<b>Actifs dépréciés (S3)</b>	<b>-1 029</b>	<b>767</b>	<b>-274</b>	<b>-33</b>	<b>7</b>	<b>-562</b>
■ Prêts et créances Établissements de crédit au coût amorti	0	0	0	0	0	0
■ Prêts et créances clientèle au coût amorti	-947	711	-274	-33	7	-536
<i>dont location financement</i>	-6	4	-2	-2	1	-5
■ Actifs financiers au coût amorti – titres	0	2	0	0	0	2
■ Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres – titres de dettes	0	3	0	0	0	3
■ Engagements donnés	-82	52	0	0	0	-30
<b>Total</b>	<b>-1 794</b>	<b>1 540</b>	<b>-274</b>	<b>-33</b>	<b>7</b>	<b>-554</b>

31/12/2024	Dotations	Reprises	Créances irrécouvrables couvertes	Créances irrécouvrables non couvertes	Recouvrement sur créances apurées	Total
<b>Pertes attendues à 12 mois (S1)</b>	<b>-351</b>	<b>434</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>83</b>
■ Prêts et créances Établissements de crédit au coût amorti	-1	1	0	0	0	0
■ Prêts et créances clientèle au coût amorti	-280	351	0	0	0	71
dont location financement	-33	25	0	0	0	-8
■ Actifs financiers au coût amorti – titres	-1	1	0	0	0	0
■ Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres – titres de dettes	-8	10	0	0	0	2
■ Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres – Prêts	0	0	0	0	0	0
■ Engagements donnés	-61	71	0	0	0	10
<b>Pertes attendues à terminaison (S2)</b>	<b>-646</b>	<b>412</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-234</b>
■ Prêts et créances Établissements de crédit au coût amorti	0	0	0	0	0	0
■ Prêts et créances clientèle au coût amorti	-551	345	0	0	0	-206
dont location financement	-25	27	0	0	0	2
■ Actifs financiers au coût amorti – titres	0	0	0	0	0	0
■ Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres – titres de dettes	0	0	0	0	0	0
■ Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres – Prêts	0	0	0	0	0	0
■ Engagements donnés	-95	67	0	0	0	-28
<b>Actifs dépréciés (S3)</b>	<b>-812</b>	<b>645</b>	<b>-244</b>	<b>-93</b>	<b>9</b>	<b>-495</b>
■ Prêts et créances Établissements de crédit au coût amorti	0	0	0	0	0	0
■ Prêts et créances clientèle au coût amorti	-717	519	-244	-93	9	-526
dont location financement	-6	5	-4	-4	0	-9
■ Actifs financiers au coût amorti – titres	0	34	0	0	0	34
■ Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres – titres de dettes	0	0	0	0	0	0
■ Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres – Prêts	0	0	0	0	0	0
■ Engagements donnés	-95	92	0	0	0	-3
<b>Total</b>	<b>-1 809</b>	<b>1 491</b>	<b>-244</b>	<b>-93</b>	<b>9</b>	<b>-646</b>

## Note 32 Gains ou pertes sur autres actifs

	31/12/2025	31/12/2024
Immobilisations corporelles et incorporelles	-2	-13
Moins-values de cession	-14	-18
Plus-values de cession	12	5
Gains ou pertes nets sur titres consolidés	6	-15
<b>Total</b>	<b>4</b>	<b>-28</b>

## Note 33 Impôts sur les bénéfices

	31/12/2025	31/12/2024
Charge d'impôt exigible	-466	-393
Charge/Produit d'impôt différé	-106	57
Ajustements au titre des exercices antérieurs	-3	36
<b>Total</b>	<b>-575</b>	<b>-300</b>

Dont -496 millions d'euros au titre des sociétés situées en France et -79 millions d'euros pour les sociétés situées hors France.

La loi de finances pour 2025 a institué une contribution exceptionnelle sur les bénéfices des entreprises qui réalisent en France un chiffre d'affaires supérieur ou égal à 1 milliard d'euros en 2024 ou en 2025. Cette contribution est assise sur la moyenne de l'impôt sur les sociétés dû au titre de 2024 et 2025. S'agissant d'un impôt sur le résultat, elle est comptabilisée selon les principes d'IAS 12.

Le Groupe est soumis à cette contribution, à un taux de 41,2 %. L'impact de cette contribution 2025 est de -78 M€.

## Rapprochement entre la charge d'impôt comptabilisée et la charge d'impôt théorique

	31/12/2025	31/12/2024
Taux d'impôt théorique	25,8 %	25,8 %
Impact des régimes spécifiques des SCR	-3,2 %	-4,3 %
Impact du taux réduit sur les plus-values à long terme	0,0 %	0,0 %
Impact des décalages permanents	0,4 %	-0,1 %
Impact des provisions pour impôts	1,0 %	-1,1 %
Impact de l'effet de l'intégration fiscale	-0,8 %	-1,2 %

Impact des taux d'imposition spécifiques des entités étrangères	-1,1 %	-0,8 %
Impact des variations des taux d'impôt	-0,7 %	0,1 %
Impact des crédits d'impôt	-0,8 %	-0,9 %
Impact des corrections relatives aux exercices antérieurs	0,6 %	0,1 %
Surtaxe exceptionnelle*	3,3 %	0,0 %
Autres éléments	-0,3 %	-1,6 %
<b>Taux d'impôt effectif</b>	<b>24,2 %</b>	<b>16,0 %</b>
Résultat taxable	2 373	1 876
<b>Charge d'impôt</b>	<b>-575</b>	<b>-300</b>

\* Loi de finances 2025

**Note 34 Résultat par action**

	31/12/2025	31/12/2024
Résultat net part du groupe	1 947	1 727
Nombre d'actions à l'ouverture	38 009 418	38 009 418
Nombre d'actions à la clôture	38 009 418	38 009 418
Nombre moyen pondéré d'actions	38 009 418	38 009 418
<b>Résultat de base par action (en euros)</b>	<b>51,24</b>	<b>45,44</b>
Nombre moyen pondéré d'actions susceptibles d'être émises	0	0
<b>Résultat dilué par action (en euros)</b>	<b>51,24</b>	<b>45,44</b>

Le capital social du CIC est de 611 858 064 euros, divisé en 38 241 129 actions de 16 euros de nominal, dont 231 711 titres auto-détenus.

**Note 35 Hiérarchie de Juste Valeur des instruments financiers évalués au coût amorti ou au coût au bilan**

Les instruments financiers présentés dans cette information sont les prêts et emprunts. Ils ne reprennent pas les éléments non monétaires (actions), les comptes de fournisseurs et les comptes d'autres actifs, d'autres passifs et les comptes de régularisation. Les instruments non financiers ne sont pas concernés par cette information. La juste valeur des prêts et créances à la clientèle est fondée sur un calcul d'actualisation des flux futurs estimés. Les taux d'actualisation utilisés dépendent désormais du type de prêts (crédits habitat, consommation, équipement et trésorerie) et des courbes de taux d'octroi constatées dans le trimestre précédent la date d'arrêté.

La juste valeur des instruments financiers exigibles à vue et des contrats d'épargne réglementée de la clientèle est la valeur exigible par le client, c'est-à-dire sa valeur comptable.

Nous attirons l'attention sur le fait que les prêts et créances comptabilisés au coût amorti ne sont pas cessibles ou ne font pas, dans la pratique, l'objet de cession avant leur échéance. De ce fait, les plus-values ou les moins-values ne seront pas constatées.

Si toutefois, les instruments financiers comptabilisés au coût amorti devaient faire l'objet d'une cession, le prix de cette cession pourrait différer significativement de la juste valeur calculée au 31 décembre 2025.

	31/12/2025				
	Valeur de marché	Valeur au bilan	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
<b>Actifs</b>					
■ Actifs financiers au coût amorti	309 491	316 730	2 178	63 846	243 467
Prêts et créances sur établissements de crédit	47 787	49 542	0	47 787	0
Prêts et créances à la clientèle (1)	256 279	261 726	0	12 936	243 343
Titres	5 425	5 462	2 178	3 123	124
<b>Passifs</b>					
■ Dettes envers les établissements de crédit	100 042	99 020	0	100 042	0
■ Dettes envers la clientèle	230 094	229 469	0	179 169	50 925
■ Dettes représentées par un titre	44 507	44 566	0	44 351	156
■ Dettes subordonnées	5 242	4 989	0	5 242	0

(1) En tenant comptes des moins-values latentes sur swaps de couverture (-329 millions d'euros), la moins-value latente sur les crédits ressort à 5 118 millions d'euros.

	31/12/2024				
	Valeur de marché	Valeur au bilan	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
<b>Actifs</b>					
■ Actifs financiers au coût amorti	295 802	306 810	1 872	53 866	240 064
Prêts et créances sur établissements de crédit	44 776	46 127	0	44 776	0
Prêts et créances à la clientèle	245 914	255 516	0	5 989	239 925
Titres	5 112	5 167	1 872	3 101	139
<b>Passifs</b>					
■ Dettes envers les établissements de crédit	95 368	94 742	0	95 368	0
■ Dettes envers la clientèle	226 110	225 434	0	93 336	132 774
■ Dettes représentées par un titre	38 643	38 745	0	24 251	14 392
■ Dettes subordonnées	4 652	4 457	0	4 652	0

Au 31 décembre 2024, un reclassement de 2 030 millions de livres sterling (2 448 millions d'euros) a été effectué en niveau 2 par le CIC Londres de la ligne "Dettes représentées par un titre au coût amorti" vers la ligne "Passifs financiers à la juste valeur par résultat"

Note 36 Encours des opérations réalisées avec les parties liées

	31/12/2025		31/12/2024	
	Entreprises consolidées par mise en équivalence	Entreprise mère	Entreprises consolidées par mise en équivalence	Entreprise mère
<b>Actifs</b>				
■ Actifs à la juste valeur par résultat	111	38	120	22
■ Instruments dérivés de couverture	0	691	0	668
■ Actifs financiers à la JVCP	3	0	0	0
■ Actifs financiers au coût amorti	4 377	28 803	4 368	24 466
■ Actifs divers	0	26	0	21
<b>Passifs</b>				
■ Dettes envers les établissements de crédit	290	80 791	238	74 663
■ Instruments dérivés de couverture	0	466	0	979
■ Passifs à la juste valeur par résultat	8	3	1	13
■ Dettes envers la clientèle	4 395	190	4 276	114
■ Dettes représentées par un titre	2 444	1 042	2 462	1 009
■ Dettes subordonnées	0	4 989	0	4 397
<b>Hors Bilan</b>				
■ Engagements de financement donnés	0	35	0	22
■ Engagements de garantie donnés	0	20	0	25
■ Engagements de financement reçus	0	1	0	1
■ Engagements de garanties reçus	0	7 991	0	8 104
	31/12/2025		31/12/2024	
■ Intérêts reçus	90	1 838	136	2 224
■ Intérêts versés	-103	-3 611	-147	-4 211
■ Commissions reçues	549	112	524	118
■ Commissions versées	-23	-222	-17	-199
■ Gains ou pertes nets sur actifs financiers JVCP et JVR	34	5	188	14
■ Autres produits et charges	0	-7	0	-6
■ Frais généraux	-84	-622	-82	-595

L’entreprise mère est constituée de la BFCM, actionnaire majoritaire du CIC, de la Caisse Fédérale de Crédit Mutuel (CFCM), entité contrôlant la BFCM et de toutes leurs filiales.  
Les relations avec l’entreprise mère sont principalement composées de prêts et emprunts dans le cadre de la gestion de la trésorerie, la BFCM étant l’organisme de refinancement du groupe et des prestations informatiques facturées avec les entités Euro-Information.  
L’entreprise consolidée par la méthode de mise en équivalence est le Groupe des Assurances du Crédit Mutuel.

Relations avec les principaux dirigeants du groupe

Rémunérations versées globalement aux principaux dirigeants

	Salaire part fixe	Salaire part variable	Avantages en nature	Réintégrations diverses	Total 31/12/2025	Total 31/12/2024
Principaux dirigeants	0,7	0,0	0,0	0,0	0,7	0,7

Les dirigeants du groupe ont également bénéficié au cours de l’exercice des dispositifs de prévoyance collective et du dispositif de retraite supplémentaire du groupe. En revanche, les dirigeants du groupe n’ont bénéficié d’aucun autre avantage spécifique.  
Aucun titre de capital ou donnant accès au capital ou donnant le droit d’acquérir des titres du capital du CIC ne leur a été attribué.  
De plus, ils ne perçoivent pas de jetons de présence au titre des mandats qu’ils exercent en raison de leurs fonctions au sein du groupe.  
Les dirigeants du groupe peuvent par ailleurs détenir des avoirs ou des emprunts dans les livres des banques du groupe, aux conditions offertes à l’ensemble du personnel. À la date du 31 décembre 2025, ils détiennent des engagements de cette nature.

Note 37 Exposition aux risques

Les informations relatives à l’exposition aux risques demandées par IFRS 7 sont présentées dans le chapitre 5 sur les risques du rapport de gestion.

Note 38 Dividendes

Le Crédit Industriel et Commercial a prévu de verser 550,0 millions d’euros, soit 14,38 euros par action.



Note 39 Événements postérieurs à la clôture des comptes et autres informations

Les comptes consolidés du groupe Crédit Industriel et Commercial, clos au 31 décembre 2025, ont été arrêtés par le conseil d’administration du 4 février 2026.

Loi de finances

La loi de finances pour 2026, définitivement adoptée le 2 février 2026, a prorogé pour un an la contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises. Les entreprises concernées en 2026 sont celles qui réalisent en France un chiffre d’affaires supérieur ou égal à 1,5 milliards d’euros en 2025 ou en 2026 (contre 1 milliard d’euros en 2025). Cette contribution 2026 est assise sur la moyenne de l’impôt sur les sociétés dû au titre de 2025 et 2026. A l’instar de l’année 2025, le Groupe sera soumis à cette contribution en 2026 à un taux de 20,6% ou 41,2%.

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés  
Exercice 2025

À l’Assemblée Générale du Crédit Industriel et Commercial,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l’audit des comptes consolidés du Crédit Industriel et Commercial relatifs à l’exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu’ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu’adopté dans l’Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l’exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l’exercice, de l’ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans le périmètre de consolidation.

Fondement de l’opinion

Référentiel d’audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d’exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l’audit des comptes consolidés" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d’audit dans le respect des règles d’indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2025 à la date d’émission de notre rapport, et notamment nous n’avons pas fourni de services interdits par l’article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l’audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l’audit relatifs aux risques d’anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l’audit des comptes consolidés de l’exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s’inscrivent dans le contexte de l’audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n’exprimons pas d’opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Risque de crédit et évaluation des dépréciations sur les portefeuilles de prêts à la clientèle

Point clé de l’audit	Réponse d’audit apportée
<p>Les banques du groupe CIC sont exposées à des risques de crédit inhérents à leurs activités, notamment pour ce qui concerne les prêts à la clientèle.</p> <p>À ce titre et comme indiqué dans la note 1.3.1.1.1. de l’annexe aux comptes consolidés, le groupe comptabilise des dépréciations selon le modèle de la norme IFRS 9 :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Pour les encours sains non dégradés (statut 1) et sains dégradés (statut 2), le provisionnement est réalisé sur la base des pertes de crédit attendues respectivement à douze mois et à maturité.</li><li>• Pour les encours douteux (statut 3), la dépréciation est égale à la différence entre la valeur comptable et la valeur actualisée, au taux d’intérêt effectif d’origine du prêt, des flux futurs estimés tenant compte notamment de l’effet des garanties.</li></ul> <p>Le classement des encours entre les différents statuts prévus par la norme IFRS 9 et l’évaluation des pertes de crédit attendues ou avérées pour les portefeuilles de prêts à la clientèle requièrent l’exercice d’un jugement accru et la prise en compte d’hypothèses par le groupe CIC, notamment pour :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Déterminer les modalités d’appréciation de la dégradation significative du risque de crédit pour classer les encours en statuts 1 et 2 ou du risque avéré (statut 3) ;</li><li>• Estimer le montant des pertes de crédit pour les différents statuts.</li></ul> <p>Comme présenté respectivement dans les notes 9a Valeurs brutes soumises à dépréciation et 9b Cadrage des dépréciations de l’annexe aux comptes consolidés, au 31 décembre 2025, le montant total des encours bruts de prêts</p>	<p>S’agissant des encours classés en statuts 1 et 2, les travaux que nous avons réalisés ont consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Prendre connaissance, lors d’un examen critique, des conclusions des travaux réalisés par les commissaires aux comptes du groupe Crédit Mutuel sur les options méthodologiques et les modèles de dépréciations définis par la Direction. Ces travaux ont couvert en particulier :</li><li>- Un examen du dispositif mis en place pour classer les créances entre les différents statuts et évaluer le montant des pertes de crédits attendues ;</li><li>- Un examen des méthodes et des mesures retenues pour les différents paramètres et les modèles de calcul des pertes de crédits attendues ;</li><li>- L’analyse des modalités de pondération des différents scénarios macroéconomiques retenus pour le calcul des corrections de valeur, ainsi que l’information financière afférente ;</li><li>- La réalisation de tests sur la qualité des données ainsi que des contrôles réalisés sur les systèmes d’information utilisés dans la détermination des pertes de crédit attendues ;</li></ul> <p>Réaliser des travaux d’analyse de données relatifs à la correcte classification des encours par catégorie (statuts 1 et 2) ;</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Examiner les rapprochements réalisés entre les données des outils informatiques de calcul des pertes attendues et la comptabilité ;</li><li>• Analyser les évolutions du portefeuille et des niveaux de dépréciation, par statut et pour une sélection d’entités entre</li></ul>

<p>à la clientèle s'élève à 265 945 M€ et le montant total des dépréciations s'élève à 4 219 M€ d'euros.</p> <p>Compte tenu de l'importance du jugement dans l'appréciation du risque de crédit ainsi que dans la détermination du classement et des dépréciations sur prêts à la clientèle (Statuts 1 à 3), en particulier, dans un contexte d'incertitudes persistantes marqué par les tensions géopolitiques et économiques, nous avons considéré que le classement des encours de crédit à la clientèle entre les différentes catégories prévues par la norme IFRS 9 et l'évaluation des dépréciations comptabilisées constituaient un point clé de l'audit.</p>	<p>le 31 décembre 2024 et le 31 décembre 2025 afin d'en apprécier la cohérence d'ensemble.</p> <p>S'agissant des encours classés en Statut 3, nous avons examiné les processus et testé les contrôles jugés clés mis en place par votre groupe pour identifier les prêts et créances présentant un risque de défaut avéré, ainsi que les procédures d'estimation des dépréciations correspondantes, dans un contexte d'incertitudes persistantes marqué par les tensions sur les matières premières et l'énergie, l'inflation et par la hausse des taux d'intérêts.</p> <p>Les travaux ont principalement consisté à examiner :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'application des règles de classement des encours en statut 3 sur un échantillon de créances ;</li> <li>• Les dispositifs qui garantissent la qualité des données utilisées en faisant appel à nos spécialistes en systèmes d'information ;</li> <li>• Le processus de suivi du risque de crédit, en prenant connaissance des conclusions des comités spécialisés en charge du suivi des créances en Statut 3 et de la comptabilisation des dépréciations associées ;</li> <li>• Les principales hypothèses retenues pour l'estimation des dépréciations individuelles sur un échantillon de dossiers de crédits de la banque de financement, et contrôler la documentation de la note de crédit ;</li> <li>• L'évolution dans le temps des indicateurs clés : rapport des encours en Statut 3 sur les encours totaux et taux de couverture des encours en Statut 3 par des dépréciations. Chaque fois qu'un indicateur s'est écarté de la moyenne nous avons analysé les écarts constatés.</li> </ul> <p>Enfin, nous avons apprécié le caractère approprié des informations fournies dans les notes de l'annexe aux comptes consolidés.</p>
--	--

#### Évaluation des instruments financiers complexes classés en niveaux 2 et 3 de juste valeur

Point clé de l'audit	Réponse d'audit apportée
<p>Dans le cadre de ses activités de marchés pour compte propre et de trésorerie groupe et en lien avec son offre de services à la clientèle, votre groupe détient des instruments financiers à des fins de transaction.</p> <p>Ces instruments financiers sont des actifs ou des passifs financiers comptabilisés au bilan pour leur juste valeur ainsi que mentionné dans la note 1. Au paragraphe 3.1.1.1. Prêts, créances, ou titres de dettes acquis de l'annexe aux comptes consolidés. La contrepartie de la réévaluation au bilan en date d'arrêt de ces instruments financiers est comptabilisée en résultat.</p> <p>Comme présenté dans la note 7c Hiérarchie de la juste valeur des instruments financiers évalués à la juste valeur au bilan de l'annexe aux comptes consolidés, au 31 décembre 2025, le montant total des actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat classés en niveaux 2 et 3 s'élève à 42 775 millions d'euros à l'actif et 21 092 millions d'euros au passif.</p> <p>Nous avons considéré que l'évaluation des instruments financiers complexes classés en niveaux 2 et 3 était un point clé de l'audit du fait d'un risque important d'anomalies significatives dans les comptes consolidés car elle requiert l'exercice du jugement, en particulier pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La détermination des paramètres d'évaluation non observables sur le marché et la catégorisation des instruments selon la hiérarchie de la juste valeur des actifs et des passifs financiers ;</li> <li>• L'utilisation de modèles internes d'évaluation ;</li> <li>• L'estimation des principaux ajustements d'évaluation permettant de tenir compte des risques de contrepartie ou de liquidité ;</li> <li>• L'analyse des écarts éventuels d'évaluation avec des contreparties constatés dans le cadre d'appels de marge.</li> </ul>	<p>Nous avons examiné les processus et testé les contrôles mis en place par votre groupe pour identifier et évaluer les instruments financiers complexes et notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La gouvernance autour des modèles d'évaluation et les ajustements de valeur ;</li> <li>• Les contrôles relatifs aux processus de collecte des paramètres nécessaires à l'évaluation des instruments financiers complexes classés en niveaux 2 et 3 ;</li> <li>• La justification et la validation indépendante des résultats comptabilisés sur ces opérations.</li> </ul> <p>Des spécialistes en évaluation d'instruments financiers complexes ont été inclus dans notre équipe d'audit. Avec leur assistance, nous avons également :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réalisé nos propres tests d'évaluation sur un échantillon d'instruments financiers complexes ;</li> <li>• Analysé les processus internes d'identification et de validation des principaux ajustements de valeur appliqués sur les instruments financiers et leur évolution dans le temps. Nos analyses ont porté sur l'examen des méthodologies retenues sur les réserves de marché et les ajustements de valeur, et le dispositif de gouvernance mis en place pour contrôler les ajustements réalisés ;</li> <li>• Examiné les principaux écarts d'appels de marge, afin d'apprécier la cohérence des évaluations précédemment retenues ;</li> <li>• Analysé les critères utilisés dans la hiérarchie de la juste valeur tels que décrits dans la note 7c Hiérarchie de la juste valeur des instruments financiers évalués à la juste valeur au bilan de l'annexe aux comptes consolidés.</li> </ul>

Point clé de l'audit	Réponse d'audit apportée
<p>Votre groupe détient, à travers des filiales du pôle capital investissement, des participations comptabilisées à la juste valeur par résultat.</p> <p>Ces instruments sont comptabilisés lors de leur entrée au bilan à leur juste valeur ainsi que lors des arrêts ultérieurs et jusqu'à leur cession. Les variations de juste valeur sont enregistrées au compte de résultat sous la rubrique Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat.</p>	<p>Nous avons actualisé notre compréhension du processus d'évaluation des titres par entretien avec la Direction et nous avons testé les contrôles mis en place par votre groupe associé à l'évaluation des participations comptabilisées en niveau 3 de juste valeur du pôle capital investissement.</p> <p>Avec l'aide de nos spécialistes en évaluation, et sur la base d'un échantillon, nos travaux ont également consisté à :</p>

<p>Pour estimer la juste valeur lorsque les titres ne sont pas cotés sur un marché actif, votre groupe applique une approche mark-to-model fondée notamment sur des données non observables, comme indiqué dans le paragraphe Détermination de la juste valeur des instruments financiers de la note 1.3 Principes et méthodes comptables de l'annexe aux comptes consolidés.</p> <p>Dans un contexte d'incertitudes persistantes marqué par les tensions géopolitiques et économiques, nous avons considéré que l'évaluation de la juste valeur par résultat des titres de participations (non cotés ou comptabilisés en niveau 3) constituait un point clé de l'audit compte tenu du recours au jugement de la Direction dans la détermination de leur juste valeur et de la complexité des modèles qui concourent à son estimation.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Analyser les méthodes et les données de valorisation non observables retenues par votre groupe pour les lignes évaluées sur la base d'une approche mark-to-model, et apprécier la prise en compte du contexte dans les données utilisées pour la valorisation ;</li> <li>• Contrôler, le cas échéant, que la valorisation retenue par votre groupe était comparable au prix observé lors d'une transaction similaire et récente ;</li> <li>• Analyser les plus ou moins-values résultant des variations de juste valeur, et vérifier le cas échéant les dépréciations associées.</li> </ul> <p>Enfin, nous avons apprécié le caractère approprié des informations fournies dans les notes de l'annexe aux comptes consolidés.</p>
--	--

### Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du groupe du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

### Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

#### Format de présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L. 451-1-2 du code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du Directeur Général. S'agissant de comptes consolidés, nos diligences comprennent la vérification de la conformité du balisage de ces comptes au format défini par le règlement précité.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

Par ailleurs, il ne nous appartient pas de vérifier que les comptes consolidés qui seront effectivement inclus par votre société dans le rapport financier annuel déposé auprès de l'AMF correspondent à ceux sur lesquels nous avons réalisé nos travaux.

#### Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société CIC Crédit Industriel et Commercial S.A. par votre assemblée générale du 25 mai 2016 pour le cabinet KPMG S.A. et du 26 mai 1999 pour le cabinet ERNST & YOUNG et Autres.

Au 31 décembre 2025, le cabinet KPMG S.A. était dans la 10ème année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG et Autres dans la 27ème année.

#### Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf si l'est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

#### Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

##### Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs

pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Paris-La Défense, le 7 avril 2026

*Les commissaires aux comptes*

**KPMG S.A.**  
Vanessa Jolival  
Associée

Arnaud Bourdeille  
Associé

**ERNST & YOUNG et Autres**  
Maxime van den Broek  
Associé

#### **VII. — Rapport de gestion**

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de la Banque, 6, avenue de Provence - 75009 Paris.